



ÉTATS-UNIS – MESURES TARIFAIRES VISANT CERTAINS PRODUITS EN PROVENANCE DE CHINE

RAPPORT DU GROUPE SPÉCIAL

Addendum

Le présent *addendum* contient les annexes A à C du rapport du Groupe spécial qui se trouve dans le document WT/DS543/R.

LISTE DES ANNEXES**ANNEXE A**

PROCÉDURES DE TRAVAIL DU GROUPE SPÉCIAL

Table des matières		Page
Annexe A-1	Procédures de travail du Groupe spécial	4

ANNEXE B

ARGUMENTS DES PARTIES

Table des matières		Page
Annexe B-1	Résumé analytique intégré des arguments de la Chine	12
Annexe B-2	Résumé analytique intégré des arguments des États-Unis	21

ANNEXE C

ARGUMENTS DES TIERCES PARTIES

Table des matières		Page
Annexe C-1	Résumé analytique intégré des arguments de l'Australie	47
Annexe C-2	Résumé analytique intégré des arguments du Brésil	50
Annexe C-3	Résumé analytique intégré des arguments de l'Union européenne	52
Annexe C-4	Résumé analytique intégré des arguments du Japon	55
Annexe C-5	Résumé analytique intégré des arguments de la Nouvelle-Zélande	57
Annexe C-6	Résumé analytique intégré des arguments de Singapour	58
Annexe C-7	Résumé analytique intégré des arguments du Taipei chinois	63

ANNEXE A

PROCÉDURES DE TRAVAIL DU GROUPE SPÉCIAL

Table des matières		Page
Annexe A-1	Procédures de travail du Groupe spécial	4

ANNEXE A-1

PROCÉDURES DE TRAVAIL DU GROUPE SPÉCIAL

Adoptées le 21 juin 2019

Généralités

1. 1) Dans la présente procédure, le Groupe spécial suivra les dispositions pertinentes du Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends ("Mémorandum d'accord"). En outre, les procédures de travail ci-après sont d'application.
- 2) Le Groupe spécial se réserve le droit de modifier les présentes procédures si nécessaire, après avoir consulté les parties.

Caractère confidentiel

2. 1) Les délibérations du Groupe spécial et les documents qui lui auront été soumis resteront confidentiels. Les Membres traiteront comme confidentiels les renseignements qui auront été communiqués au Groupe spécial et qui auront été désignés comme confidentiels par le Membre qui les aura communiqués.
- 2) Conformément au Mémorandum d'accord, aucune disposition des présentes procédures de travail n'empêchera une partie ou une tierce partie de communiquer au public ses propres positions.
- 3) Si une partie présente au Groupe spécial une version confidentielle de ses communications écrites, elle fournira aussi un résumé non confidentiel des renseignements contenus dans ses communications qui peuvent être communiqués au public. Les résumés non confidentiels seront présentés au plus tard dix jours après que la communication écrite en question aura été présentée au Groupe spécial, à moins qu'une date différente ne soit fixée par le Groupe spécial sur demande écrite d'une partie exposant des raisons valables.
- 4) Sur demande, le Groupe spécial pourra adopter des procédures additionnelles appropriées pour le traitement et la manipulation des renseignements confidentiels après avoir consulté les parties.

Communications

3. 1) Avant la première réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, chaque partie présentera une communication écrite dans laquelle elle exposera les faits de la cause et ses arguments, conformément au calendrier adopté par le Groupe spécial.
- 2) Chaque partie présentera également au Groupe spécial, avant sa deuxième réunion de fond, une réfutation écrite, conformément au calendrier adopté par le Groupe spécial.
- 3) Chaque tierce partie qui choisira de présenter une communication écrite avant la première réunion de fond du Groupe spécial avec les parties la présentera conformément au calendrier adopté par le Groupe spécial.
- 4) Le Groupe spécial pourra inviter les parties ou tierces parties à présenter des communications additionnelles pendant la procédure, y compris en ce qui concerne les demandes de décisions préliminaires conformément au paragraphe 4 ci-après.

Décisions préliminaires

4. 1) Si les États-Unis considèrent que le Groupe spécial devrait, avant la remise du rapport, rendre une décision selon laquelle certaines mesures ou allégations figurant dans la demande d'établissement d'un groupe spécial ou la première communication écrite de la Chine ne sont

pas soumises à bon droit au Groupe spécial, la procédure suivante s'appliquera. Des exceptions à la présente procédure seront autorisées sur exposé de raisons valables.

- a. Les États-Unis présenteront toute demande de décision préliminaire de ce type le plus tôt possible et en tout état de cause au plus tard dans leur première communication écrite au Groupe spécial. La Chine présentera sa réponse à la demande avant la première réunion de fond du Groupe spécial, à un moment qui sera déterminé par le Groupe spécial compte tenu de la demande.
 - b. Le Groupe spécial pourra rendre une décision préliminaire sur les questions soulevées dans une telle demande de décision préliminaire avant, pendant ou après la première réunion de fond ou il pourra différer une décision sur ces questions jusqu'à ce qu'il remette son rapport aux parties.
 - c. Si le Groupe spécial juge approprié de rendre une décision préliminaire avant de remettre son rapport, il pourra exposer les raisons de cette décision au moment où il la rendra ou ultérieurement, dans son rapport.
 - d. Toute demande de décision préliminaire présentée par les États-Unis avant la première réunion et toutes communications ultérieures y relatives présentées par les parties avant la première réunion seront signifiées à toutes les tierces parties. Le Groupe spécial pourra ménager à toutes les tierces parties la possibilité de présenter des observations sur une telle demande, soit dans leurs communications prévues dans le calendrier, soit séparément. Toute décision préliminaire rendue par le Groupe spécial avant la première réunion de fond sur la question de savoir si certaines mesures ou allégations lui sont soumises à bon droit sera communiquée à toutes les tierces parties.
- 2) La présente procédure est sans préjudice du droit des parties de demander d'autres types de décisions préliminaires ou procédurales pendant la procédure, et des procédures que le Groupe spécial pourra suivre en ce qui concerne de telles demandes.

Éléments de preuve

5.
 - 1) Chaque partie présentera tous les éléments de preuve au Groupe spécial au plus tard pendant la première réunion de fond, sauf les éléments de preuve nécessaires aux fins de la réfutation ou les éléments de preuve nécessaires pour les réponses aux questions ou les observations concernant les réponses données par l'autre partie. Des exceptions additionnelles pourront être autorisées sur exposé de raisons valables.
 - 2) Si de quelconques éléments de preuve nouveaux ont été admis sur exposé de raisons valables, le Groupe spécial accordera à l'autre partie un délai approprié pour formuler des observations sur les éléments de preuve nouveaux présentés.
6.
 - 1) Si la langue originale d'une pièce, ou d'une partie de celle-ci, n'est pas une langue de travail de l'OMC, la partie ou tierce partie qui la présente en produira simultanément une traduction dans la langue de travail de l'OMC dans laquelle elle aura rédigé la communication. Le Groupe spécial pourra accorder des prorogations de délai raisonnables pour la traduction de pièces sur exposé de raisons valables.
 - 2) Toute objection concernant l'exactitude d'une traduction devrait être présentée par écrit dans les moindres délais, de préférence au plus tard à la date de la communication ou de la réunion (la première de ces dates étant retenue) suivant la présentation de la communication qui contient la traduction en question. Toute objection sera accompagnée d'une explication des motifs qui la justifient et d'une autre traduction. Le Groupe spécial pourra accorder des prorogations de délai raisonnables pour la présentation d'une autre traduction sur exposé de raisons valables.
7.
 - 1) Afin de faciliter la tenue du dossier du différend et d'assurer la plus grande clarté possible des communications, chaque partie ou tierce partie numérotera ses pièces par ordre chronologique tout au long du différend, en indiquant sur la page de couverture de chaque pièce le nom du Membre qui la présente et le numéro de la pièce. Les pièces présentées par

la Chine devraient être numérotées comme suit: CHN-1, CHN-2, etc. Les pièces présentées par les États-Unis devraient être numérotées comme suit: USA-1, USA-2, etc. Si la dernière pièce se rapportant à la première communication était la pièce CHN-5, la première pièce se rapportant à la communication suivante serait donc la pièce CHN-6.

2) Chaque partie fournira une liste actualisée des pièces (en format Word ou Excel) avec chacune de ses communications, déclarations orales et réponses aux questions.

3) Si une partie présente un document qui a déjà été communiqué en tant que pièce par l'autre partie, elle devrait expliquer pourquoi elle le présente à nouveau.

4) Si une partie inclut un hyperlien vers le contenu d'un site Web dans une communication et souhaite que le contenu cité fasse partie du dossier officiel, le contenu cité du site Web sera fourni sous la forme d'une pièce.

Guide de rédaction

8. Afin de faciliter les travaux du Groupe spécial, chaque partie ou tierce partie est invitée à présenter ses communications conformément à l'Editorial Guide for Panel Submissions de l'OMC (copie électronique fournie).

Questions

9. Le Groupe spécial pourra poser des questions aux parties et aux tierces parties à tout moment, et notamment:

1) Avant toute réunion, le Groupe spécial adressera des questions écrites ou une liste des sujets qu'il entend aborder oralement pendant la réunion. Il pourra poser des questions différentes ou additionnelles à la réunion.

2) Le Groupe spécial pourra poser des questions aux parties et tierces parties oralement pendant une réunion et par écrit après la réunion, conformément aux paragraphes 15 et 21 ci-après.

Réunions de fond

10. Le Groupe spécial se réunira en séance privée.

11. Les parties n'assisteront aux réunions que lorsque le Groupe spécial les y invitera.

12. 1) Chaque partie a le droit de déterminer la composition de sa propre délégation pour la réunion avec le Groupe spécial.

2) Chaque tierce partie sera responsable de tous les membres de sa délégation et s'assurera que chaque membre de sa délégation agit conformément au Mémorandum d'accord et aux présentes procédures de travail, en particulier en ce qui concerne la confidentialité de la procédure et les communications des parties et tierces parties.

13. Chaque partie fournira au Groupe spécial une liste des membres de sa délégation au plus tard à 17 heures (heure de Genève) trois jours ouvrables avant le premier jour de chaque réunion avec le Groupe spécial.

14. Toute partie devrait présenter une demande de services d'interprétation au Groupe spécial le plus tôt possible, de préférence lors de la phase d'organisation, afin qu'il ait suffisamment de temps pour faire en sorte que des interprètes soient disponibles.

15. La première réunion de fond du Groupe spécial avec les parties se déroulera de la manière suivante:

- 1) Le Groupe spécial invitera la Chine à faire une déclaration liminaire pour présenter son argumentation en premier. Puis il invitera les États-Unis à présenter leur point de vue. Avant de prendre la parole, chaque partie fournira au Groupe spécial et aux autres participants à la réunion une version écrite provisoire de sa déclaration. Si des services d'interprétation sont nécessaires, chaque partie en fournira des copies additionnelles pour les interprètes.
- 2) Chaque partie devrait éviter de répéter longuement les arguments figurant dans ses communications. Chaque partie est invitée à limiter la durée de sa déclaration liminaire à 60 minutes. Si l'une ou l'autre partie estime qu'elle a besoin de plus de temps pour faire sa déclaration liminaire, elle devrait en informer le Groupe spécial et l'autre partie au moins trois jours avant la réunion, en donnant une estimation de la durée prévue de sa déclaration. Le Groupe spécial accordera le même laps de temps à l'autre partie.
- 3) À l'issue des déclarations liminaires, le Groupe spécial ménagera à chaque partie la possibilité de faire des observations ou de poser des questions à l'autre partie.
- 4) Le Groupe spécial pourra ensuite poser des questions aux parties.
- 5) À l'issue des questions, le Groupe spécial ménagera à chaque partie la possibilité de faire une brève déclaration finale, la Chine faisant la sienne en premier. Avant de prendre la parole, chaque partie fournira au Groupe spécial et aux autres participants à la réunion une version écrite provisoire de sa déclaration finale, si elle est disponible.
- 6) Après la réunion:
 - a. Chaque partie communiquera la version écrite finale de sa déclaration liminaire au plus tard à 17 heures (heure de Genève) le premier jour ouvrable suivant la réunion. En même temps, chaque partie devrait aussi communiquer la version écrite finale de toute déclaration finale préparée qu'elle aura faite à la réunion.
 - b. Chaque partie adressera par écrit à l'autre partie, dans le délai fixé par le Groupe spécial avant la fin de la réunion, toutes questions auxquelles elle souhaite qu'il soit répondu par écrit.
 - c. Le Groupe spécial adressera par écrit aux parties, dans le délai qu'il aura fixé avant la fin de la réunion, toutes questions auxquelles il souhaite qu'il soit répondu par écrit.
 - d. Chaque partie répondra par écrit aux questions du Groupe spécial, ainsi qu'à toutes questions posées par l'autre partie, dans le délai fixé par le Groupe spécial avant la fin de la réunion.

16. La deuxième réunion de fond du Groupe spécial avec les parties se déroulera de la même manière que la première réunion de fond, si ce n'est que les États-Unis se verront ménager la possibilité de présenter leur déclaration orale en premier. Si les États-Unis choisissent de ne pas se prévaloir de ce droit, ils en informeront le Groupe spécial et l'autre partie au plus tard à 17 heures (heure de Genève) trois jours ouvrables avant la réunion. Dans ce cas, la Chine fera sa déclaration liminaire en premier et les États-Unis feront la leur ensuite. La partie qui aura fait sa déclaration liminaire en premier fera sa déclaration finale en premier. Le Groupe spécial pourra aussi demander à chaque partie de présenter des observations sur les réponses de l'autre partie aux questions qu'il aura posées par écrit après la deuxième réunion de fond.

Séance avec les tierces parties

17. Chaque tierce partie pourra présenter ses vues oralement au cours d'une séance de la première réunion de fond avec les parties réservée à cette fin.

18. Chaque tierce partie indiquera au Groupe spécial si elle a l'intention de faire une déclaration orale à la séance avec les tierces parties, et lui fournira la liste des membres de sa délégation, avant cette séance et au plus tard à 17 heures (heure de Genève) trois jours ouvrables avant la séance avec les tierces parties de la réunion du Groupe spécial.

-
19. 1) Chaque tierce partie a le droit de déterminer la composition de sa propre délégation pour la réunion avec le Groupe spécial.
- 2) Chaque tierce partie sera responsable de tous les membres de sa délégation et s'assurera que chaque membre de sa délégation agit conformément au Mémorandum d'accord et aux présentes procédures de travail, en particulier en ce qui concerne la confidentialité de la procédure et les communications des parties et tierces parties.
20. Toute tierce partie devrait présenter une demande de services d'interprétation au Groupe spécial le plus tôt possible, de préférence lorsqu'elle reçoit les procédures de travail et le calendrier des travaux, afin qu'il ait suffisamment de temps pour faire en sorte que des interprètes soient disponibles.
21. La séance avec les tierces parties se déroulera de la manière suivante:
- 1) Toutes les parties et tierces parties pourront être présentes pendant toute cette séance.
 - 2) Le Groupe spécial entendra tout d'abord les déclarations orales des tierces parties, qui prendront la parole par ordre alphabétique. Chaque tierce partie faisant une déclaration orale à la séance avec les tierces parties fournira au Groupe spécial et aux autres participants une version écrite provisoire de sa déclaration avant de prendre la parole. Si l'interprétation de la déclaration orale d'une tierce partie est nécessaire, la tierce partie en fournira des copies additionnelles pour les interprètes.
 - 3) Chaque tierce partie devrait limiter la durée de sa déclaration à dix minutes et éviter de répéter les arguments figurant déjà dans sa communication. Si une tierce partie estime qu'elle a besoin de plus de temps pour faire sa déclaration liminaire, elle devrait en informer le Groupe spécial et les parties au moins trois jours avant la réunion, en donnant une estimation de la durée prévue de sa déclaration. Le Groupe spécial accordera le même laps de temps à toutes les tierces parties pour leur déclaration.
 - 4) Après que les tierces parties auront fait leurs déclarations, les parties se verront ménager la possibilité de poser des questions à n'importe quelle tierce partie afin d'obtenir des précisions sur tout point soulevé dans la communication ou la déclaration de cette tierce partie.
 - 5) Le Groupe spécial pourra ensuite poser des questions à n'importe quelle tierce partie.
 - 6) Après la séance avec les tierces parties:
 - a. Chaque tierce partie communiquera la version écrite finale de sa déclaration orale au plus tard à 17 heures (heure de Genève) le premier jour ouvrable suivant la réunion.
 - b. Chaque partie pourra adresser par écrit à une ou plusieurs tierces parties, dans le délai fixé par le Groupe spécial avant la fin de la réunion, toutes questions auxquelles elle souhaite qu'il soit répondu par écrit.
 - c. Le Groupe spécial pourra adresser par écrit à une ou plusieurs tierces parties, dans le délai qu'il aura fixé avant la fin de la réunion, toutes questions auxquelles il souhaite qu'il soit répondu par écrit.
 - d. Chaque tierce partie qui le décidera répondra par écrit aux questions écrites du Groupe spécial ou d'une partie dans le délai fixé par le Groupe spécial avant la fin de la réunion.

Partie descriptive et résumés analytiques

22. La description des arguments des parties et des tierces parties dans la partie descriptive du rapport du Groupe spécial reprendra les résumés analytiques fournis par les parties et les tierces parties, qui seront annexés en tant qu'addenda au rapport. Ces résumés analytiques ne remplaceront en aucun cas les communications des parties et des tierces parties dans l'examen de l'affaire par le Groupe spécial.

23. Chaque partie présentera un résumé analytique intégré. Le résumé analytique intégré résumera les faits et arguments présentés par la partie au Groupe spécial dans ses première et deuxième communications écrites, ses déclarations orales et, si possible, ses réponses aux questions posées après la première réunion de fond et ses réponses et ses observations concernant la deuxième série de questions posées après la deuxième réunion de fond. Le délai de présentation du résumé analytique intégré sera indiqué dans le calendrier adopté par le Groupe spécial.

24. Le résumé analytique intégré comportera au plus 30 pages.

25. Le Groupe spécial pourra demander aux parties et tierces parties de fournir des résumés analytiques des faits et arguments présentés dans toute autre communication au Groupe spécial pour laquelle une date limite pourra ne pas être spécifiée dans le calendrier.

26. Chaque tierce partie présentera un résumé analytique intégré des arguments présentés dans sa communication écrite et sa déclaration conformément au calendrier adopté par le Groupe spécial. Ce résumé analytique intégré pourra aussi inclure un résumé des réponses aux questions, s'il y a lieu. Le résumé analytique qui sera fourni par chaque tierce partie ne dépassera pas six pages. Si la communication et/ou la déclaration orale d'une tierce partie ne dépassent pas six pages au total, elles pourront tenir lieu de résumé analytique des arguments de cette tierce partie.

Réexamen intérimaire

27. Après la remise du rapport intérimaire, chaque partie pourra demander par écrit le réexamen d'aspects précis de ce rapport et demander la tenue d'une nouvelle réunion avec le Groupe spécial, conformément au calendrier que celui-ci aura adopté. Le droit de demander la tenue d'une telle réunion sera exercé au plus tard au moment où la demande écrite de réexamen sera présentée.

28. Si aucune nouvelle réunion avec le Groupe spécial n'est demandée, chaque partie pourra présenter des observations écrites sur la demande écrite de réexamen de l'autre partie, conformément au calendrier adopté par le Groupe spécial. Ces observations ne porteront que sur la demande écrite de réexamen de l'autre partie.

Rapports intérimaire et final

29. Le rapport intérimaire ainsi que le rapport final avant sa distribution officielle resteront strictement confidentiels et ne seront pas divulgués.

Signification des documents

30. Les procédures suivantes concernant la signification des documents s'appliquent à tous les documents communiqués par les parties et les tierces parties pendant la procédure:

1) Chaque partie ou tierce partie soumettra tous les documents au Groupe spécial en les communiquant au greffe du règlement des différends.

2) Chaque partie ou tierce partie soumettra tous les documents au Groupe spécial en format Microsoft Word ou en format pdf en tant que pièce jointe à un courriel ou, si cela est impossible, sur un CD-ROM ou un DVD, pour 17 heures (heure de Genève) aux dates fixées par le Groupe spécial. En cas de divergence entre la version en format Microsoft Word et la version en format pdf des documents, la version en format Word constituera la version finale de la communication de la partie. La version électronique des documents constituera la version officielle aux fins des délais de soumission et du dossier du différend. L'envoi d'un document par courriel en constituera également la signification électronique au Groupe spécial, à l'autre partie et aux tierces parties.

3) Tous les courriels adressés au Groupe spécial seront envoyés à l'adresse DSRegistry@wto.org, avec copie aux autres fonctionnaires du Secrétariat de l'OMC dont les adresses électroniques auront été fournies aux parties au cours de la procédure. Si un CD-ROM/DVD est fourni, il sera déposé auprès du greffe du règlement des différends (bureau n° 2047) avant 17 heures (heure de Genève) aux dates fixées par le Groupe spécial.

4) Avant 17 heures (heure de Genève), le jour ouvrable suivant la soumission électronique, chaque partie ou tierce partie déposera une (1) copie papier de tous les documents qu'elle soumet au Groupe spécial, y compris les pièces, auprès du greffe du règlement des différends (bureau n° 2047). Si des documents sont dans un format qu'il n'est pas possible de présenter sur support papier, la partie en informera le Groupe spécial et l'autre partie (et les tierces parties selon qu'il sera approprié).

4) En outre, chaque partie ou tierce partie est invitée à communiquer tous les documents par le biais du greffe numérique du règlement des différends (GNRD) dans les 24 heures suivant la date limite pour la communication des versions électroniques. Si les parties ou tierces parties ont des questions ou des problèmes techniques concernant le GNRD, elles sont invitées à consulter le guide de l'utilisateur du GNRD (copie électronique fournie) ou à contacter le greffe du règlement des différends à l'adresse DSRegistry@wto.org.

5) Chaque partie signifiera tout document soumis au Groupe spécial directement à l'autre partie. En outre, chaque partie signifiera toutes communications directement aux tierces parties avant la première réunion de fond avec le Groupe spécial. Une partie ou tierce partie pourra soumettre ses documents à une autre partie ou tierce partie par courriel ou sur un CD-ROM ou un DVD. Chaque partie ou tierce partie confirmera que des copies ont été signifiées aux parties ou tierces parties, selon qu'il sera approprié, au moment de la présentation de chaque document au Groupe spécial.

6) Chaque partie ou tierce partie soumettra ses documents au greffe du règlement des différends et en signifiera des copies à l'autre partie (et aux tierces parties selon qu'il sera approprié) avant 17 heures (heure de Genève) aux dates fixées par le Groupe spécial.

7) En règle générale, toutes les communications adressées par le Groupe spécial aux parties et aux tierces parties le seront par courriel. En plus de les leur transmettre par courriel, le Groupe spécial fournira aux parties une copie papier du rapport intérimaire et du rapport final.

Correction des erreurs d'écriture dans les communications

31. Le Groupe spécial pourra accorder à une partie ou tierce partie l'autorisation de corriger des erreurs d'écriture dans n'importe laquelle de ses communications (y compris la numérotation des paragraphes et des erreurs typographiques). Toute demande à cette fin devrait indiquer la nature des erreurs à corriger et devrait être présentée dans les moindres délais après le dépôt de la communication en question.

ANNEXE B

ARGUMENTS DES PARTIES

Table des matières		Page
Annexe B-1	Résumé analytique intégré des arguments de la Chine	12
Annexe B-2	Résumé analytique intégré des arguments des États-Unis	21

ANNEXE B-1**RÉSUMÉ ANALYTIQUE INTÉGRÉ DES ARGUMENTS DE LA CHINE****I. Mesures en cause et allégations**

1. Les mesures en cause dans le présent différend sont les mesures tarifaires unilatérales prises par les États-Unis à l'égard de produits importés de Chine:

- le droit additionnel de 25% imposé sur environ 34 milliards de dollars d'importations (liste 1) en provenance de Chine, publié par le Bureau du Représentant des États-Unis pour les questions commerciales internationales (USTR) le 20 juin 2018 et entré en vigueur le 6 juillet 2018;
- le droit additionnel de 25% imposé sur environ 200 milliards de dollars d'importations (liste 2) en provenance de Chine, initialement appliqué à un taux de 10% à son entrée en vigueur le 24 septembre 2018 et ensuite porté à 25% le 10 mai 2019.

2. La Chine conteste ces actions unilatérales entreprises par les États-Unis parce qu'elles constituent une violation de l'article II:1 a) et b) et de l'article I:1 du GATT de 1994.

II. Les mesures en cause des États-Unis sont incompatibles avec leurs obligations au titre l'article II:1 a) et b) du GATT de 1994

3. L'article II:1 a) du GATT de 1994 oblige les Membres à accorder à tous les autres Membres un "traitement qui ne sera pas moins favorable" que celui auquel un Membre s'est engagé dans sa Liste de concessions annexée au GATT de 1994. La perception de droits de douane proprement dits ou d'autres droits ou impositions qui sont plus élevés que ceux de la Liste d'un Membre constitue une violation de l'article II:1 b) et aboutit à un traitement "moins favorable" que celui qui est accordé aux importations sur lesquelles ce droit de douane proprement dit ou cet autre droit ou imposition est perçu, en violation de l'article II:1 a) et b) du GATT de 1994.

4. Bien que le GATT de 1994 ne définisse pas les "droits de douane proprement dits", une évaluation du sens ordinaire des termes qui composent cette expression suggère que ces droits sont des droits "normaux" et non "inhabituels", et, comme l'a constaté l'Organe d'appel dans l'affaire *Chine – Pièces automobiles*, qu'ils s'appliquent à l'importateur de marchandises exportées d'un Membre vers un autre "au moment et en raison" de l'importation. Comme les droits d'importation additionnels imposés sur les produits des listes 1 et 2 sont des taux de droits *ad valorem* additionnels perçus par le Bureau des douanes et de la protection des frontières des États-Unis de la même manière que celui-ci recouvre les droits de douane proprement dits, il est clair que ces droits d'importation additionnels sont des droits de douane proprement dits.

5. En l'espèce, même si le Groupe spécial devait conclure que les droits d'importation additionnels n'étaient pas des droits de douane proprement dits, ces droits d'importation additionnels seraient d'"autres droits ou impositions" qui devraient être inscrits dans la Liste des États-Unis annexée au GATT de 1994 (Liste). Comme l'Organe d'appel l'a indiqué dans l'affaire *Inde – Droits d'importation additionnels*, l'article II:1 b) prescrit aussi la perception d'"autres droits ou impositions de toute nature perçus à l'importation ou à l'occasion de l'importation" qui aboutiraient à des droits plus élevés que "les montants qui étaient imposés à la date d'entrée en vigueur du GATT de 1994 ... tels qu'inscrits et consolidés dans les listes de concessions annexées au GATT de 1994".¹

¹ Rapport de l'Organe d'appel *Inde – Droits d'importation additionnels*, paragraphe 151.

6. Comme le montre la pièce CHN-17², les droits d'importation additionnels des États-Unis sont clairement "plus élevés que" les droits qu'ils ont consolidés dans leur Liste, ce qui aboutit à un traitement "moins favorable" que celui prévu dans leur Liste, en violation de l'article II:1 a) et b).

7. À aucun moment de la présente procédure, les États-Unis n'ont présenté de réfutation sur le fond de la démonstration par la Chine selon laquelle les mesures en cause étaient incompatibles avec l'article II:1 a) et b) du GATT de 1994.

III. Les mesures en cause des États-Unis sont incompatibles avec leurs obligations au titre l'article I:1 du GATT de 1994

8. L'article I:1 du GATT de 1994 établit le traitement de la nation la plus favorisée sur lequel reposent les Accords de l'OMC, qui oblige les Membres à étendre tous avantages, faveurs, privilèges ou immunités accordés à un produit d'un Membre aux produits similaires de tous les autres Membres. Ainsi, un Membre qui impose des droits additionnels sur les produits en provenance d'un seul autre Membre et qui n'applique pas aussi les mêmes droits aux produits similaires de tous les autres Membres viole l'article I:1 du GATT de 1994.

9. L'Organe d'appel a reconnu dans l'affaire *Canada – Périodiques* que lorsque la seule distinction entre deux produits était le pays d'origine des produits, ceux-ci étaient présumés être des produits similaires. En outre, il a reconnu que, dans de telles circonstances, l'analyse multicritères traditionnelle visant à déterminer la "similarité" n'était pas nécessaire. En conséquence, lorsque deux produits sont identiques sauf pour leur pays d'origine et qu'un seul produit est assujéti à des droits additionnels par un Membre tiers, alors ce Membre tiers violerait le principe du traitement de la nation la plus favorisée en conférant un avantage à un seul des deux produits et, par conséquent, violerait l'article I:1 du GATT de 1994.

10. Chaque produit chinois assujéti aux droits d'importation additionnels est un produit "similaire" en provenance d'autres Membres non assujétis à ces droits additionnels au sens de l'article I:1 du GATT de 1994. En n'imposant ces droits additionnels à aucun Membre autre que la Chine, les États-Unis ont avantagé chaque produit similaire de ces Membres. Dans ces circonstances, parce que les droits d'importation additionnels accordent un avantage au sens de l'article I:1 du GATT de 1994 à tous les Membres autres que la Chine, le refus d'accorder ce même avantage immédiatement et sans condition à la Chine viole manifestement l'article I:1.

11. À aucun moment de la présente procédure, les États-Unis n'ont présenté de réfutation sur le fond de la démonstration par la Chine selon laquelle les mesures en cause étaient incompatibles avec l'article I:1 du GATT de 1994.

IV. Les États-Unis n'ont pas démontré qu'une "solution" avait été trouvée par les parties au sens de l'article 12:7 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends

12. Pour tenter d'éviter de faire face à leurs violations de l'article I:1 et de l'article II:1 a) et b) du GATT de 1994, les États-Unis déclarent plutôt unilatéralement, sans l'accord de la Chine, que les parties ont réglé le présent différend.

13. Aux termes de l'article 12:7 du Mémorandum d'accord, le Groupe spécial doit présenter ses constatations, à moins que les parties n'aient élaboré une solution qui soit "mutuellement satisfaisante". La Chine a toutefois confirmé à plusieurs reprises qu'aucune "solution mutuellement satisfaisante" au présent différend au sens de l'article 12:7 n'avait été trouvée. Le libellé de l'article 12:7 prévoit expressément que *les parties* ont trouvé une "solution" ou un "règlement" à la question dont est saisi le Groupe spécial, et non qu'une partie fait cette détermination unilatéralement en dépit des objections d'une autre partie. Dans leur interprétation, les États-Unis ne tiennent pas compte de l'expression "mutuellement satisfaisante" qui figure dans la première phrase de l'article 12:7. Aussi, et surtout, ni l'article 12:7 ni l'article 11 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends n'autorisent le Groupe spécial à déterminer qu'une solution a été trouvée sans le consentement des *deux* parties. La "question" dont est saisi le Groupe spécial est définie par les allégations exposées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Chine. La question de savoir si les parties élaborent une solution mutuellement satisfaisante au différend est distincte de la "question" dont est saisi le Groupe spécial.

² La pièce CHN-17 indique clairement le taux consolidé, le taux NPF et le taux après les droits de douane additionnels imposés par les États-Unis pour les produits des listes 1 et 2.

14. En outre, comme la Chine l'a expliqué, aucune "solution[]" convenue[] d'un commun accord" n'a été notifiée par les parties à l'Organe de règlement des différends conformément à l'article 3:6 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends, ce qui est le seul moyen permettant à un groupe spécial de déterminer si une "solution" au sens de l'article 12:7 a été trouvée. Le fait que les parties n'ont présenté aucune notification conformément à l'article 3:6 est un autre élément de preuve indiquant qu'aucune "solution" au présent différend au sens de l'article 12:7 n'a été trouvée.

15. La Chine n'est pas non plus d'accord sur le fait que l'Accord économique et commercial de première phase³ (Accord de première phase) règle le présent différend. Cet accord n'a aucune pertinence juridique pour la tâche dont est saisi le présent Groupe spécial, car il ne porte pas lui-même sur les mesures en cause, c'est-à-dire les droits d'importation additionnels contestés, dont est saisi le présent Groupe spécial. En outre, les droits d'importation additionnels faisant l'objet du présent différend restent en vigueur et continuent de constituer une violation des articles I:1 et II:1 a) et b) du GATT de 1994.

16. Par conséquent, la Chine confirme qu'il n'y a pas de solution mutuellement satisfaisante au différend en cause convenue par les parties, et le présent différend n'est toujours pas réglé. Le Groupe spécial devrait rejeter l'interprétation erronée des États-Unis et procéder à la formulation des constatations nécessaires pour régler pleinement le présent différend.

V. Les États-Unis n'ont pas réfuté la démonstration par la Chine selon laquelle la mesure tarifaire de 25% pour les produits de la liste 2 relevait du mandat du Groupe spécial

17. Les États-Unis font également valoir que la mesure tarifaire de 25% pour les produits de la liste 2 ne relève pas du mandat du Groupe spécial parce que cette mesure a été promulguée et a pris effet après la date à laquelle le Groupe spécial a été établi. Cette affirmation est sans fondement.

18. La Chine a clairement indiqué dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial que cette demande "concern[ait] aussi toute modification, tout remplacement ou tout amendement des mesures indiquées plus haut, et toutes mesures ultérieures étroitement liées". Surtout, l'Avis publié par l'USTR dans lequel celui-ci a fait passer les droits additionnels de 10 à 25% pour les produits de la liste 2 souligne que la nature de la mesure tarifaire de 25% était de "modifier l'action de septembre 2018".⁴

19. De plus, dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, la Chine a spécifiquement indiqué l'augmentation des droits d'importation additionnels de 10 à 25% *ad valorem*. La mesure tarifaire de 25% relève donc tout à fait du mandat du Groupe spécial. La demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Chine a fourni aux États-Unis les renseignements précis dont ils avaient besoin pour répondre aux arguments de la Chine, y compris son affirmation concernant l'augmentation ultérieure du droit à 25% pour les produits précédemment assujettis à un droit de douane de 10%.

20. En revanche, la Chine se verrait empêchée de bénéficier d'une procédure régulière si le Groupe spécial constatait que la mesure tarifaire de 25% ne relevait pas de son mandat, car cela exigerait de la Chine qu'elle "ajuste[]" son argumentation tout au long de la procédure de règlement des différends pour faire face à une mesure contestée en tant que "cible mobile". L'Organe d'appel a observé dans l'affaire *Chili – Système de fourchettes de prix* qu'une modification d'une mesure qui ne changeait pas son "essence" relevait du mandat d'un groupe spécial. En l'espèce, l'"essence de la mesure" n'a pas changé puisque les droits ont été imposés sur la même tranche de droits de douane ciblant environ 200 milliards de dollars de marchandises. Le seul changement apporté à la mesure en cause est le niveau des droits, et les États-Unis ont eux-mêmes qualifié l'augmentation des droits d'importation additionnels de *modification*.

³ Accord économique et commercial entre le gouvernement des États-Unis d'Amérique et le gouvernement de la République populaire de Chine, signé le 15 janvier 2020 et entré en vigueur le 14 février 2020 (pièce US-33).

⁴ Notice of Modification of Section 301 Action: China's Acts, Policies, and Practices Related to Technology Transfer, Intellectual Property, and Innovation, 84 Fed. Reg. 20,459 (9 May 2019) (pièce CHN-4).

21. Par conséquent, le Groupe spécial devrait conclure que la mesure tarifaire de 25% relève de son mandat.

VI. Les États-Unis n'ont pas établi *prima facie* que les mesures en cause étaient justifiées au regard de l'article XX a) du GATT de 1994

22. Au lieu de tenter de réfuter directement les arguments de la Chine, les États-Unis font valoir *a posteriori* que leurs violations de l'article II:1 a) et b) et de l'article I:1 du GATT de 1994 sont justifiées au regard de l'article XX a) parce qu'elles sont "nécessaires à la protection de la moralité publique". Cependant, il est clair que ces mesures tarifaires ont des objectifs purement économiques et ne sont pas pertinentes pour la moralité publique. Les États-Unis n'ont pas établi *prima facie* le bien-fondé de leur justification au regard de l'article XX a). Plus précisément, ils n'ont pas démontré: 1) que la mesure était "conçue" pour protéger la moralité publique; 2) que la mesure était "nécessaire[]" à la protection de cette moralité publique; et 3) que la mesure n'était pas appliquée de façon à constituer une "discrimination arbitraire ou injustifiable" ou une "restriction déguisée au commerce international".

A. Les États-Unis n'ont pas démontré que les mesures en cause étaient provisoirement justifiées au regard de l'article XX a) du GATT de 1994

1. Les États-Unis n'ont pas établi l'existence d'un objectif de moralité publique valable

23. La moralité publique n'a jamais été mentionnée lorsque les mesures tarifaires ont été imposées – il s'agit d'une simple déclaration *a posteriori*. Au contraire, il a souvent été déclaré que les mesures tarifaires avaient des objectifs économiques. À titre d'exemple, le 7 avril 2018, le lendemain de la publication par l'USTR des mesures tarifaires proposées pour 50 milliards de dollars de marchandises, le Président a réitéré l'objectif réel des États-Unis: "*Les États-Unis n'ont pas eu d'excédent commercial avec la Chine depuis 40 ans ... Les États-Unis perdent 500 milliards de dollars par an, et perdent des milliards de dollars depuis des décennies. Cela ne peut plus durer!*"⁵

24. Les États-Unis ont réaffirmé la motivation économique sous-tendant les mesures en déterminant l'ampleur et les éléments à inclure et à exclure. Le 3 avril 2018, l'USTR a déclaré que "la valeur totale des importations assujetties à la majoration des droits de douane [était] proportionnée à une analyse économique du préjudice ... [pour] l'économie". La considération clé dans la conception de la liste des produits assujettis aux mesures tarifaires ne consistait pas à protéger la "moralité publique" aux États-Unis, mais à réduire "l'incidence probable sur les consommateurs des États-Unis, en se fondant sur les données commerciales disponibles concernant d'autres pays d'origine pour chaque produit".⁶

25. Les États-Unis cherchent à persuader le Groupe spécial qu'il ne devrait pas analyser minutieusement le point de savoir s'ils ont présenté des éléments de preuve suffisants de l'existence d'un objectif de "moralité publique". Au contraire, ils considèrent que le Groupe spécial devrait simplement présumer que les diverses dispositions juridiques en matière de droit pénal, de droit civil, de droit de la responsabilité délictuelle et de droit des contrats auxquelles ils font référence "reflèt[ent]" la moralité publique des États-Unis. Les États-Unis n'ont pas démontré que chacune de ces dispositions incarnait la "moralité publique" alléguée qui était concernée par les pratiques en cause. Le Groupe spécial devrait rejeter fermement cet effort des États-Unis pour contourner la charge de la preuve qui leur incombe. En outre, l'objectif allégué de "moralité publique" des États-Unis n'est rien d'autre qu'une tentative *a posteriori* de justifier un objectif purement économique, comme le prouvent les multiples déclarations faites à l'époque par des fonctionnaires des États-Unis concernant les objectifs économiques des mesures en cause.⁷

26. Les États-Unis cherchent également à persuader le Groupe spécial qu'un éventail d'"actes, politiques et pratiques commerciaux" entièrement non prouvés qu'ils jugent "déloyaux" entrent dans le champ de l'article XX a). Cependant, comme il a été indiqué dans *États-Unis – Essence*, l'article XX

⁵ Donald Trump (@realDonaldTrump), Twitter (7 avril 2018, 14h03), <https://twitter.com/realDonaldTrump/status/982680387116781568>. (pas d'italique dans l'original)

⁶ Under Section 301 Action, USTR Releases Proposed Tariff List on Chinese Products, Office of the United States Trade Representative (3 April 2018) (pièce CHN-9).

⁷ Chine, déclaration orale à la première réunion de fond, paragraphes 23 à 29.

"énumèr[e] les diverses catégories d'actes gouvernementaux, lois ou réglementations que les Membres de l'OMC peuvent appliquer ou promulguer au titre de différentes politiques ou différents intérêts des États légitimes *en dehors du domaine de la libéralisation des échanges*". Surtout, l'interprétation de l'expression "moralité publique" figurant à l'article XX a) comme englobant le "commerce déloyal" permettrait aux Membres de contourner les disciplines qu'ils ont négociées et convenues en ce qui concerne cette préoccupation particulière, et porterait atteinte aux disciplines énoncées dans ces accords et les rendrait potentiellement superflues. Ainsi, correctement interprétée, l'expression "moralité publique" figurant à l'article XX a) doit être comprise comme *excluant* les préoccupations économiques, y compris, mais pas exclusivement, les préoccupations économiques qui concernent les disciplines liées au commerce des accords visés. Le Groupe spécial devrait donc rejeter le moyen de défense des États-Unis au titre de l'article XX a) sans entreprendre un examen plus approfondi de la question de savoir si les mesures des États-Unis sont conçues "[pour] la protection" de la moralité publique.

27. Dans leur deuxième communication écrite, les États-Unis admettent que leurs mesures ont été conçues pour faire pression sur la Chine afin qu'elle apporte divers changements à sa politique économique qui permettraient, d'après les allégations, qu'"une concurrence libre et sans entrave régisse le commerce" en Chine.⁸ Ils affirment que certaines politiques économiques de la Chine sont contraires à leurs politiques et normes économiques en matière de concurrence déloyale, telles qu'elles sont énoncées dans la Loi Sherman et la Loi sur la Commission fédérale du commerce, ce qui est conforme aux déclarations faites à l'époque par les États-Unis concernant leurs objectifs économiques lorsque les droits de douane ont été imposés. Les conséquences de cette admission sont que les mesures en cause des États-Unis ont été conçues pour promouvoir des intérêts économiques, et non pour protéger la moralité publique.

28. Les États-Unis n'ont pas fourni d'éléments de preuve factuels pour s'acquitter de la charge de la preuve qui leur incombait en ce qui concernait l'identification d'un objectif de moralité publique valable. L'objectif allégué de "moralité publique" des États-Unis n'est rien d'autre qu'une tentative *a posteriori* de justifier un objectif purement économique.

2. Les États-Unis n'ont pas établi que les mesures en cause étaient conçues "[pour] la protection" de la moralité publique

29. Même si le Groupe spécial devait conclure à tort que les États-Unis ont démontré l'existence d'un objectif de "moralité publique" valable, les mesures des États-Unis n'étaient pas conçues "[pour] la protection" de cet objectif.

30. Les États-Unis font valoir qu'"[une] mesure peut être nécessaire à la protection de la moralité publique *sans être limitée à un produit qui porte lui-même atteinte à la moralité publique*," c'est-à-dire qu'un Membre peut cibler *n'importe quels* produits afin de protéger l'objectif allégué de "moralité publique", indépendamment de la question de savoir si ces produits ont une quelconque relation avec cet objectif. L'interprétation donnée par les États-Unis de l'article XX a) comme englobant des mesures qui ne sont pas limitées à des produits portant eux-mêmes atteinte à la moralité publique est incorrecte du point de vue de l'interprétation des traités, n'est pas étayée par la jurisprudence pertinente concernant l'article XX et créerait un dangereux précédent. Le sens courant des termes "à la protection" figurant à l'article XX a) exige que la mesure alléguée de moralité publique soit conçue pour "garder", "mettre à l'abri", "défendre", etc. la "moralité publique" du Membre contre un danger ou une source d'atteinte. Une mesure conçue pour restreindre ou décourager l'entrée de produits spécifiques *indépendamment* de la question de savoir si les produits eux-mêmes portent atteinte à la moralité publique n'est pas conçue pour mettre la moralité publique du Membre qui l'invoque à l'abri d'une atteinte. L'argument des États-Unis est inconciliable avec l'observation de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Crevettes* selon laquelle "chacune des exceptions prévues aux paragraphes a) à j) de l'article XX constitue une exception limitée et conditionnelle aux obligations de fond contenues dans les autres dispositions du GATT de 1994". Si *n'importe quels produits* pouvaient être soumis à un embargo pour promouvoir l'objectif allégué de "moralité publique", comme les États-Unis le laissent entendre, cela élargirait de manière inadmissible le champ de l'article XX a) pour englober des mesures qui n'ont aucun lien avec la moralité publique, ce qui irait à l'encontre de l'objectif spécifique poursuivi par cette exception.

⁸ États-Unis, deuxième communication écrite, paragraphe 31.

31. L'argument des États-Unis est également inconciliable avec l'objet et le but du GATT de 1994, conformément auxquels les Membres ont pris des engagements contraignants pour donner accès à leurs marchés aux autres Membres à des conditions spécifiées. Aucun Membre n'aurait contracté de tels engagements s'il avait cru qu'un autre Membre pouvait restreindre l'accès à son marché pour n'importe quel produit importé, à tout moment, uniquement parce qu'il croyait que, ce faisant, il pouvait contraindre le Membre exportateur à changer ses politiques internes. À cet égard, la Chine souscrit à l'évaluation de l'Union européenne selon laquelle:

Les obligations en matière d'accès aux marchés imposées par les dispositions fondamentales du GATT de 1994, telles que l'article XI ou l'article III, pourraient être vidées de leur substance si un Membre était autorisé à invoquer l'article XX a) pour restreindre les importations de tous produits de son choix afin d'inciter au respect de toute norme de moralité publique, indépendamment du lien entre eux.⁹

32. La raison pour laquelle les États-Unis ont avancé cette interprétation indéfendable de l'article XX a) est claire. Il ressort clairement des mesures des États-Unis telles qu'elles sont libellées qu'elles ne sont pas conçues pour cibler des produits qui représentent un comportement portant atteinte aux préoccupations de "moralité publique" au sens de l'article XX a), c'est-à-dire des préoccupations *non* économiques. Même en acceptant pour les besoins de l'argumentation que l'expression "moralité publique" puisse englober des préoccupations économiques, y compris les actes, politiques et pratiques commerciaux dont il est allégué qu'ils sont "déloyaux", il est tout aussi évident que les mesures des États-Unis ne sont pas conçues pour cibler des produits au motif qu'ils ont une teneur ou représentent un comportement qui portent atteinte à ces préoccupations alléguées.

33. Il est clair que les mesures des États-Unis reposent sur des préoccupations économiques, et non sur des préoccupations morales. C'est aussi ce qui ressort clairement de l'approche adoptée par l'USTR pour évaluer les exclusions, qui sont accordées dans des circonstances dans lesquelles "l'imposition de droits additionnels sur le produit particulier causerait un préjudice économique grave" et le produit visé peut être obtenu d'un producteur des États-Unis ou de pays tiers. Pris conjointement, les critères pour la sélection des produits et l'évaluation des demandes d'exclusion établissent que les mesures des États-Unis sont conçues pour punir la Chine du préjudice allégué pour l'économie des États-Unis tout en évitant de causer un préjudice économique aux consommateurs des États-Unis. Les États-Unis n'ont donc pas établi que leurs mesures ciblent des produits représentant un comportement portant atteinte à la "moralité publique" au sens de l'article XX a).

34. L'argument subsidiaire des États-Unis, selon lequel il y a un "lien clair" entre les produits visés par la première série de droits de douane et les actes, politiques et pratiques "commerciaux déloyaux", selon les allégations, contre lesquels les mesures sont conçues, doit être rejeté au motif qu'il n'est pas étayé par les faits et qu'il est juridiquement déficient. Premièrement, les "politiques et pratiques industrielles" alléguées ne constituent pas le comportement portant atteinte à la moralité au sens de l'article XX a), qui est limité à des préoccupations non économiques.¹⁰ Deuxièmement, même si le Groupe spécial devait arriver à une autre conclusion, les États-Unis ne présentent aucun élément de preuve pour démontrer que les produits sélectionnés par l'USTR "bénéficient de" ces politiques ou pratiques, à l'exception de quelques déclarations générales de l'USTR. Troisièmement, même si le Groupe spécial devait constater que les États-Unis avaient démontré, en fait, que certains produits visés représentaient le comportement "commercial déloyal" qui pourrait entrer dans le champ de l'article XX a), ce que la Chine ne concède pas, cela serait fonction de la portée excessive des mesures des États-Unis. Étant donné que des droits de douane ont été imposés sur pratiquement tous les produits importés en provenance de Chine, il est possible que certains produits aient théoriquement pu bénéficier des "politiques et pratiques industrielles" alléguées. Les très nombreux éléments de preuve démontrent que c'était le niveau des droits de douane et leur effet économique, et non les produits sélectionnés, qui ont dicté la conception des mesures.

35. Point important, les États-Unis n'allèguent aucun lien entre les produits ciblés par la mesure ultérieure – les droits de 10% qui ont ensuite été portés à 25% sur 200 milliards de dollars d'importations additionnelles – et la moralité publique déclarée. Comme la mesure ne vise pas des

⁹ Chine, deuxième communication écrite, paragraphe 41, citant Union européenne, réponse à la question n° 5 du Groupe spécial, paragraphe 29.

¹⁰ Pièce CHN-10, Chine, deuxième communication écrite, paragraphes 45 et 46.

produits particuliers dont il est allégué que la teneur porte atteinte à la moralité, elle n'est manifestement pas conçue pour la protection d'une quelconque "moralité publique" alléguée au titre de l'article XX a).

3. Les États-Unis n'ont pas établi que les mesures en cause étaient "nécessaires" à la protection de la moralité publique

36. En ce qui concerne la prescription relative au caractère "nécessaire", la Chine observe tout d'abord que l'argument fondamental des États-Unis expliquant pourquoi leurs mesures sont "nécessaires" n'a en fait rien à voir avec l'analyse de la nécessité menée au titre de l'article XX a). Selon l'interprétation donnée par les États-Unis du terme "nécessaire[]", un Membre peut augmenter les droits sur n'importe quel produit à n'importe quel niveau pendant toute la durée qu'il juge appropriée, *indépendamment de la question de savoir si les produits ont une teneur portant atteinte à la moralité ou représentent un comportement portant atteinte à la moralité*. Cette interprétation du terme "nécessaire[]" viderait l'analyse de la nécessité de son sens.

37. Lorsqu'elle est correctement menée, l'analyse de la nécessité "suppose de "sopeser et mettre en balance" une série de facteurs, y compris l'importance de la valeur ou de l'intérêt sociétal en jeu, la contribution de la mesure à l'objectif qu'elle poursuit et le caractère restrictif pour le commerce de la mesure". Une mesure peut contribuer à un objectif de moralité publique lorsqu'il existe "une véritable relation, pour ce qui est de la fin et des moyens, entre l'objectif poursuivi et la mesure en cause". Les mesures des États-Unis ne contribuent à aucun objectif de "moralité publique" au sens de l'article XX a), et sont plutôt appliquées sur la base des objectifs économiques des États-Unis. Il n'existe donc pas de "véritable relation, pour ce qui est de la fin et des moyens," entre les mesures des États-Unis et un quelconque objectif de "moralité publique" valable.

38. Même si le Groupe spécial devait conclure, à tort, qu'une mesure adoptée pour remédier au commerce "déloyal" pourrait théoriquement être "nécessaire[]" au titre de l'article XX a), les mesures des États-Unis ne seraient toujours pas "nécessaires" à cette fin car, là encore, il n'y aurait aucun élément de preuve concernant une contribution. Les États-Unis ont simplement affirmé qu'ils avaient constaté que certains produits "bénéficiaient de" politiques qui, selon leurs allégations, étaient liées à des politiques commerciales "déloyales". Il n'y a pas d'élément de preuve montrant que l'USTR a déterminé que les produits visés représentaient un quelconque acte, politique ou pratique particulier, y compris ceux dont les États-Unis alléguaient qu'ils étaient "déloyaux". Au contraire, il existe de nombreux éléments de preuve montrant que l'USTR a sélectionné des produits pour d'autres motifs, y compris un prétendu préjudice estimé pour l'économie des États-Unis, une incidence probable sur les consommateurs des États-Unis et l'avis de l'USTR selon lequel la Chine avait "clairement indiqué qu'elle ne prendrait aucune mesure pour répondre aux préoccupations des États-Unis".¹¹

39. En tout état de cause, quel que soit le degré marginal de contribution que le Groupe spécial pourrait constater en ce qui concerne un objectif de "moralité publique" théoriquement valable, celui-ci est compensé par le caractère restrictif pour le commerce des mesures des États-Unis. Les États-Unis ont imposé des droits additionnels de 25% sur des produits couvrant plus de 6 800 sous-positions tarifaires, pour une valeur estimée à 234 milliards de dollars d'importations chinoises. Les augmentations de droits ont réduit la capacité des importations chinoises d'entrer en concurrence sur le marché des États-Unis en augmentant leur prix par rapport à celui des produits fabriqués dans le pays et à celui des importations de pays tiers non assujettis aux droits additionnels. Les mesures des États-Unis sont donc très restrictives pour le commerce.

40. L'Organe d'appel a reconnu qu'il pouvait y avoir des cas dans lesquels il n'était pas nécessaire qu'un Membre propose des mesures de rechange. Dans l'affaire *États-Unis – Jeux*, l'Organe d'appel a souligné qu'avant de passer à la question d'une mesure de rechange, la question était de savoir si les États-Unis avaient établi *prima facie* que leurs mesures étaient nécessaires.¹² Dans les affaires *CE – Produits dérivés du phoque* et *États-Unis – Thon II (Mexique)*, il a été observé, dans le contexte du "critère de la nécessité", qu'il y avait des circonstances dans lesquelles "un exercice de sopesage et de mise en balance ne nécessiterait pas qu'un groupe spécial évalue des mesures de rechange".¹³

¹¹ États-Unis, réponse à la question n° 14 du Groupe spécial, paragraphe 61.

¹² Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Jeux*, paragraphe 310.

¹³ Rapport de l'Organe d'appel *CE – Produits dérivés du phoque*, note de bas de page 1299 et paragraphe 5.169; rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Thon II (Mexique)*, note de bas de page 647.

Dans l'affaire *États-Unis – Thon II (Mexique)*, l'Organe d'appel a indiqué, dans le contexte de l'article 2.2 de l'Accord OTC (critère de la nécessité), que des mesures de rechange pouvaient ne pas être requises lorsque la "mesure [contestée] [était] restrictive pour le commerce et n'apport[ait] aucune contribution à l'accomplissement de l'objectif légitime".¹⁴

41. La Chine soutient qu'en raison des faits uniques du présent différend, elle n'est pas tenue de présenter et le Groupe spécial n'est pas tenu d'examiner des mesures de rechange. Comme il a été indiqué à plusieurs reprises dans la présente procédure, les mesures des États-Unis ne contribuent à aucun "objectif de moralité publique" au sens de l'article XX a), parce que les États-Unis ont imposé des mesures extrêmement restrictives sur des produits choisis sur la base d'objectifs économiques sans rapport avec la question de savoir si ces produits avaient une teneur qui portait atteinte à la moralité ou représentaient un comportement qui portait atteinte à la moralité. L'absence totale de contribution à l'objectif de moralité publique, combinée au caractère extrêmement restrictif pour le commerce de la mesure, qui s'applique à presque toutes les importations en provenance de Chine, rend l'examen de mesures de rechange non nécessaire.

B. Les États-Unis n'ont pas démontré que les mesures en cause étaient justifiées au regard du texte introductif de l'article XX du GATT de 1994

42. En imposant les droits d'importation additionnels uniquement sur les produits chinois pour des motifs sans rapport avec le point de savoir si ces produits avaient une teneur qui portait atteinte à la moralité ou représentaient un comportement qui portait atteinte à la moralité, les mesures des États-Unis sont intrinsèquement coercitives, arbitraires, injustifiables et constituent une restriction déguisée au commerce.

1. Les États-Unis n'ont pas démontré que les mesures en cause ne constituaient pas un "moyen de discrimination arbitraire ou injustifiable"

43. Conformément au texte introductif de l'article XX, une mesure ne peut pas être appliquée de façon à constituer une "discrimination arbitraire ou injustifiable entre les pays où les mêmes conditions existent". En outre, un Membre invoquant l'article XX a) doit démontrer qu'il existe un "lien rationnel" entre ses mesures et un objectif relevant de l'article XX a). Cette démonstration garantit que le Membre agit de bonne foi et qu'il ne fait pas "[un] exercice abusif" des exceptions limitées énoncées à l'article XX.

44. Les États-Unis n'ont pas établi que les droits d'importation additionnels étaient limités aux produits chinois dont il était démontré qu'ils représentaient *un quelconque* comportement particulier, et encore moins un comportement *portant atteinte à la moralité* au sens de l'article XX a); par conséquent, leur imposition est fondamentalement arbitraire et injustifiable.

45. L'absence de lien rationnel entre les mesures des États-Unis et le prétendu objectif de moralité publique reflète l'intention réelle et coercitive de ces mesures. Malgré les efforts de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Crevettes* pour mettre en avant les limitations imposées par le texte introductif concernant les actions unilatérales d'un Membre, les États-Unis continuent d'affirmer que rien dans le texte de l'article XX n'interdit aux Membres d'utiliser leurs mesures pour "induire des changements de politique".¹⁵ La Chine n'est pas du tout d'accord.

46. Dans l'affaire *États-Unis – Crevettes*, l'Organe d'appel s'est opposé à la mesure des États-Unis au motif qu'elle exerçait un effet coercitif sur les décisions des gouvernements étrangers. Comme l'Organe d'appel l'a observé en évaluant la mesure des États-Unis en cause dans le différend *États-Unis – Crevettes*, "[l]e défaut peut-être le plus évident de l'application de cette mesure [était] lié à son *effet coercitif voulu et effectif sur les décisions spécifiques* prises par les gouvernements étrangers Membres de l'OMC."¹⁶ L'intention coercitive est ici plus évidente que dans l'affaire *États-Unis – Crevettes*. Les États-Unis ont expressément confirmé que les droits d'importation additionnels avaient pour but d'"inciter [concrètement] la Chine" à prendre "des décisions spécifiques".¹⁷ En outre, l'absence de relation entre les mesures des États-Unis, le prétendu objectif de moralité publique et les produits visés confirme l'intention réelle et coercitive de ces mesures.

¹⁴ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Thon II (Mexique)*, note de bas de page 647.

¹⁵ États-Unis, deuxième communication écrite, paragraphes 64 et 65.

¹⁶ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Crevettes*, paragraphe 161.

¹⁷ États-Unis, deuxième communication écrite, paragraphe 66.

47. Selon la propre justification *a posteriori* des États-Unis, ceux-ci ont appliqué leurs mesures afin de contraindre la Chine à éliminer diverses politiques alléguées, et non pour empêcher des produits portant atteinte à la moralité d'entrer aux États-Unis. L'application des mesures des États-Unis de cette manière confirme qu'elles sont appliquées de façon à entraîner une discrimination injustifiable. Aucun des arguments présentés par les États-Unis au titre du texte introductif ne traite de ces vices fondamentaux.

2. Les États-Unis n'ont pas démontré que les mesures en cause ne constituaient pas une "restriction déguisée au commerce international"

48. Si le Groupe spécial devait examiner si les mesures des États-Unis constituent une restriction déguisée au commerce international, la Chine estime que ces mesures violent également le texte introductif sur cette base. Les mesures des États-Unis restreignent le commerce international sous le couvert d'une mesure de moralité publique. Cela ressort du fait que les mesures ne restreignent pas les importations chinoises sur la base de leur teneur ou de leur comportement portant atteinte à la moralité. En outre, les États-Unis ont admis à plusieurs reprises avoir mis en œuvre les droits d'importation additionnels pour des raisons qui n'avaient rien à voir avec la protection de la moralité publique, mais plutôt pour restreindre le commerce avec la Chine afin d'obtenir l'élimination de ses politiques commerciales "déloyales" alléguées. À cet égard, les mesures des États-Unis peuvent difficilement être qualifiées de "déguisée[s]"; les restrictions qui ont été imposées sur pratiquement tous les produits chinois sont manifestement motivées par des objectifs économiques, ce qui a été admis publiquement et à plusieurs reprises.

49. Les États-Unis font valoir que, parce qu'ils ont adopté leurs mesures de manière "délibérée" après avoir déployé des efforts en vue de remédier auxdits "actes, politiques et pratiques commerciaux déloyaux" de la Chine par d'autres moyens, ces mesures ne sont pas arbitraires. Cependant, le fait qu'ils ont délibérément imposé des restrictions sur des produits ne portant pas atteinte à la moralité ne fait que confirmer que les mesures des États-Unis sont appliquées d'une manière incompatible avec le texte introductif. Le fait de choisir délibérément d'exercer une discrimination de manière arbitraire ne rend pas la discrimination qui en résulte non arbitraire d'une quelconque manière.

50. Le Groupe spécial devrait donc rejeter l'argument des États-Unis selon lequel leurs mesures n'entraînent pas de discrimination arbitraire ou injustifiable ni de restriction déguisée au commerce international.

VII. Conclusion

51. Les États-Unis ont entrepris des actions unilatérales contre des importations en provenance de Chine évaluées à 234 milliards de dollars, en violation de l'article I:1 et de l'article II:1 a) et b) et du GATT de 1994. À aucun moment de la présente procédure, les États-Unis n'ont présenté de réfutation sur le fond de la démonstration par la Chine selon laquelle les mesures en cause étaient incompatibles avec les règles mentionnées plus haut. Au lieu de cela, ils ont déclaré unilatéralement, sans l'accord de la Chine, que les parties avaient réglé le présent différend. Comme la Chine l'a confirmé à plusieurs reprises, aucune "solution mutuellement satisfaisante" au présent différend au sens de l'article 12:7 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends n'avait été convenue et le différend n'était toujours pas réglé. Conformément à l'article 12:7 du Mémoire d'accord, le Groupe spécial doit formuler les constatations nécessaires pour régler pleinement le présent différend. Les États-Unis ont eu recours à une justification visiblement *a posteriori* selon laquelle leurs mesures unilatérales étaient justifiées au regard de l'article XX a) du GATT de 1994. Pour les raisons exposées en détail au présent Groupe spécial, l'argument des États-Unis ne satisfait pas en tous points aux prescriptions de l'article XX a) et du texte introductif de l'article XX du GATT de 1994. La Chine demande donc au Groupe spécial de constater que les mesures en cause des États-Unis sont incompatibles avec leurs obligations au titre du GATT de 1994.

ANNEXE B-2**RÉSUMÉ ANALYTIQUE INTÉGRÉ DES ARGUMENTS DES ÉTATS-UNIS****RÉSUMÉ ANALYTIQUE DE LA PREMIÈRE COMMUNICATION ÉCRITE DES ÉTATS-UNIS****I. INTRODUCTION**

1. Les questions liées au présent différend font actuellement l'objet de discussions bilatérales entre les gouvernements de la Chine et des États-Unis. Les parties tiennent ces discussions à de multiples niveaux, y compris entre les dirigeants des deux parties au différend. Ce sont ces discussions bilatérales, et non d'éventuelles constatations devant être adoptées par l'Organe de règlement des différends ("ORD"), qui régleront les questions importantes découlant des politiques déloyales et préjudiciables de la Chine en matière de transfert de technologie, de la réponse des États-Unis à ces politiques et des mesures de rétorsion unilatérales de la Chine.

2. Dans ces circonstances, les résultats d'une procédure de règlement des différends ne serviraient à rien et, pire encore – la Chine ferait un usage abusif du système de règlement des différends en essayant de convaincre l'OMC de prendre parti pour elle en ce qui concerne ses politiques fondamentalement déloyales en matière de transfert de technologie. Comme cela a été indiqué, la Chine a déjà décidé unilatéralement que les mesures des États-Unis ne pouvaient pas être justifiées au regard des règles de l'OMC et, sur cette base, a déjà imposé des mesures tarifaires sur la plupart des marchandises des États-Unis. Par conséquent, l'examen des allégations juridiques de la Chine ne permettrait pas "d'arriver à une solution positive [du présent] différend[]", car celle-ci a déjà adopté la réponse qu'elle a déterminé unilatéralement comme étant appropriée.

3. Fondamentalement, les États-Unis et la Chine ont tous deux reconnu que cette question ne relevait pas de l'OMC: la Chine a décidé unilatéralement d'adopter des mesures de politique industrielle agressives pour voler ou acquérir autrement de manière déloyale la technologie de ses partenaires commerciaux; les États-Unis ont adopté des mesures tarifaires pour tenter d'obtenir l'élimination des politiques de la Chine en matière de transfert de technologie qui étaient déloyales et avaient un effet de distorsion; et la Chine a choisi de réagir – non pas en répondant aux préoccupations légitimes des États-Unis – mais en adoptant ses propres mesures tarifaires pour tenter de faire pression sur les États-Unis pour qu'ils abandonnent leurs préoccupations, et donc dans le but de maintenir indéfiniment ses politiques déloyales.

4. En entreprenant des actions dans leur propre intérêt souverain, les deux parties ont reconnu que cette question ne concernait *pas* l'OMC et ont réglé la question elles-mêmes. Par conséquent, il n'y a en fait aucun différend en cours portant sur des droits et obligations dans le cadre de l'OMC. Compte tenu des actions de chaque partie pour régler la question, le Groupe spécial devrait donc se "borner[]" dans son rapport à un exposé succinct faisant savoir que les parties ont trouvé leur propre solution, comme le prévoit l'article 12:7 du *Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends* ("Mémoire d'accord sur le règlement des différends").

5. Même en laissant de côté le fait que les parties ont réglé la question par leurs actions, si le Groupe spécial devait examiner les affirmations de la Chine, il constaterait que les mesures en cause des États-Unis seraient justifiées au regard des règles de l'OMC.

6. Les États-Unis ont adopté les mesures en cause dans le présent différend pour lutter contre la politique et la pratique de longue date de la Chine qui consistent à recourir à des interventions des pouvoirs publics, à la coercition et à des subterfuges pour voler ou acquérir indûment d'une autre manière la propriété intellectuelle, les secrets commerciaux, la technologie et les renseignements commerciaux confidentiels des entreprises des États-Unis dans le but de favoriser les entreprises chinoises et de faire avancer les objectifs de sa politique industrielle. Bien que le comportement de la Chine ne soit pas visé par les règles actuelles de l'OMC, celui-ci est déloyal et contraire aux normes morales fondamentales. Aucun Membre de l'OMC ne souscrit à des politiques et pratiques de transfert de technologie forcé comme celles qui sont employées par la Chine.

7. Enfin, les États-Unis notent que l'une de leurs mesures que la Chine conteste dans le présent différend ne relève pas du mandat du Groupe spécial parce que cette mesure a été adoptée et a pris effet après que la Chine a demandé l'établissement d'un groupe spécial. Par conséquent, pour cette raison additionnelle, il n'y a aucun fondement juridique permettant au Groupe spécial d'examiner ou de formuler de quelconques constatations en ce qui concerne cette mesure.

II. CONTEXTE FACTUEL

8. En mars 2018, les États-Unis ont publié un rapport exhaustif ("rapport au titre de l'article 301") sur les politiques de la Chine concernant le transfert de technologie, la propriété intellectuelle et d'autres actes commerciaux déloyaux. Le rapport au titre de l'article 301 compte plus de 200 pages, et repose sur des témoignages publics, des communications publiques et d'autres éléments de preuve. Les États-Unis encouragent le Groupe spécial à lire le rapport (fourni comme pièce US-1) dans son intégralité. Le rapport étayait les conclusions suivantes.

9. Premièrement, la Chine impose des restrictions à la participation étrangère telles que les prescriptions en matière de coentreprise et les limitations concernant la participation étrangère au capital, ainsi que divers réexamens administratifs et procédures de délivrances de licences en vue d'exiger des transferts de technologies des entreprises étrangères ou d'exercer des pressions en ce sens.

10. Deuxièmement, le régime de réglementation des technologies de la Chine contraint les entreprises étrangères qui cherchent à concéder des licences technologiques à des entités chinoises à le faire à des conditions non fondées sur le marché qui favorisent les bénéficiaires chinois. Ces règles ne s'appliquent pas aux transferts de technologies effectués entre deux entreprises nationales chinoises.

11. Troisièmement, la Chine ordonne et facilite de manière déloyale l'investissement systématique dans des entreprises et actifs étrangers, ainsi que leur acquisition, par des entreprises chinoises pour obtenir des technologies et éléments de propriété intellectuelle de pointe et générer des transferts de technologies au profit des entreprises chinoises.

12. Quatrièmement, la Chine effectue et appuie des intrusions non autorisées et des vols dans les réseaux informatiques des entreprises étrangères en vue d'accéder à leurs renseignements commerciaux sensibles ainsi qu'à leurs secrets commerciaux.

13. En novembre 2018, les États-Unis ont publié un rapport complémentaire de 50 pages. Ce rapport explique que la Chine n'a pas fondamentalement modifié ses pratiques déloyales, déraisonnables et faussant le marché qui avaient fait l'objet du rapport de mars 2018. En effet, il apparaît que certaines pratiques, comme les vols de propriété intellectuelle dans le cyberspace, ont augmenté.

A. Mesures de rétorsion de la Chine visant des marchandises des États-Unis

14. Au lieu de prendre des mesures pour remédier aux actes et politiques déloyaux documentés dans le rapport au titre de l'article 301, la Chine a imposé des droits à titre de rétorsion sur environ 110 milliards de dollars de marchandises des États-Unis et aurait entrepris d'autres actions à titre de rétorsion contre des entreprises des États-Unis.

15. Premièrement, le 16 juin 2018, la Chine a publié l'Avis au public de la Commission tarifaire du Conseil d'État concernant l'imposition de droits additionnels sur 50 milliards de dollars de produits importés originaires des États-Unis.

16. Deuxièmement, le 8 août 2018, la Chine a publié l'Avis au public de la Commission tarifaire du Conseil d'État concernant l'imposition de droits additionnels sur 16 milliards de dollars de produits importés originaires des États-Unis.

17. Troisièmement, le 19 septembre 2018, la Chine a publié l'Avis au public de la Commission tarifaire du Conseil d'État concernant l'imposition de droits additionnels sur environ 60 milliards de dollars de produits originaires des États-Unis.

18. Quatrièmement, le 23 août 2019, la Chine a annoncé qu'elle imposerait des droits de 5 à 10% sur des marchandises des États-Unis d'une valeur commerciale de 75 milliards de dollars.

19. En résumé, au lieu de remédier à ses actes, politiques et pratiques commerciaux déloyaux, la Chine a augmenté les droits sur des marchandises des États-Unis d'une valeur commerciale annuelle d'environ 110 milliards de dollars et menacé de prendre des mesures de rétorsion additionnelles pour protéger davantage les actes, politiques et pratiques déraisonnables identifiés dans le rapport au titre de l'article 301. La Chine a ouvertement déclaré que ses mesures de rétorsion avaient été adoptées en réponse à l'augmentation des droits qu'elle prétendait contester dans le présent différend à l'OMC.

III. MESURES EN CAUSE

20. Les mesures que la Chine soulève dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial sont des droits additionnels que les États-Unis ont mis en œuvre le 6 juillet 2018 et le 17 septembre 2018 en ce qui concerne certains produits en provenance de Chine. De plus, dans sa première communication écrite, la Chine prétend formuler des allégations en ce qui concerne une troisième mesure. Cette troisième mesure (c'est-à-dire la "mesure 3") n'a pas été incluse dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Chine, et ne relève pas du mandat du Groupe spécial.

IV. LA TENTATIVE DE LA CHINE D'OBTENIR DES CONSTATATIONS DE L'ORD TOUT EN PRENANT SIMULTANÉMENT DES MESURES DE RÉTORSION À L'ÉGARD DE LA PLUPART DES EXPORTATIONS DES ÉTATS-UNIS EST UN USAGE ABUSIF DU SYSTÈME DE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS, ET LE RAPPORT DU GROUPE SPÉCIAL DEVRAIT UNIQUEMENT NOTER QUE LES PARTIES ONT TROUVÉ LEUR PROPRE SOLUTION

21. Diverses dispositions du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends décrivent la fonction, l'objet ou le but du règlement des différends à l'OMC. La demande de la Chine visant à ce que le présent Groupe spécial formule des constatations sur les mesures tarifaires des États-Unis est incompatible avec les principes énoncés dans ces dispositions.

22. Le règlement des différends à l'OMC n'a aucun rôle à jouer lorsque, comme en l'espèce, les parties à un différend ont trouvé leur propre solution. Ce principe est énoncé dans le Mémorandum d'accord sur le règlement des différends, y compris à l'article 12:7, dont la partie pertinente dispose que "[d]ans les cas où un règlement sera intervenu entre les parties au différend, le groupe spécial se bornera dans son rapport à exposer succinctement l'affaire et à faire savoir qu'une solution a été trouvée".

23. La partie pertinente de la deuxième phrase de l'article 3:2 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends dispose que "[l]es Membres reconnaissent [que le système de règlement des différends de l'OMC] a pour objet de préserver les droits et les obligations résultant pour les Membres des accords visés". Comme les actes, politiques et pratiques commerciaux déloyaux de la Chine ne sont pas visés par les "droits et les obligations [existants] résultant ... des accords visés", il n'y a pas de tels "droits et [] obligations" à préserver dans le cadre du processus de règlement des différends. Et, en ce qui concerne les mesures tarifaires des États-Unis, la Chine a déjà pris les contre-mesures qu'elle a elle-même choisies; dans ces circonstances.

24. L'article 3:3 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends dispose que le "règlement rapide [des différends] ... est indispensable au bon fonctionnement de l'OMC ..." Étant donné que la Chine a déjà pris toutes les mesures de rétorsion qu'elle jugeait utile d'adopter, sa demande à l'ORD de formuler des constatations ne permet en rien d'aboutir à un "règlement rapide".

25. L'article 3:4 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends dispose qu'"[e]n formulant ses recommandations ou en statuant sur la question, l'ORD visera à la régler de manière satisfaisante conformément aux droits et obligations résultant du présent mémorandum d'accord et des accords visés". Les États-Unis ont expliqué de manière transparente qu'ils avaient adopté les mesures tarifaires pour remédier aux politiques déloyales de la Chine en matière de transfert de technologie qui ne pouvaient pas être examinées dans le cadre des règles actuelles de l'OMC, et que la Chine avait ouvertement pris des mesures de rétorsion en imposant des droits sur la plupart des exportations des États-Unis, et en prenant également d'autres mesures de rétorsion. Dans ces

circonstances, des constatations de l'ORD sur les mesures tarifaires des États-Unis ne favoriseraient pas un règlement satisfaisant de la question. Ces constatations donneraient tout au plus à la Chine un argument rhétorique à l'appui de ses efforts visant à maintenir ses actes, politiques et pratiques commerciaux déloyaux, et empêcheraient donc, au lieu de favoriser, un règlement satisfaisant.

26. L'article 3:5 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends indique que les solutions ne devraient pas "entraver[] la réalisation de l'un [des] objectifs" des accords visés. La Chine pourrait tout au plus considérer d'éventuelles constatations de l'ORD à l'encontre des mesures des États-Unis comme un encouragement à prolonger le présent différend en maintenant le plus longtemps possible ses politiques agressives et ayant des effets de distorsion des échanges. Ce résultat serait incompatible avec les objectifs fondamentaux de l'Accord sur l'OMC et du GATT de 1994, et – à l'encontre de l'article 3:5 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends – entraverait donc la réalisation des objectifs des accords visés.

27. L'article 3:7 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends dispose qu'"[a]vant de déposer un recours, un Membre jugera si une action au titre des présentes procédures serait utile" et que "[l]e but du mécanisme de règlement des différends est d'arriver à une solution positive des différends". En l'espèce, les faits et les circonstances indiquent fortement que la Chine – en décidant de soumettre le présent différend – ne s'est pas acquittée de son obligation de "juger" si les procédures "serai[ent] utile[s]" pour "arriver à une solution positive". Au contraire, la Chine a bien conscience que la présente procédure de l'ORD ne contribuera pas au règlement des questions découlant de ses actes, politiques et pratiques commerciaux déloyaux.

28. La partie pertinente de l'article 3:2 dispose que "[l]e système de règlement des différends de l'OMC est un élément essentiel pour assurer la sécurité et la prévisibilité du système commercial multilatéral". Les constatations demandées par la Chine ne renforceraient pas la "sécurité et la prévisibilité" du système commercial multilatéral, mais l'affaibliraient plutôt en faisant en sorte que l'OMC prenne parti pour la Chine en ce qui concerne ses politiques fondamentalement déloyales en matière de transfert de technologie.

29. L'article 3:7 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends dispose que la suspension de concessions ou d'autres obligations est un "dernier recours", et "sous réserve que l'ORD l'[]autorise". Le premier recours de la Chine a été d'appliquer des droits additionnels aux marchandises des États-Unis "sur une base discriminatoire, à l'égard" des États-Unis bien avant toute demande d'établissement d'un groupe spécial. En outre, la Chine a adopté ces mesures tarifaires sans que "l'ORD l'y autorise".

30. "L'article 3:10 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends dispose en partie que "si un différend survient, tous les Membres engageront ces procédures de bonne foi dans un effort visant à régler ce différend". L'invocation hypocrite par la Chine des procédures de règlement des différends de l'OMC peut uniquement être considérée comme une tentative cynique de faire un usage abusif du système de l'OMC pour tenter d'obtenir un soutien rhétorique en faveur du maintien de ses mesures déloyales ayant des effets de distorsion des échanges sans faire intervenir les disciplines de l'OMC. La Chine a bien conscience que sa demande visant à ce qu'un groupe spécial de l'OMC formule des constatations concernant la réponse des États-Unis à ses politiques déloyales n'avancera en rien le règlement du différend.

31. En résumé: la Chine a déjà pris une initiative personnelle sous la forme de mesures tarifaires, et d'autres mesures de rétorsion, qui affectent la plupart des exportations des États-Unis. Au maximum, les constatations de l'ORD sur les mesures tarifaires des États-Unis fourniraient à la Chine un argument de relations publiques qu'elle emploierait vraisemblablement dans le but de maintenir des politiques déloyales et préjudiciables en matière de transfert de technologie qui sont contraignantes pour la viabilité du système commercial multilatéral. La poursuite de ce différend par la Chine ne peut pas être considérée comme autre chose qu'une tentative de faire un usage abusif du système.

32. Par conséquent, le Groupe spécial devrait suivre l'orientation donnée dans la dernière phrase de l'article 12:7 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends, qui dispose comme suit: "Dans les cas où un règlement sera intervenu entre les parties au différend, le groupe spécial se bornera dans son rapport à exposer succinctement l'affaire et à faire savoir qu'une solution a été trouvée." Étant donné cette situation, le Groupe spécial devrait rejeter la demande de la Chine visant

à ce que le système de règlement des différends de l'OMC s'insère dans les interactions et les discussions en cours entre les États-Unis et la Chine concernant les politiques déloyales de cette dernière en matière de transfert de technologie en remettant un rapport de groupe spécial contenant des constatations sur les mesures tarifaires des États-Unis dont il est allégué qu'elles sont incompatibles avec les règles de l'OMC. Au lieu de cela, conformément à la dernière phrase de l'article 12:7 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends, le Groupe spécial devrait remettre un rapport qui se "borner[ait] ... à exposer succinctement l'affaire et à faire savoir qu'une solution a été trouvée".

V. MÊME EN LAISSANT DE CÔTÉ LA SOLUTION TROUVÉE PAR LES PARTIES, SI LE GROUPE SPÉCIAL DEVAIT EXAMINER LES AFFIRMATIONS DE LA CHINE, IL CONSTATERAIT QUE LES MESURES EN CAUSE ÉTAIENT JUSTIFIÉES AU REGARD DE L'ARTICLE XX A) DU GATT DE 1994

33. Si le Groupe spécial devait examiner les affirmations de la Chine, il constaterait que les mesures en cause étaient juridiquement justifiées parce qu'elles étaient "nécessaires à la protection de la moralité publique" au sens de l'article XX a) du GATT de 1994.

34. Comme il est expliqué plus loin, les mesures contestées "[protègent] la moralité publique" au sens de l'article XX a) parce que 1) les actes, politiques et pratiques commerciaux déloyaux de la Chine violent les normes du bien et du mal et; 2) les États-Unis les ont adoptées pour remédier à ces actes, politiques et pratiques déloyaux.

35. Les mesures en cause dans le présent différend "[protègent] la moralité publique" au sens de l'article XX a) parce que les États-Unis les ont adoptées pour "obtenir l'élimination" d'un comportement qui violait leurs normes du bien et du mal, à savoir les actes, politiques et pratiques commerciaux déloyaux de la Chine. Comme il est indiqué, chaque Membre de l'OMC peut chercher à protéger la moralité publique de sa société.

36. La Chine – en tant que politique et pratique d'État – a recours à la coercition et à des subterfuges pour voler ou acquérir indûment d'une autre manière la propriété intellectuelle, les secrets commerciaux, la technologie et les renseignements commerciaux confidentiels des entreprises des États-Unis dans le but de favoriser les entreprises chinoises et de faire avancer les objectifs de sa politique industrielle. La politique et la pratique de la Chine en matière de vol/sanctionné par l'État ont trait à la "moralité publique" au sens de l'article XX a) parce qu'elles violent les "normes du bien et du mal" qui existent aux États-Unis, telles qu'elles sont reflétées dans les lois des États et les lois fédérales des États-Unis, en vertu desquelles l'acte de "vol" est universellement considéré comme une infraction pénale.

37. En résumé, les actes, politiques et pratiques commerciaux déloyaux détaillés dans le rapport au titre de l'article 301 violent clairement les normes du bien et du mal qui existent aux États-Unis, et ont donc trait à la "moralité publique" des États-Unis au sens de l'article XX a) du GATT de 1994. Et, comme les États-Unis ont adopté les mesures en cause pour remédier à (c'est-à-dire "obtenir l'élimination de") ces actes, politiques et pratiques commerciaux déloyaux, les mesures en cause "[protègent] la moralité publique" au sens de l'article XX a).

38. La Chine emploie les actes, politiques et pratiques commerciaux déloyaux détaillés dans le rapport au titre de l'article 301 pour faire avancer ses objectifs de "politique industrielle" et ses "objectifs économiques" plus généraux. Par conséquent, il est raisonnable de conclure que la Chine continuera de mener ses actes, politiques et pratiques commerciaux déloyaux tant qu'il sera avantageux pour elle de le faire, par exemple, jusqu'à ce que les coûts économiques de ses actes, politiques et pratiques commenceront à approcher ou à dépasser les avantages économiques.

39. Pour protéger leurs intérêts en matière de comportement économique moral (bien ou mal), il est nécessaire que les États-Unis adoptent des mesures qui sont aptes à modifier l'analyse économique coûts-avantages de la Chine. C'est exactement ce que font les mesures en cause dans le présent différend en imposant des augmentations de droits importantes sur les produits chinois jusqu'à ce que la Chine prenne des mesures pour éliminer les actes, politiques et pratiques commerciaux déloyaux détaillés dans le rapport au titre de l'article 301.

40. En outre, les États-Unis ont adopté les mesures en cause après avoir tenté pendant près d'une décennie de remédier aux actes, politiques et pratiques commerciaux déloyaux de la Chine. Le fait qu'aucun de ces efforts ne se soit avéré durablement efficace confirme également la nécessité des mesures en cause dans le présent différend.

41. Pour les raisons qui précèdent, le Groupe spécial devrait constater que les mesures en cause sont "nécessaires à la protection de la moralité publique" au sens de l'article XX a) du GATT de 1994.

42. Les États-Unis n'ont pas appliqué les mesures en cause d'une manière incompatible avec le texte introductif de l'article XX parce qu'aucun autre gouvernement ne se livre à des politiques et pratiques de transfert de technologie forcé du type de celles de la Chine, ou dans la mesure où elle le fait, causant des dizaines de milliards de dollars de préjudice annuel aux États-Unis.

43. Étant donné le caractère délibéré de l'action des États-Unis *avant* l'adoption des mesures en cause dans le présent différend, il n'y a aucune base crédible permettant de conclure que ceux-ci ont appliqué les mesures d'une manière "capricieuse, imprévisible, [ou] incohérente" (c'est-à-dire "arbitraire").

44. Comme il a été indiqué, les États-Unis ont adopté les mesures en cause après avoir tenté pendant près d'une *décennie* de remédier aux actes et politiques commerciaux déloyaux de la Chine par d'autres moyens, y compris le dialogue, les admonestations, des forums multilatéraux, des mécanismes bilatéraux et des poursuites pénales contre des personnes et des entités affiliées au gouvernement chinois. Par la suite, les États-Unis ont mené une enquête approfondie de 8 mois, qui a abouti à la production du rapport de 200 pages documentant de manière exhaustive les actes, politiques et pratiques commerciaux déloyaux de la Chine. Même après la publication du rapport le 22 mars 2018, les États-Unis ont continué de dialoguer de manière constructive avec la Chine concernant les actes, politiques et pratiques commerciaux déloyaux inclus dans l'enquête. Ce n'est qu'après l'échec de ces discussions avec la Chine que les États-Unis ont finalement décidé d'adopter les mesures en cause le 6 juillet 2018 et le 23 août 2018, respectivement.

45. Les mesures en cause ne sont pas appliquées de façon à constituer une "restriction déguisée au commerce international" parce que les États-Unis n'ont rien fait pour dissimuler les raisons de l'adoption des mesures en cause.

46. En résumé, le Groupe spécial devrait constater que les mesures en cause sont juridiquement justifiées parce qu'elles sont 1) "nécessaires à la protection de la moralité publique" au sens de l'article XX a) du GATT de 1994; et ne sont pas 2) appliquées d'une manière incompatible avec le texte introductif de l'article XX du GATT de 1994.

VI. LA MESURE 3 NE RELEVÉ PAS DU PRÉSENT DIFFÉREND

47. Les États-Unis expliquent également dans la présente section que le Groupe spécial est juridiquement dans l'impossibilité d'examiner l'une des mesures en cause dans le présent différend – la mesure 3 – et de formuler des constatations sur cette mesure. Comme cette mesure a été adoptée et a pris effet *après* la date à laquelle le présent Groupe spécial a été établi, la mesure ne relève pas du mandat du Groupe spécial tel que défini par l'ORD.

48. La Chine avance plusieurs arguments à l'appui du point de vue selon lequel la mesure 3 relève du mandat du Groupe spécial, même si cette mesure a été adoptée et a pris effet après l'établissement du Groupe spécial. Tous ses arguments sont dénués de fondement.

49. La Chine fait valoir que la mesure 3 relève du mandat du Groupe spécial parce qu'elle modifie une mesure identifiée dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, et parce que la demande elle-même fait référence à "toute modification" des mesures qui y sont identifiées. Pour dire les choses simplement, le Mémoire d'accord sur le règlement des différends n'étaye pas le point de vue selon lequel une mesure qui n'est pas identifiée dans une demande d'établissement d'un groupe spécial peut relever du mandat d'un groupe spécial parce qu'elle modifie une mesure qui est identifiée dans cette demande.

50. Contrairement à ce que la Chine fait valoir, le rapport de l'Organe d'appel dans *Chili – Système de fourchettes de prix* n'étaye pas – et surtout ne confirme pas – le point de vue selon lequel une mesure prise après la date d'établissement d'un groupe spécial peut relever du mandat d'un groupe spécial.

51. Le texte du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends n'étaye pas l'avis de la Chine selon lequel l'inclusion de la mesure 3 dans le mandat du Groupe spécial est nécessaire "[pour] arriver à une solution positive [du] différend[]".

52. Pour les raisons qui précèdent, dans la mesure où le Groupe spécial formule des constatations sur l'incompatibilité alléguée avec les règles de l'OMC des mesures tarifaires des États-Unis, le Groupe spécial devrait constater que la mesure 3 ne relève pas de son mandat.

VII. CONCLUSION

53. Pour les raisons qui précèdent, les États-Unis demandent que le Groupe spécial rejette la demande de la Chine visant à ce que des constatations soient formulées au titre des articles I^{er} et II du GATT de 1994 en ce qui concerne les mesures tarifaires dont il est allégué qu'elles sont incompatibles avec les règles de l'OMC. Ils demandent plutôt que le Groupe spécial remette un rapport contenant "un expos[é] succinct[]" des faits pertinents du différend et "fai[sant] savoir qu'une solution a été trouvée" par les parties, comme le prescrit l'article 12:7 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends. Si le Groupe spécial devait examiner les affirmations de la Chine, il devrait constater que les mesures des États-Unis sont justifiées au regard de l'article XX a) du GATT de 1994, et que la mesure 3 ne relève pas de son mandat.

RÉSUMÉ ANALYTIQUE DE LA DÉCLARATION LIMINAIRE DES ÉTATS-UNIS À LA PREMIÈRE RÉUNION DE FOND DU GROUPE SPÉCIAL

54. Comme nous l'avons expliqué dans notre première communication écrite, la Chine a déjà pris des mesures tarifaires à titre de rétorsion en réponse aux mesures en cause des États-Unis dans le présent différend. Il est donc clair que la Chine n'a aucune intention sérieuse de régler la question en cause par le biais du processus de règlement des différends de l'OMC, ni aucune attente sérieuse en ce sens. En l'espèce, le Groupe spécial ne devrait pas tolérer l'usage abusif cynique que fait la Chine du processus de règlement des différends.

55. Il n'y a aucun fondement juridique permettant au Groupe spécial de formuler l'une quelconque des constatations ou recommandations demandées par la Chine car les parties sont déjà parvenues à un "règlement" au titre de l'article 12:7 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends.

56. Deuxièmement, même si le Groupe spécial devait prendre en considération les allégations juridiques de la Chine, il constaterait que les mesures tarifaires en cause des États-Unis sont juridiquement justifiées parce qu'elles sont "nécessaires à la protection de la moralité publique" au sens de l'article XX a) du GATT de 1994.

I. ACTES, POLITIQUES ET PRATIQUES COMMERCIAUX DÉLOYAUX DE LA CHINE

57. En mars 2018, les États-Unis ont publié un rapport exhaustif ("rapport au titre de l'article 301") sur les politiques de la Chine concernant le transfert de technologie, la propriété intellectuelle et d'autres actes commerciaux déloyaux. Le rapport étayait les conclusions suivantes.

58. Premièrement, la Chine impose des restrictions à la participation étrangère telles que les prescriptions en matière de coentreprise et les limitations concernant la participation étrangère au capital, ainsi que divers réexamens administratifs et procédures de délivrances de licences en vue d'exiger des transferts de technologies des entreprises étrangères ou d'exercer des pressions en ce sens. Par exemple, la Chine a eu recours à ces restrictions à la participation étrangère et à des politiques connexes pour obliger les constructeurs automobiles étrangers à transférer des technologies et de la propriété intellectuelle aux entreprises chinoises.

59. Deuxièmement, le régime de réglementation des technologies de la Chine contraint les entreprises étrangères qui cherchent à concéder des licences technologiques à des entités chinoises à le faire à des conditions non fondées sur le marché qui favorisent les bénéficiaires chinois.

60. Troisièmement, la Chine ordonne et facilite de manière déloyale l'investissement systématique dans des entreprises et actifs étrangers, ainsi que leur acquisition, par des entreprises chinoises pour obtenir des technologies et éléments de propriété intellectuelle de pointe et générer des transferts de technologies au profit des entreprises chinoises. Par exemple, la Chine a eu recours à

sa stratégie d'investissement dans les actifs étrangers pour faciliter l'acquisition de technologie étrangère de circuits intégrés et de semiconducteurs par des entreprises chinoises à l'appui des objectifs de sa politique industrielle.

61. Quatrièmement, la Chine effectue et appuie des intrusions non autorisées et des vols dans les réseaux informatiques des entreprises étrangères en vue d'accéder à leurs renseignements commerciaux sensibles ainsi qu'à leurs secrets commerciaux. La Chine a mis les vols et les intrusions dans le cyberspace au service des objectifs de sa politique industrielle.

62. Comme il est indiqué dans la mise à jour du rapport au titre de l'article 301, des entreprises en Australie, au Japon, dans l'Union européenne et en Corée du Sud ont aussi fait l'objet d'intrusions dans le cyberspace qui apparaissaient comme attribuables au gouvernement chinois.

II. MESURES DE RÉTORSION DE LA CHINE VISANT DES MARCHANDISES DES ÉTATS-UNIS

63. Au lieu de prendre des mesures pour remédier aux actes et politiques déloyaux documentés dans le rapport au titre de l'article 301 et sa version actualisée, la Chine a imposé des droits à titre de rétorsion sur environ 110 milliards de dollars de marchandises des États-Unis et aurait entrepris d'autres actions à titre de rétorsion contre des entreprises des États-Unis.

64. Premièrement, le 16 juin 2018, la Chine a publié l'Avis au public de la Commission tarifaire du Conseil d'État concernant l'imposition de droits additionnels sur 50 milliards de dollars de produits importés originaires des États-Unis.

65. Deuxièmement, le 8 août 2018, la Chine a publié l'Avis au public de la Commission tarifaire du Conseil d'État concernant l'imposition de droits additionnels sur 16 milliards de dollars de produits importés originaires des États-Unis.

66. Troisièmement, le 19 septembre 2018, la Chine a publié l'Avis au public de la Commission tarifaire du Conseil d'État concernant l'imposition de droits additionnels sur environ 60 milliards de dollars de produits originaires des États-Unis.

67. Quatrièmement, le 23 août 2019, la Chine a annoncé qu'elle imposerait des droits de 5 à 10% sur des marchandises des États-Unis d'une valeur commerciale de 75 milliards de dollars.

68. En résumé, au lieu de remédier à ses actes, politiques et pratiques commerciaux déloyaux, la Chine a augmenté les droits sur des marchandises des États-Unis dont la valeur des échanges s'élevait à environ 110 milliards de dollars par an et pris ou menacé de prendre des mesures de rétorsion supplémentaires pour protéger davantage les actes, politiques et pratiques déraisonnables indiqués dans le rapport au titre de l'article 301.

69. La Chine a ouvertement déclaré que ses mesures de rétorsion unilatérales avaient été adoptées en réponse aux mesures des États-Unis qu'elle prétend contester dans le présent différend à l'OMC. Bien entendu, elle n'a pas obtenu l'autorisation de l'ORD avant d'adopter ces mesures, comme l'exige le Mémoire d'accord sur le règlement des différends.

III. LE GROUPE SPÉCIAL NE DEVRAIT PAS FORMULER DE CONSTATATIONS SUR LES ALLÉGATIONS JURIDIQUES DE LA CHINE PARCE QUE LES PARTIES SONT PARVENUES À "UN RÈGLEMENT" AU SENS DE L'ARTICLE 12:7 DU MÉMORANDUM D'ACCORD SUR LE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

70. Le Groupe spécial ne devrait pas formuler de constatations ou de recommandations sur les allégations juridiques de la Chine. Par leurs actions, il apparaît que les deux parties conviennent que ces questions devraient être réglées en dehors du processus de règlement des différends de l'OMC.

71. Comme il a été indiqué, la Chine a suspendu des concessions dans le cadre de l'OMC à l'égard des États-Unis dans le but explicite de prendre des mesures de rétorsion visant les mesures en cause des États-Unis. Elle l'a fait sans obtenir d'abord l'autorisation de l'ORD d'imposer ces contre-mesures, comme l'exige le Mémoire d'accord sur le règlement des différends.

72. En outre, la Chine et les États-Unis ont engagé des négociations de haut niveau pour répondre aux préoccupations des États-Unis concernant les politiques de la Chine en matière de transfert de technologie, ainsi qu'à celles de la Chine en ce qui concerne la réponse des États-Unis. Plus récemment, les États-Unis sont parvenus à la phase 1 d'un accord visant à régler ces questions.

73. En résumé, les deux parties conviennent que les questions relatives aux préoccupations des États-Unis concernant les politiques de la Chine en matière de transfert de technologie et à celles de la Chine en ce qui concerne la réponse des États-Unis doivent être traitées en dehors du système de l'OMC. Appliquant les termes de l'article 12:7 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends, les parties sont mutuellement convenues que s'agissant des règles et procédures de l'OMC, la solution consistait à retirer les questions du système de l'OMC. Dans ces circonstances, l'article 12:7 prévoit que "le groupe spécial se bornera dans son rapport à exposer succinctement l'affaire et à faire savoir qu'une solution a été trouvée".

74. Par conséquent, le Groupe spécial devrait se borner dans son rapport en l'espèce à faire savoir que les parties ont trouvé leur propre solution et ce rapport ne devrait inclure aucun examen des allégations juridiques de la Chine.

75. D'un point de vue systémique, une décision du présent Groupe spécial d'accéder à la demande de la Chine visant à ce que des constatations juridiques soient formulées compromettrait le mécanisme de règlement des différends en signalant que les Membres de l'OMC peuvent ignorer les procédures du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends – en suspendant de façon préventive des concessions dans le cadre de l'OMC chaque fois qu'ils estiment que leurs droits au regard de l'OMC ont été violés – et obtenir quand même des constatations de l'ORD après coup.

IV. LES MESURES EN CAUSE SONT JUSTIFIÉES AU REGARD DE L'ARTICLE XX A) DU GATT DE 1994

76. Les États-Unis ont démontré que les mesures en cause étaient juridiquement justifiées parce qu'elles étaient "nécessaires à la protection de la moralité publique" au sens de l'article XX a) du GATT de 1994. Comme ils l'ont expliqué dans leur première communication écrite, les mesures en cause dans le présent différend "[protègent] la moralité publique" au sens de l'article XX a) parce que les États-Unis les ont adoptées pour "obtenir l'élimination" d'un comportement qui violait leurs normes du bien et du mal, à savoir divers actes, politiques et pratiques commerciaux déloyaux engagés par la Chine.

77. La politique et la pratique de la Chine en matière de vol et de pratiques commerciales coercitives sanctionnés par l'État ont trait à la "moralité publique" au sens de l'article XX a) parce qu'elles violent les "normes du bien et du mal" qui existent aux États-Unis, telles qu'elles sont reflétées dans les lois des États et les lois fédérales des États-Unis, en vertu desquelles l'acte de "vol" est universellement considéré comme une infraction pénale.

78. Les mesures en cause visent la "protection de la moralité publique" des États-Unis d'au moins deux façons.

79. Premièrement, les mesures protègent la moralité publique des États-Unis en luttant contre un comportement considéré immoral selon les normes du bien et du mal qui existent aux États-Unis.

80. Deuxièmement, les mesures protègent également la moralité des États-Unis en cherchant à empêcher que le comportement de la Chine compromette leurs normes morales, telles que les normes contre le vol et la coercition. Si la Chine était autorisée à exécuter ses divers actes, politiques et pratiques commerciaux déloyaux sans restriction, les acteurs des États-Unis pourraient en venir à croire que ce comportement est "normal" et conclure qu'ils n'ont d'autre choix que de *imiter* pour être compétitifs sur le marché, ou de s'y *soumettre* comme condition préalable à l'accès au marché chinois.

81. Comme les États-Unis l'ont expliqué, leurs mesures tarifaires en cause jouent un rôle "nécessaire" pour atteindre l'objectif d'éliminer les actes, politiques et pratiques commerciaux déloyaux de la Chine en augmentant le coût de ces pratiques et en réduisant ainsi l'incitation de la Chine à continuer d'adopter ce comportement à l'avenir.

82. Les produits chinois assujettis à des droits additionnels au titre de la mesure des États-Unis du 6 juillet 2018 ont été choisis précisément parce qu'ils bénéficiaient des politiques commerciales déloyales documentées dans le rapport au titre de l'article 301.

83. Les mesures en cause sont clairement "nécessaires" lorsqu'elles sont évaluées au regard du critère des facteurs que l'Organe d'appel a souvent appliqué pour évaluer la nécessité d'une mesure aux fins de l'article XX du GATT de 1994. Ces facteurs comprennent 1) l'importance relative de l'objectif poursuivi par la mesure; 2) la contribution de la mesure à cet objectif; et 3) le caractère restrictif de la mesure pour le commerce.

84. Premièrement, les mesures en cause poursuivent l'objectif d'importance vitale consistant à faire respecter les normes des États-Unis contre le vol et la coercition qui sont menacées par les actes, politiques et pratiques commerciaux déloyaux de la Chine.

85. Deuxièmement, les mesures en cause apportent une contribution importante à l'objectif de protéger la moralité publique des États-Unis en augmentant le coût de ces pratiques et en réduisant l'incitation pour la Chine à continuer d'adopter ce comportement à l'avenir. Les mesures des États-Unis ciblent également les marchandises chinoises qui bénéficient de ces politiques.

86. La mesure en question contribue en outre à l'objectif de protéger la moralité publique en signalant aux citoyens des États-Unis que le comportement commercial de la Chine est tellement inacceptable et contraire aux normes fondamentales d'équité que le gouvernement des États-Unis a été contraint d'agir en réduisant le commerce des produits chinois qui pouvaient bénéficier des politiques commerciales déloyales de la Chine.

87. Troisièmement, les mesures ne sont pas trop restrictives pour le commerce. Les droits de douane sont modérés et adaptés pour obtenir l'élimination des politiques déloyales en matière de transfert de technologie.

RÉSUMÉ ANALYTIQUE DE LA DEUXIÈME COMMUNICATION ÉCRITE DES ÉTATS-UNIS

I. INTRODUCTION

88. Comme les États-Unis l'ont expliqué dans leurs communications écrites et orales, il n'y a aucun fondement juridique permettant au Groupe spécial de formuler les constatations ou recommandations demandées par la Chine car les parties sont parvenues à un "règlement" au sens de l'article 12:7 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends. Et, même si le Groupe spécial devait examiner les mesures en cause, il conclurait qu'elles étaient "nécessaires à la protection de la moralité publique" et donc juridiquement justifiées au regard de l'article XX a) du GATT de 1994.

89. Premièrement, le fait qu'un "règlement" est intervenu est confirmé par des données de fait objectives versées au dossier. La Chine affirme que le Groupe spécial n'est "pas autorisé" à examiner les éléments de preuve objectifs indiquant qu'un règlement est intervenu. Cette position n'est étayée par aucune disposition du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends et est contredite d'une manière affirmative par l'article 11 du Mémorandum d'accord. De même, le Mémorandum d'accord sur le règlement des différends ne contient aucun élément étayant l'affirmation de la Chine selon laquelle un "règlement" au sens de l'article 12:7 doit être consigné sous la forme d'une "solution mutuellement convenue".

90. Deuxièmement, la Chine ne tente même pas de réfuter l'argument des États-Unis selon lequel les mesures en cause sont "nécessaires" au sens de l'article XX a). En tout cas, les mesures en cause dans le présent différend satisfont clairement aux critères "conçu pour" et à d'autres critères de la "nécessité" appliqués dans des rapports antérieurs de groupes spéciaux et de l'Organe d'appel.

91. Troisièmement, la Chine ne fait rien pour étayer sa *nouvelle* affirmation selon laquelle les conclusions énoncées dans le rapport au titre de l'article 301 sont "sans fondement factuel".

II. LES ÉTATS-UNIS ONT ÉTABLI QUE LES PARTIES ÉTAIENT ARRIVÉES À UN "RÈGLEMENT" AU SENS DE L'ARTICLE 12:7 DU MÉMORANDUM D'ACCORD SUR LE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

92. Comme les États-Unis l'ont expliqué, l'accord des parties pour régler cette question en dehors du système de l'OMC est confirmé par des données de fait objectives versées au dossier.

93. Premièrement, la Chine a déjà appliqué des mesures tarifaires aux importations en provenance des États-Unis qui dépassent ses engagements dans le cadre de l'OMC dans le but explicite de prendre des mesures de rétorsion à l'encontre des mesures pour lesquelles elle demande maintenant des constatations juridiques. Bien entendu, elle l'a fait sans obtenir d'abord l'autorisation de l'ORD conformément au Mémoire d'accord sur le règlement des différends. La Chine ne conteste pas le fait qu'elle a déjà imposé des mesures tarifaires à titre de rétorsion en réponse aux mesures en cause des États-Unis. Elle ne conteste pas non plus que ces mesures de rétorsion restent en vigueur.

94. Deuxièmement, au lieu de contester les actions de rétorsion de la Chine dans le cadre de l'OMC, les États-Unis ont engagé des négociations de haut niveau avec la Chine dans le but de répondre à leurs préoccupations concernant le comportement chinois documenté dans le rapport au titre de l'article 301, ainsi qu'à celles de la Chine concernant leur réponse (c'est-à-dire, les mesures en cause des États-Unis).

95. Troisièmement, la décision de la Chine d'engager le présent différend a été un gaspillage inutile des ressources de l'OMC, étant donné que la Chine a déjà imposé unilatéralement la seule mesure corrective que l'ORD pouvait éventuellement autoriser: la suspension des concessions dans le cadre de l'OMC.

96. En résumé, les actions (et omissions) des deux parties montrent que – en toute objectivité – les parties sont convenues de régler la question en cause en dehors du système de l'OMC. Dans ces circonstances, l'article 12:7 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends prescrit que "le groupe spécial se bornera dans son rapport à exposer succinctement l'affaire et à faire savoir qu'une solution a été trouvée". Par conséquent, le rapport du Groupe spécial dans le présent différend doit être limité de la manière prescrite à l'article 12:7 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends. Les arguments de la Chine à l'effet contraire sont dénués de fondement.

97. La Chine affirme que le Groupe spécial n'est pas "autorisé" à évaluer objectivement s'il y a un "règlement" entre les parties au sens de l'article 12:7 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends. Cette affirmation n'est pas étayée par le Mémoire d'accord sur le règlement des différends.

98. Premièrement, l'argument selon lequel le Groupe spécial ne peut pas procéder à cette évaluation objective est contredit par les termes clairs du Mémoire d'accord sur le règlement des différends. Spécifiquement, l'article 11 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends dispose qu'"un groupe spécial *devrait* procéder à une évaluation objective de la question dont il est saisi, y compris une évaluation objective des faits de la cause, de l'applicabilité des dispositions des accords visés pertinents et de la conformité des faits avec ces dispositions".

99. Deuxièmement, rien dans le texte même de l'article 12:7 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends ne permet de penser que les groupes spéciaux ne sont pas autorisés à évaluer objectivement si les parties à un différend ont réglé la question en cause. L'article 12:7 fait simplement référence aux cas où un "règlement sera intervenu entre les parties au différend".

100. Troisièmement, l'article 7:1 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends n'étaye pas le point de vue de la Chine selon lequel un groupe spécial ne peut pas évaluer objectivement s'il existe un "règlement" au sens de l'article 12:7 du Mémoire d'accord. En fait, l'article 7:1 a trait à une toute autre question – à savoir le champ de la "question portée devant l'ORD". L'utilisation par la Chine de l'article 7:1 est donc injustifiée.

101. La Chine fait valoir que les parties n'ont pas réglé la question au sens de l'article 12:7 (dernière phrase) parce qu'elles ne sont pas arrivées à une "solution convenue d'un commun accord" au sens de l'article 3:6 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends, ou n'ont pas notifié une telle solution à l'ORD. Cet argument n'est pas fondé.

102. Bien qu'un "règlement entre les parties" puisse être consigné sous la forme d'une "solution convenue d'un commun accord" et notifié au titre de l'article 3:6, rien dans le texte de l'article 12:7 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends ne prescrit que cette notification est une condition préalable à l'application de l'article 12:7. Par conséquent, il n'y a aucun élément juridique à l'appui de l'affirmation de la Chine selon laquelle l'article 12:7 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends (dernière phrase) ne s'applique pas en l'absence d'une "solution convenue d'un commun accord" et d'une notification à cet effet au titre de l'article 3:6 du Mémorandum d'accord.

103. Pour les raisons qui précèdent, le Groupe spécial devrait procéder à une évaluation objective de la question de savoir si un "règlement [est] intervenu" au sens de l'article 12:7 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends.

III. LES ÉTATS-UNIS ONT ÉTABLI QUE LES MESURES EN CAUSE ÉTAIENT JUSTIFIÉES AU REGARD DE L'ARTICLE XX A) DU GATT DE 1994

104. Le point de vue de la Chine, selon lequel les mesures en cause ne remplissent pas les conditions requises pour bénéficier de l'article XX a) parce qu'elles 1) ne ciblent pas des produits portant atteinte à la moralité en eux-mêmes et 2) visent à l'induire à adopter certains changements de politique, n'est pas étayé par le texte de l'article XX a) ou les rapports qu'elle cite. De plus, la Chine ne tente pas d'étayer son affirmation selon laquelle les allégations énoncées dans le rapport au titre de l'article 301 sont "sans fondement factuel". Au contraire, les centaines de sources sur lesquelles reposent les constatations du rapport au titre de l'article 301 sont très crédibles.

105. Comme les États-Unis l'ont expliqué, les mesures en cause dans le présent différend "[protègent] la moralité publique" au sens de l'article XX a) parce que les États-Unis ont adopté ces mesures pour "obtenir l'élimination" d'un comportement qui violait leurs normes du bien et du mal, à savoir les actes, politiques et pratiques commerciaux déloyaux de la Chine qui sont documentés dans le rapport au titre de l'article 301.

106. Les politiques et pratiques de la Chine à cet égard peuvent être résumées comme suit: vol et appropriation illicite sanctionnés par l'État de technologie, de propriété intellectuelle et de secrets commerciaux des États-Unis. Le comportement de la Chine a trait à la "moralité publique" au sens de l'article XX a) parce qu'il viole les "normes du bien et du mal" qui existent aux États-Unis, telles qu'elles sont reflétées dans les lois des États et les lois fédérales des États-Unis, en vertu desquelles l'acte de "vol" est universellement considéré comme une infraction pénale.

107. Les politiques de la Chine en matière d'investissement dans les actifs étrangers se traduisent par un comportement incompatible avec les normes des États-Unis concernant la concurrence déloyale, qui figurent dans les lois des États-Unis contre le comportement anticoncurrentiel, telles que la Loi Sherman et la Loi sur la Commission fédérale du commerce.

108. Les États-Unis ne considèrent pas seulement les pratiques concurrentielles déloyales comme un simple préjudice pour les entreprises et l'innovation. En définitive, ces pratiques sont considérées comme une menace pour la "préservation de nos institutions démocratiques, politiques et sociales". Par conséquent, certaines violations de ces lois, telles que la monopolisation, sont même criminalisées.

109. En d'autres termes, les États-Unis imposent des contraintes au comportement sur la base des concepts nationaux du bien et du mal pour garantir des résultats axés sur le marché. Le droit des États-Unis ne permet spécifiquement pas qu'un comportement anticoncurrentiel déraisonnable détermine les gagnants et les perdants sur le marché. Le gouvernement chinois, cependant, compromet la moralité publique des États-Unis en matière de concurrence loyale par ses politiques d'investissement dans les actifs étrangers.

110. Le marché des États-Unis est fondé sur les notions fondamentales de concurrence loyale et d'équité, qui figurent dans les lois sur la concurrence déloyale et les lois antitrust des États-Unis. Les stratégies d'investissement et les objectifs de parts de marché soutenus par le gouvernement chinois compromettent ces notions de concurrence loyale et d'équité. De ce fait, ils sont incompatibles avec la moralité publique des États-Unis au sens de l'article XX a). Le fait pour les États-Unis de ne pas entreprendre d'action contre les politiques et pratiques déloyales de la Chine

signifierait qu'ils abandonnent la norme de la "concurrence libre et sans entrave comme règle du commerce" qui sous-tend leur économie et, en définitive, leurs "institutions démocratiques, politiques et sociales".

111. Les pratiques chinoises décrites dans le rapport au titre de l'article 301 menacent de compromettre les règles et les normes morales des États-Unis contre le vol, l'appropriation illicite et les pratiques de concurrence déloyale. Si la Chine était autorisée à exécuter ses divers actes, politiques et pratiques commerciaux déloyaux sans restriction, les citoyens, entreprises et autres entités des États-Unis pourraient en venir à croire que ce comportement est "normal" et conclure qu'ils n'ont d'autre choix que de l'imiter pour être compétitifs sur le marché des États-Unis, ou de s'y soumettre comme condition préalable à l'accès au marché chinois.

112. En outre, il y a un lien clair entre les produits visés par les mesures en cause des États-Unis et l'objectif de protéger la moralité publique en persuadant la Chine d'abandonner les actes, politiques et pratiques commerciaux déloyaux documentés dans le rapport au titre de l'article 301. Les produits chinois assujettis à des droits additionnels en vertu de la mesure qui a pris effet le 6 juillet 2018 (c'est-à-dire la mesure 1) bénéficiaient, selon les constatations, des politiques commerciales documentées dans le rapport au titre de l'article 301, y compris le programme "Made in China 2025". Ce lien est également évident en ce qui concerne les mesures tarifaires des États-Unis qui ont pris effet le 24 septembre 2018 (c'est-à-dire la mesure 2). Les États-Unis ont adopté les mesures tarifaires additionnelles qui ont pris effet le 24 septembre 2018, après que la Chine "a expliqué clairement – à la fois dans des déclarations publiques et dans des communications entre gouvernements – qu'elle ne modifier[ait] pas ses politiques" – et qu'elle a plutôt "réagi ... en augmentant les droits visant des exportations des États-Unis vers la Chine".

113. Les mesures en cause sont "nécessaires" car, en l'absence de ces mesures, la Chine ne serait guère incitée à abandonner les actes, politiques et pratiques commerciaux déloyaux détaillés dans le rapport au titre de l'article 301. Cette réalité est corroborée par les objectifs économiques que la Chine cherche à atteindre en adoptant le comportement documenté dans le rapport au titre de l'article 301 et par d'autres aspects du comportement de la Chine au cours de la dernière décennie.

114. Premièrement, comme il a été expliqué, la Chine adopte le comportement décrit dans le rapport au titre de l'article 301 pour faire avancer ses objectifs de "politique industrielle" et de ses "objectifs économiques" plus généraux. Par conséquent, il est raisonnable de conclure que la Chine continuera de mener ses actes, politiques et pratiques commerciaux déloyaux tant qu'il sera avantageux pour elle de le faire – c'est-à-dire jusqu'à ce que les coûts économiques de ses actes, politiques et pratiques commenceront à approcher ou à dépasser les avantages économiques.

115. Deuxièmement, la nécessité des mesures en cause est également confirmée par les efforts déployés antérieurement par les États-Unis – pendant plus d'une décennie – pour remédier aux actes et politiques commerciaux déloyaux de la Chine par d'autres moyens, sans succès. Le fait qu'aucun de ces efforts ne se soit avéré durablement efficace confirme également la nécessité des mesures en cause dans le présent différend.

116. Troisièmement, c'est uniquement *après* l'adoption des mesures en cause par les États-Unis que la Chine a accepté d'entamer des négociations avec ceux-ci pour répondre aux préoccupations documentées dans le rapport au titre de l'article 301. Bien que la Chine n'ait pas encore répondu à l'ensemble des préoccupations des États-Unis, ces négociations sont raisonnablement considérées comme une étape fondamentale (c'est-à-dire "nécessaire") pour les actions que la Chine pourrait éventuellement prendre afin de répondre sérieusement aux préoccupations des États-Unis.

117. Selon les États-Unis, les arguments ci-dessus sont suffisants pour établir *prima facie* que les mesures en cause sont justifiées au regard de l'article XX a). Les mesures satisfont *également* aux divers critères que l'Organe d'appel et certains groupes spéciaux ont appliqués pour évaluer la "nécessité" d'une mesure aux fins de l'article XX.

A. Les mesures en cause sont "conçues pour" protéger la moralité publique aux fins de l'article XX a)

118. Dans certains différends antérieurs, l'Organe d'appel et des groupes spéciaux ont examiné si une mesure était *conçue* pour protéger la moralité publique avant de procéder à une analyse du point de savoir si la mesure était "nécessaire" à cette fin au sens de l'article XX a). Dans la mesure

où le Groupe spécial choisit d'analyser si les mesures des États-Unis sont "conçues pour" protéger la moralité publique dans le cadre de son analyse de l'article XX a), il constaterait que les mesures en cause dans le présent différend sont clairement "conçues pour" protéger la moralité publique sur la base du raisonnement utilisé dans des rapports antérieurs.

119. Dans l'affaire *Colombie – Textiles*, l'Organe d'appel a décrit l'évaluation du point de savoir si une mesure était conçue pour protéger la moralité publique comme n'étant "pas ... particulièrement contraignante" et, dans son raisonnement, a indiqué qu'une mesure respectait ce seuil pour autant que sa "conception montr[ait] qu'[elle] n'[était] pas inapte" à protéger la moralité publique. En outre, l'Organe d'appel a fait le raisonnement selon lequel une mesure était manifestement "inapte" à protéger la moralité publique s'il n'existait "pas de lien entre la mesure et la protection de la moralité publique".

120. Il n'y a pas de base crédible permettant de conclure que les mesures en cause des États-Unis dans le présent différend sont "inaptes" à protéger la moralité publique étant donné le "lien" clair entre ces mesures et l'objectif des États-Unis de protéger la moralité publique, c'est-à-dire en persuadant la Chine d'abandonner les actes, politiques et pratiques commerciaux déloyaux détaillés dans le rapport au titre de l'article 301.

121. Premièrement, comme il a été indiqué, les États-Unis ont adopté les mesures en cause dans le but explicite d'*éliminer* les actes, politiques et pratiques commerciaux déloyaux documentés dans le rapport au titre de l'article 301.

122. Deuxièmement, comme il a été expliqué, les mesures tarifaires en cause sont structurées de façon à cibler des types particuliers de marchandises qui bénéficient du comportement détaillé dans le rapport au titre de l'article 301.

123. Troisièmement, les mesures tarifaires augmentent le coût économique que la Chine supportera tant qu'elle maintiendra les actes, politiques et pratiques commerciaux déloyaux documentés dans le rapport au titre de l'article 301, et incitent donc la Chine à abandonner ces actes, politiques et pratiques.

124. Pour les raisons expliquées plus haut, il y a un lien clair entre les mesures en cause des États-Unis et l'objectif de protéger la moralité publique, et il n'y a donc aucune base permettant de conclure que les mesures en cause sont "inaptes" à réaliser cet objectif. Par conséquent, les mesures en cause satisfont au critère du seuil qui consiste à être "conçues pour" protéger la moralité publique aux fins de l'article XX a).

B. Les mesures en cause sont "nécessaires" lorsqu'elles sont évaluées au regard du critère "global" que l'Organe d'appel et d'autres groupes spéciaux a utilisé pour évaluer la nécessité d'une mesure aux fins de l'article XX

125. En outre, les mesures en cause sont clairement "nécessaires" lorsqu'elles sont évaluées au regard du critère des facteurs qui a été appliqué dans certains rapports antérieurs pour évaluer la nécessité d'une mesure aux fins de l'article XX du GATT de 1994.

126. Premièrement, les mesures en cause poursuivent l'objectif d'importance vitale consistant à faire respecter les normes des États-Unis contre le vol et la coercition qui sont menacées par les actes, politiques et pratiques commerciaux déloyaux de la Chine. Ces valeurs revêtent la plus grande importance pour la société américaine et le fonctionnement de l'économie des États-Unis.

127. Deuxièmement, les mesures en cause apportent une contribution importante à l'objectif de protéger la moralité publique des États-Unis. Ainsi qu'il a été expliqué, les mesures tarifaires en cause des États-Unis jouent un rôle "nécessaire" pour atteindre l'objectif d'éliminer les actes, politiques et pratiques commerciaux déloyaux de la Chine en augmentant le coût de ces pratiques et en réduisant l'incitation de la Chine à continuer d'adopter ce comportement à l'avenir.

128. Troisièmement, les mesures ne sont pas trop restrictives pour le commerce. Les mesures en cause n'imposent pas une interdiction d'importer de quelconques produits chinois. Les droits de douane sont modérés, et adaptés pour obtenir l'élimination du comportement documenté dans le rapport au titre de l'article 301.

129. Quatrièmement, les États-Unis ont épuisé depuis longtemps les solutions de rechange raisonnablement disponibles pour les mesures en cause. Ainsi qu'il a été indiqué, ils ont adopté les mesures en cause *après* avoir tenté pendant une décennie de remédier au comportement de la Chine par d'autres moyens. Le fait qu'aucun de ces efforts antérieurs ne se soit avéré durablement efficace démontre également la nécessité des mesures en cause.

IV. LA CHINE N'A PAS RÉFUTÉ LA DÉMONSTRATION PRIMA FACIE PAR LES ÉTATS-UNIS DU FAIT QUE LES MESURES EN CAUSE ÉTAIENT JUSTIFIÉES AU REGARD DE L'ARTICLE XX A)

130. La Chine fait valoir que les mesures en cause ne relèvent pas de l'article XX a) parce qu'elles 1) ne ciblent pas des produits portant atteinte à la moralité en eux-mêmes et 2) visent à l'induire à adopter certains changements de politique. Ses arguments ne sont pas étayés par le texte de l'article XX a) ou les rapports qu'elle cite. La Chine ne tente pas d'étayer son affirmation selon laquelle les constatations figurant dans le rapport au titre de l'article 301 sont "sans fondement factuel".

131. Sur le plan juridique, il n'y a pas de fondement à l'affirmation de la Chine selon laquelle une mesure ne peut pas relever de l'article XX a) à moins qu'elle ne s'applique à des produits qui "[ont une teneur ou représentent] un comportement portant atteinte à la moralité". Et, en tout état de cause, les mesures en cause des États-Unis ciblent *effectivement* des produits qui bénéficient du comportement problématique sur le plan de la moralité détaillé dans le rapport au titre de l'article 301.

132. Premièrement, selon ses termes, l'article XX a) fait référence à des mesures qui sont "nécessaires à la protection de la moralité publique", et *non* à des mesures nécessaires à la protection de la moralité publique contre des produits portant atteinte à la moralité. Rien dans le texte de l'article XX a) n'indique qu'une mesure justifiée au regard de cette disposition "doit" s'appliquer à un quelconque produit particulier, et encore moins à des produits qui portent intrinsèquement atteinte à la moralité eux-mêmes.

133. En outre, l'argument des États-Unis selon lequel les mesures sont "nécessaires" n'est pas subordonné à l'application de ces mesures à une quelconque catégorie particulière de produits portant atteinte à la moralité. En fait, les mesures sont nécessaires parce qu'il est raisonnable de conclure que la Chine continuera de mener ses actes, politiques et pratiques commerciaux déloyaux tant qu'il sera avantageux pour elle de le faire.

134. Deuxièmement, sur le plan factuel, les mesures en cause s'appliquent – en fait – à des produits qui représentent un comportement portant atteinte à la moralité. Comme les États-Unis l'ont expliqué, les produits chinois assujettis à des droits additionnels en vertu de la mesure qui a pris effet le 6 juillet 2018 (c'est-à-dire la mesure 1) bénéficient des politiques commerciales documentées dans le rapport au titre de l'article 301, y compris le programme "Made in China 2025".

135. L'argument de la Chine selon lequel l'article XX a) ne peut pas justifier les mesures qui visent à encourager des changements dans les politiques d'un autre Membre n'est pas fondé.

136. Premièrement, rien dans le texte de l'article XX a) n'étaye le point de vue selon lequel cet article exclut les mesures visant à induire des changements de politique dans d'autres Membres de l'OMC. L'article XX a) dispose que "rien dans le GATT de 1994 ne sera interprété comme empêchant l'application de *toute* mesure nécessaire à la protection de la moralité publique". Par conséquent, du moment qu'un Membre peut établir qu'une mesure visant à influencer sur les politiques ou pratiques d'un autre Membre est "nécessaire à la protection de la moralité publique", cette mesure peut être justifiée au regard de l'article XX a).

137. Deuxièmement, l'argument avancé par la Chine a été examiné et rejeté dans des rapports antérieurs. Comme il a été observé dans le rapport *États-Unis – Crevettes (OA)*, les mesures visant à favoriser des changements de politique dans un autre Membre de l'OMC *peuvent* être justifiées au regard des alinéas de l'article XX. Par conséquent, l'affirmation de la Chine selon laquelle les mesures en cause sont catégoriquement injustifiées au regard de l'article XX a) parce qu'elles visent à "influencer la Chine" à prendre "des décisions de politique spécifiques" n'est pas conforme à l'interprétation de l'article XX qui figure dans des rapports antérieurs.

138. Troisièmement, la tentative de la Chine d'établir une analogie entre les mesures en cause dans l'affaire *États-Unis – Crevettes* et celles qui sont en cause dans le présent différend doit être jugée sans fondement. Dans l'affaire *États-Unis – Crevettes*, l'Organe d'appel a constaté que les mesures en cause constituaient une "discrimination arbitraire" et "injustifiable" au sens du texte introductif de l'article XX parce qu'elles obligeaient les autres Membres de l'OMC à adopter un régime réglementaire "spécifique" et "global" prescrit par les États-Unis, *sans* autoriser aucun programme réglementaire "comparable" qui réaliserait également les objectifs légitimes des États-Unis en matière de conservation des ressources.

139. Au contraire, les mesures en cause dans le présent différend ne visent pas à encourager la Chine à adopter un régime réglementaire particulier, et encore moins un régime ou un modèle réglementaire prescrit par les États-Unis. En fait, les États-Unis ont adopté les mesures en cause pour obtenir l'élimination de politiques et pratiques spécifiques les affectant, comme cela est documenté dans le rapport au titre de l'article 301, y compris le transfert de technologie forcé et les vols dans le cyberspace de technologies des États-Unis. Rien dans les mesures en cause des États-Unis (contrairement à celles qui étaient en cause dans l'affaire *États-Unis – Crevettes*) ne prescrit un quelconque régime réglementaire particulier que la Chine doit mettre en œuvre pour répondre aux préoccupations des États-Unis.

140. L'affirmation de la Chine selon laquelle les constatations du rapport au titre de l'article 301 sont "sans fondement factuel" est visiblement ridicule. Ainsi qu'il a été expliqué, les États-Unis ont publié le rapport au titre de l'article 301 à la suite d'une enquête approfondie de huit mois, qui a abouti à la production du document de 200 pages détaillant de manière exhaustive les actes, politiques et pratiques commerciaux déloyaux de la Chine. Les éléments de preuve recueillis au cours de l'enquête comprennent des articles de presse et de journaux, plus de 70 communications écrites, et des témoignages de représentants d'entreprises des États-Unis, de travailleurs, d'associations commerciales et professionnelles, de groupes de réflexion, ainsi que de cabinets juridiques et de représentants d'associations commerciales et professionnelles ayant leur siège en Chine. Le fait que la Chine peut contester une partie ou la totalité des constatations du rapport n'est pas remarquable. Mais l'affirmation selon laquelle ses constatations sont "sans fondement factuel" est manifestement absurde.

V. CONCLUSION

141. Les États-Unis demandent à nouveau que le Groupe spécial rejette la demande de la Chine visant à ce que des constatations soient formulées en ce qui concerne les mesures tarifaires dont il est allégué qu'elles sont incompatibles avec les règles de l'OMC. Ils demandent plutôt que le Groupe spécial remette un rapport contenant "un expos[é] succinct[]" des faits pertinents du différend et "fai[sant] savoir qu'une solution a été trouvée" par les parties, comme le prescrit l'article 12:7 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends. Et, si le Groupe spécial devait examiner les affirmations de la Chine, il devrait constater que les mesures des États-Unis sont justifiées au regard de l'article XX a) du GATT de 1994.

RÉSUMÉ ANALYTIQUE DE LA DÉCLARATION LIMINAIRE DES ÉTATS-UNIS À LA DEUXIÈME RÉUNION DE FOND DU GROUPE SPÉCIAL

I. INTRODUCTION

142. Le présent différend doit surtout être considéré comme une attaque de la Chine contre la légitimité et la pertinence de l'OMC même dans l'ordre commercial du monde réel. Heureusement, le texte de l'Accord sur l'OMC contient deux voies possibles qui permettent au Groupe spécial d'éviter ce préjudice à l'OMC. Si le Groupe spécial devait adopter l'une ou l'autre de ces approches, le système de l'OMC serait sauvegardé, et les parties resteraient engagées dans des actions compensatoires qui contribuent sans aucun doute à un dialogue plus approfondi et plus intensif sur les conditions et les actions nécessaires à la mise en place de conditions commerciales équitables.

143. La non-pertinence du présent différend pour le monde réel de l'économie et du commerce est également confirmée par les faits nouveaux survenus au cours des dernières semaines. Le 15 janvier 2020, les États-Unis et la Chine ont signé un accord économique et commercial de première phase historique et exécutoire. Couvrant tous les engagements, l'accord établit un système de règlement des différends fort qui garantit une mise en œuvre et une exécution effective et dans

les moindres délais. Dans le cadre de la conclusion de cet accord, les États-Unis ont accepté de modifier substantiellement leurs actions tarifaires au titre de l'article 301. Ces réductions tarifaires ont pris effet le 14 février, ce qui, comme il a été indiqué, était la date d'entrée en vigueur de l'accord.

144. Cet accord de première phase, ainsi que les négociations à venir sur un accord de deuxième phase, représentent l'état réel de la relation économique et commerciale entre les États-Unis et la Chine, y compris le rôle que les droits additionnels imposés par les deux parties jouent dans cette relation. Et, que dit l'Accord de première phase au sujet du présent différend, ou des droits additionnels des États-Unis que la Chine conteste dans ce différend? Rien. Et pourquoi cela? Parce que, comme les États-Unis l'ont expliqué tout au long du présent différend, les deux parties ont décidé de traiter les droits additionnels imposés par l'autre partie sur une base bilatérale, en les ajustant en fonction de l'état des négociations bilatérales.

145. De plus, si, comme la Chine le demande, le Groupe spécial devait rejeter le moyen de défense valable des États-Unis au titre de l'article XX a), le résultat ne se limiterait pas à faire apparaître l'OMC comme privée de pertinence. Ces constatations feraient apparaître l'OMC comme contre-productive et même nuisible à la promotion d'un système commercial mondial équitable et durable. Il n'est pas contesté pour l'essentiel que la Chine a adopté les pratiques déloyales et préjudiciables identifiées dans le rapport des États-Unis au titre de l'article 301, ni que ces pratiques causaient des dommages non seulement aux États-Unis, mais à tous les Membres qui s'appuyaient sur la technologie pour leur compétitivité. Il n'est pas non plus contesté qu'on ne peut pas remédier à ces pratiques par des contestations dans le cadre des règles existantes de l'OMC. Et, ce n'est pas une réponse que de dire que l'OMC a également une fonction de négociation, et que de nouvelles règles pourraient être élaborées. Cette réponse est indéfendable – chercher à obtenir de nouvelles règles ne fait rien pour remédier aux préjudices ressentis aujourd'hui, et de nouvelles règles doivent être adoptées par consensus.

146. En plus de confirmer que les parties ont trouvé leur propre solution bilatérale concernant les droits additionnels de chaque partie, l'Accord de première phase confirme également la validité de l'invocation de l'article XX a) par les États-Unis.

147. Premièrement, cet accord confirme la relation entre les mesures tarifaires des États-Unis et les questions de transfert de technologie traitées par ces mesures. L'Accord de première phase répond à certaines des préoccupations des États-Unis en matière de transfert de technologie, et les États-Unis espèrent qu'un accord de deuxième phase répondra au reste de leurs préoccupations.

148. Deuxièmement, l'Accord confirme la nécessité des mesures tarifaires des États-Unis pour remédier aux questions de transfert de technologie déloyal identifiées dans le rapport au titre de l'article 301. Les mesures tarifaires ont conduit aux négociations, et on ne peut pas raisonnablement mettre en doute le fait que ces mesures tarifaires étaient le seul outil disponible qui pouvait permettre aux parties de parvenir à ce résultat positif.

149. Troisièmement, l'Accord de première phase confirme que l'interdiction du transfert de technologie forcé est une norme fondamentale. La première phrase du chapitre sur le transfert de technologie indique que "[l]es parties affirment combien il est important de veiller à ce que le transfert de technologie s'effectue sur une base volontaire et aux conditions du marché, et reconnaissent que le transfert de technologie forcé est une question très préoccupante".

150. Il n'y a aucun fondement juridique permettant au Groupe spécial de formuler les constatations ou recommandations demandées par la Chine car les parties sont parvenues à un "règlement" au sens de l'article 12:7 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends. Et, même si le Groupe spécial devait examiner les mesures en cause, il devrait conclure qu'elles sont "nécessaires à la protection de la moralité publique" et donc juridiquement justifiées au regard de l'article XX a) du GATT de 1994.

151. Premièrement, le fait qu'un "règlement" est intervenu est confirmé par des données de fait objectives versées au dossier. La Chine n'a fourni aucun élément de preuve pour réfuter ces données de fait. Au lieu de cela, elle continue d'affirmer que le Groupe spécial n'est pas autorisé à examiner les éléments de preuve objectifs indiquant qu'un règlement est intervenu. Bien entendu, cette position n'est étayée par aucune disposition du Mémoire d'accord sur le règlement des

différends et est contredite d'une manière affirmative par l'article 11 du Mémoire d'accord. De même, aucune disposition du Mémoire d'accord sur le règlement des différends n'étaye l'affirmation répétée de la Chine selon laquelle il ne peut pas y avoir de "règlement" au sens de l'article 12:7 jusqu'à ce que – et à moins que – les parties notifient une "solution convenue d'un commun accord" à l'Organe de règlement des différends.

152. Deuxièmement, la Chine ne fait aucun effort sérieux pour réfuter l'argument des États-Unis selon lequel les mesures en cause sont "nécessaires" au sens de l'article XX a). Au lieu de cela, elle continue de faire valoir que ces mesures ne peuvent pas être justifiées au regard de l'article XX a) parce qu'elles s'appliquent à des produits qui ne portent pas eux-mêmes atteinte à la morale. Ce point de vue n'est pas étayé par le texte de l'article XX a) ou les rapports antérieurs cités par la Chine. Le nouvel argument de la Chine selon lequel les "préoccupations économiques" sont catégoriquement exclues du champ d'application de l'article XX a) est sans fondement juridique et, comme nous l'expliquerons, contraire au bon sens.

II. LA CHINE N'A PAS RÉFUTÉ LE FAIT QUE LES PARTIES SONT ARRIVÉES À UN "RÈGLEMENT" AU SENS DE L'ARTICLE 12:7 DU MÉMOIRE D'ACCORD SUR LE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

153. Les parties ont réglé la question au sens de l'article 12:7 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends. Par conséquent, comme l'exige cet article, le Groupe spécial devrait rejeter la demande de la Chine visant à ce que des constatations juridiques soient formulées sur les mesures en cause et se borner dans son rapport à exposer succinctement les faits et à noter qu'un règlement est intervenu.

154. L'accord des parties pour régler cette question en dehors du système de l'OMC est confirmé par des données de fait objectives versées au dossier, y compris:

- 1) la décision de la Chine d'imposer unilatéralement des mesures incompatibles avec les règles de l'OMC sur des marchandises des États-Unis dans le but explicite de prendre des mesures de rétorsion à l'encontre des mesures pour lesquelles elle demande maintenant des constatations juridiques, et sans obtenir d'abord l'autorisation de l'ORD conformément au Mémoire d'accord sur le règlement des différends;
- 2) la décision des États-Unis de s'abstenir néanmoins de contester les actions de rétorsion de la Chine à l'OMC;
- 3) la décision des deux parties d'engager des négociations de haut niveau dans le but de répondre aux préoccupations des États-Unis concernant le comportement chinois documenté dans le rapport au titre de l'article 301, ainsi qu'à celles de la Chine en ce qui concerne la réponse des États-Unis (c'est-à-dire les mesures en cause des États-Unis).
- 4) l'Accord économique et commercial de première phase, qui prévoit explicitement que chaque partie peut appliquer des droits additionnels afin de faire respecter l'Accord, et que l'autre partie ne peut pas contester ces droits à l'OMC.

155. En d'autres termes, les actions des deux parties montrent que – en toute objectivité – les parties sont convenues de régler la question en cause en dehors du système de l'OMC. Dans ces circonstances, l'article 12:7 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends prescrit que "le groupe spécial se bornera dans son rapport à exposer succinctement l'affaire et à faire savoir qu'une solution a été trouvée".

156. La Chine continue de faire valoir que le Groupe spécial doit prendre pour argent comptant son affirmation selon laquelle les parties ne sont pas arrivées à un règlement au sens de l'article 12:7 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends. Toutefois, l'article 11 du Mémoire d'accord dispose qu'"un groupe spécial devrait procéder à une évaluation objective de la question dont il est saisi, y compris une évaluation objective des faits de la cause, de l'applicabilité des dispositions des accords visés pertinents et de la conformité des faits avec ces dispositions". Par conséquent, le Groupe spécial dans le présent différend devrait évaluer objectivement si les données de fait versées au dossier permettent de constater que les parties ont réglé la question au sens de l'article 12:7 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends. Il est certain que rien dans le texte de l'article 11 n'étaye le point de vue selon lequel le Groupe spécial n'est pas "autorisé" à procéder à cette évaluation objective, comme la Chine le fait valoir.

157. L'article 11 dispose explicitement qu'"un groupe spécial devrait procéder à une évaluation objective de la question dont il est saisi, y compris une évaluation objective des faits de la cause, de l'applicabilité des dispositions des accords visés pertinents et de la conformité des faits avec ces dispositions". Par conséquent, on ne peut pas sérieusement contester que le Groupe spécial dans le présent différend a le pouvoir d'évaluer si l'article 12:7 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends s'applique à la question dont il est saisi.

158. Rien dans le Mémorandum d'accord sur le règlement des différends n'étaye le point de vue selon lequel les groupes spéciaux ne peuvent pas évaluer objectivement s'il existe un règlement au sens de l'article 12:7 du Mémorandum d'accord. En fait, les groupes spéciaux ont plutôt l'obligation positive de procéder à cette évaluation objective, et certainement dans les cas où l'une ou l'autre partie ou les deux parties font valoir qu'un règlement est effectivement intervenu. Deuxièmement, d'un point de vue pratique, la question de savoir si les parties sont parvenues à un "règlement" est un aspect fondamental de la "question" dont un groupe spécial est saisi.

159. Le texte du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends n'étaye pas l'affirmation de la Chine selon laquelle l'article 3:7 du Mémorandum d'accord est le "seul moyen par lequel un groupe spécial peut déterminer" si les parties sont arrivées à un règlement au sens de l'article 12:7 du Mémorandum d'accord. L'article 12:7 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends (dernière phrase) entre en application "[d]ans les cas où un règlement sera intervenu entre les parties au différend". Rien dans le texte de l'article 12:7 du Mémorandum d'accord ne prescrit que cette notification est une condition préalable à l'application de cet article. Le texte du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends n'étaye tout simplement pas l'affirmation de la Chine selon laquelle l'absence de notification au titre de l'article 3:7 empêcherait d'une quelconque manière de constater que les parties sont en fait parvenues à un "règlement" au sens de l'article 12:7 lorsque des données de fait objectives versées au dossier étayaient cette constatation.

III. LA CHINE N'A TOUJOURS PAS RÉFUTÉ LES ÉLÉMENTS FOURNIS PAR LES ÉTATS-UNIS SELON LESQUELS LES MESURES EN CAUSE ÉTAIENT JUSTIFIÉES AU REGARD DE L'ARTICLE XX A) DU GATT DE 1994

160. L'affirmation de la Chine selon laquelle il existe une distinction claire et imperméable entre les préoccupations "économiques", d'une part, et les préoccupations "morales", d'autre part, n'est pas étayée par le texte de l'article XX. Et, franchement, ce point de vue n'est pas non plus conforme au simple bon sens.

161. Premièrement, rien dans le texte même de l'article XX a) ne permet de penser que la "moralité publique" ne peut (ou ne doit) pas avoir trait à des questions présentant un intérêt économique. La tentative de la Chine de placer les préoccupations "économiques" en dehors du champ d'application de l'article XX a) devrait être rejetée au motif qu'elle est sans fondement juridique.

162. Deuxièmement, le contexte fourni par d'autres paragraphes de l'article XX réfute d'une manière affirmative le point de vue selon lequel l'expression "moralité publique" pourrait être interprétée comme excluant toutes préoccupations de nature "économique". Spécifiquement, contrairement à certains autres paragraphes de l'article XX, l'article XX a) n'inclut pas de condition qui pourrait être interprétée comme réduisant la portée du texte de base du dispositif. Le fait que l'article XX a) n'est pas accompagné par un libellé limitatif ou conditionnel analogue étaye également le point de vue selon lequel la "moralité publique" ne peut être interprétée comme excluant *a priori* les "préoccupations économiques" d'une manière définitive.

163. Troisièmement, d'autres paragraphes de l'article XX réfutent l'affirmation de la Chine selon laquelle il ne peut pas y avoir de chevauchement entre les préoccupations "économiques" et les préoccupations "morales". Par exemple, l'article XX d) couvre les mesures "nécessaires pour assurer le respect des lois et règlements", "qui ont trait[, entre autres choses,] aux mesures propres à empêcher les pratiques de nature à induire en erreur". Personne ne pourrait raisonnablement contester que la prévention des pratiques de nature à induire en erreur est motivée à la fois par des préoccupations morales et économiques. Un autre exemple est l'article XX e), qui couvre les mesures "se rapportant aux articles fabriqués dans les prisons". Les Membres peuvent adopter de telles mesures pour des raisons de moralité ou pour protéger les acteurs économiques d'une concurrence déloyale avec des biens produits à faible coût ou sans coût de main-d'œuvre. Ainsi, il n'existe tout simplement pas de distinction claire à l'article XX entre les préoccupations "morales" et les préoccupations "économiques".

164. Quatrièmement, l'idée que les préoccupations "économiques" et "morales" sont forcément distinctes va à l'encontre du simple bon sens. Comme les États-Unis l'ont fait valoir, certains types de comportement apparaîtraient comme immoraux précisément à cause des préjudices économiques qui en résultent. Par exemple, lorsqu'une personne vole de l'argent à une banque, nous serions tous d'accord pour dire que la banque et ses clients subissent un préjudice de nature "économique". Nous serions également d'accord pour dire que l'acte qui a causé ce préjudice économique – à savoir l'acte de vol – est immoral, car il est contraire aux normes du mal. En ce sens, les États-Unis affirment que la plupart des gens trouveraient plutôt curieux – voire absurde – de dire que l'acte de voler de l'argent à une banque n'implique pas de préoccupations "morales" parce qu'il impose des préjudices de nature économique.

165. Pour les raisons qui précèdent, les arguments de la Chine selon lesquels "l'expression "moralité publique" figurant à l'article XX a) doit être interprétée comme excluant les préoccupations économiques" n'ont pas de fondement juridique ou pratique.

166. La Chine continue de faire valoir qu'une mesure ne peut pas être justifiée au regard de l'article XX a) à moins qu'elle ne s'applique à des produits qui "ont une teneur ou représentent un comportement portant atteinte à la moralité". Comme les États-Unis l'ont expliqué, cependant, les affirmations de la Chine sur ce point ne sont pas étayées par le texte de l'article XX a).

167. Selon ses termes, l'article XX a) fait référence à des mesures qui sont "nécessaires à la protection de la moralité publique", et non à des mesures nécessaires à la protection de la moralité publique contre des produits portant atteinte à la moralité. Rien dans le texte de l'article XX a) n'indique qu'une mesure justifiée au regard de cette disposition "doit" s'appliquer à un quelconque produit particulier, et encore moins à des produits qui portent intrinsèquement atteinte à la moralité. Il se peut certainement que le produit faisant l'objet d'une mesure soit aussi un produit qui porte atteinte à la moralité publique. Mais le texte de l'article XX a) n'exige pas une telle relation. Une mesure peut donc être nécessaire à la protection de la moralité publique sans être appliquée uniquement à des produits qui portent intrinsèquement atteinte à la moralité publique.

168. Dans sa deuxième communication écrite, la Chine avance plusieurs nouveaux arguments pour étayer son point de vue selon lequel la portée de l'article XX a) est limitée aux mesures qui s'appliquent aux produits portant atteinte à la moralité publique en eux-mêmes. Aucun des nouveaux arguments de la Chine n'est étayé par l'article XX a) ou des rapports antérieurs.

169. Il n'y a pas de fondement à l'argument selon lequel l'inclusion du mot "protection" à l'article XX a) signifie que les mesures justifiées au regard de cette disposition peuvent uniquement cibler les produits qui portent eux-mêmes atteinte à la moralité. L'article XX a) fait référence aux mesures "nécessaires à la protection de la moralité publique" – point final – et non aux mesures nécessaires à la protection de la moralité publique contre des *produits* portant atteinte à la moralité. Et, le fait que l'article XX a) ne spécifie aucune menace (ou source d'atteinte) particulière pour la "moralité publique" permet de penser que les rédacteurs ont reconnu que les menaces pour la "moralité publique" pouvaient émaner de diverses sources ou circonstances, et pas seulement de produits portant atteinte à la moralité en eux-mêmes. Par conséquent, l'argument selon lequel le terme "protection" implique une protection contre des produits portant atteinte à la moralité devrait être rejeté au motif qu'il est contraire au texte clair de l'article XX a) et donc dénué de fondement.

170. Contrairement à ce que la Chine laisse entendre, rien dans la nature limitée et conditionnelle de l'article XX a) n'étaye la conclusion juridique selon laquelle les mesures justifiées au regard de cet article doivent cibler des produits qui portent intrinsèquement atteinte à la moralité. En effet, outre les critères énoncés dans le texte introductif et les paragraphes identifiés par des lettres de l'article XX, il n'y a pas d'autres limites ou conditions qui régissent les exceptions générales de cet article. La seule limite ou condition transversale qui se rapporte aux exceptions de l'article XX est la "prescription" selon laquelle une mesure ne soit "pas appliquée[] de façon à constituer soit un moyen de discrimination arbitraire ou injustifiable ... soit une restriction déguisée au commerce international". Par conséquent, si une mesure satisfait aux critères spécifiés dans l'un des paragraphes a) à j) de l'article XX, ainsi qu'à la prescription énoncée dans le texte introductif de l'article XX, la mesure respecte nécessairement les conditions ou limitations pertinentes qui régissent l'invocation des exceptions générales de l'article XX.

171. L'argument de la Chine selon lequel l'interprétation de l'article XX a) à la lumière de l'objet et du but du GATT de 1994 étaye le point de vue selon lequel les mesures justifiées au regard de l'article XX a) doivent cibler des produits portant atteinte à la moralité repose sur une compréhension fondamentalement erronée des règles coutumières d'interprétation des traités. Ces règles empêchent un groupe spécial d'adopter une interprétation qui n'est pas étayée par une simple lecture du texte d'un accord. Et, en aucun cas, il ne serait correct d'adopter une interprétation contraire au texte clair d'un accord en se fondant sur le point de vue subjectif que cela ferait avancer "l'objet et le but" de l'accord. Mais c'est précisément ce que la Chine demande au Groupe spécial de faire – c'est-à-dire d'adopter une limitation non textuelle concernant l'article XX a) simplement parce qu'elle estime que cela ferait avancer d'une manière ou d'une autre l'objet et le but du GATT de 1994. En conséquence, l'argument de la Chine doit être rejeté.

172. En outre, la Chine n'a pas expliqué, et ne peut pas expliquer, pourquoi la limitation qu'elle propose serait conforme à "l'objet et au but" du traité.

173. Elle affirme que "tous" les rapports antérieurs des groupes spéciaux et de l'Organe d'appel qui ont examiné l'article XX a) ont porté sur des mesures qui ciblaient des produits considérés comme portant atteinte à la moralité. Cela n'est pas correct et ne serait pas pertinent de toute façon. Premièrement, contrairement à la qualification faite par la Chine, dans l'affaire *Colombie – Textiles* la Colombie n'a pas cherché à justifier sa mesure relative au "droit composite" au regard de l'article XX a) en faisant valoir que les produits textiles, les vêtements et les chaussures en cause étaient eux-mêmes des produits problématiques sur le plan de la moralité ou portant atteinte à la moralité. Et, dans l'affaire *Brésil – Taxation*, le Brésil n'a pas fait valoir que le matériel pour la télévision numérique ou les autres produits en cause portaient intrinsèquement atteinte à la moralité. Deuxièmement, même s'il se trouvait que des différends antérieurs concernant l'article XX a) avaient porté sur des mesures ciblant des produits portant atteinte à la moralité en eux-mêmes, cela ne corroborerait pas l'idée que l'article XX a) avait une portée aussi limitée.

174. La Chine fait valoir que les États-Unis ont tenu compte de certaines "préoccupations économiques" au cours de l'adoption et de la mise en œuvre des mesures en cause, et que cela compromet en quelque sorte l'objectif de "moralité publique" des mesures. Cet argument n'est pas fondé.

175. Premièrement, comme les États-Unis l'ont expliqué, l'argument selon lequel les préoccupations "morales" et "économiques" s'excluent mutuellement n'est pas étayé par le texte de l'article XX a) et n'est pas conforme au simple bon sens.

176. Deuxièmement, tout au long du processus ouvert et transparent de sélection des produits de la Chine à assujettir à des droits additionnels, les États-Unis ont indiqué clairement qu'ils chercheraient à éviter un préjudice économique disproportionné pour leurs intérêts, tout en maintenant des mesures fortes de façon à ne pas compromettre l'objectif consistant à obtenir l'élimination du comportement documenté dans le rapport au titre de l'article 301. Le fait que les États-Unis prennent des mesures pour atténuer les préjudices économiques associés à l'adoption des mesures en cause n'est pas du tout incompatible avec la poursuite d'un objectif de "moralité publique".

177. La Chine fait valoir qu'une constatation selon laquelle les mesures en cause sont justifiées au regard de l'article XX a) "établirait un dangereux précédent" et signifierait que les Membres peuvent adopter des mesures conformes au GATT "chaque fois" qu'ils considèrent que les politiques d'un autre Membre sont "immorales" ou "déloyales". Cela n'est rien d'autre qu'un argument de la "pente glissante" – qui est généralement l'un des types d'arguments les plus faibles. Et il est particulièrement faible ici, étant donné les faits et les circonstances uniques.

178. Premièrement, une invocation de l'article XX a) qui est aussi manifestement spécieuse et commode que la Chine le suggère n'est pas susceptible de satisfaire aux prescriptions du texte introductif de l'article XX, qui dispose qu'une mesure ne peut pas être "appliquée[]" de façon à constituer soit un moyen de discrimination arbitraire ou injustifiable entre les pays où les mêmes conditions existent, soit une restriction déguisée au commerce international". Par conséquent, le libellé du texte introductif constitue un rempart qui empêche le type de dangereux précédents auxquels la Chine fait allusion.

179. Deuxièmement, une constatation selon laquelle les mesures en cause sont justifiées au regard de l'article XX a) ne peut pas, sur le plan pratique ou juridique, établir le dangereux précédent contre lequel la Chine met en garde, car cette constatation serait clairement fondée sur les faits uniques du présent différend.

180. À cet égard, les États-Unis tiennent une fois de plus à rappeler au Groupe spécial le contexte historique dans lequel ils ont adopté les mesures en cause dans le présent différend. Ainsi qu'il a été indiqué, ils ont adopté les mesures en cause après avoir tenté, pendant près d'une décennie, de remédier aux actes et politiques commerciaux déloyaux de la Chine par d'autres moyens, y compris le dialogue, les admonestations, des forums multilatéraux, des mécanismes bilatéraux et des poursuites pénales contre des personnes et des entités affiliées au gouvernement chinois. Par conséquent, la notion selon laquelle une constatation en faveur des États-Unis ouvrirait la possibilité que les Membres invoquent avec succès l'article XX a) "quand" ils le souhaitent pour justifier "n'importe quelle" mesure incompatible avec le GATT qu'ils souhaitent, est totalement infondée.

RÉSUMÉ ANALYTIQUE DES RÉPONSES DES ÉTATS-UNIS AUX QUESTIONS DU GROUPE SPÉCIAL

21. *Veuillez expliquer la relation entre le rapport au titre de l'article 301 et les droits additionnels imposés sur les produits de la liste 1 et les produits de la liste 2.*

Réponse:

181. Il y a une relation directe et claire entre les "produits de la liste 1" et les politiques et pratiques déloyales en matière de transfert de technologie décrites dans le rapport au titre de l'article 301. En particulier, les produits chinois assujettis à des droits additionnels en vertu de la mesure qui a pris effet le 6 juillet 2018 (c'est-à-dire la liste 1) bénéficiaient, selon les constatations, des politiques et pratiques commerciales déloyales documentées dans le rapport au titre de l'article 301. Cela est clairement démontré par les éléments de preuve versés au dossier dans le présent différend, y compris les instruments juridiques des États-Unis (c'est-à-dire, les avis publiés au Federal Register) par le biais desquels les États-Unis ont mis en œuvre les mesures en cause et le rapport au titre de l'article 301 lui-même.

182. Le rapport au titre de l'article 301 a constaté que la Chine avait adopté les actes, politiques et pratiques commerciaux déloyaux susmentionnés pour faire avancer ses objectifs de politique industrielle, en particulier les buts et objectifs figurant dans le programme *Made in China 2025*, "le plan décennal de la Chine ciblant 10 industries manufacturières stratégiques dans le domaine de la technologie avancée à des fins de promotion et de développement.

183. Par conséquent, les instruments juridiques en vertu desquels les États-Unis ont adopté et mis en œuvre les mesures en cause accordent une grande importance au programme *Made in China 2025* et aux industries chinoises qui bénéficient de cette initiative. Par exemple, dans l'avis publié au Federal Register du 6 avril 2018 (pièce CHN – 10), qui résumait les constatations du rapport au titre de l'article 301 et proposait certaines actions en réponse, l'USTR a déclaré ce qui suit en ce qui concerne les produits devant être ciblés par les mesures en cause:

La liste des produits [c'est-à-dire, la liste 1] visés par l'action proposée a été élaborée selon la méthodologie suivante: des analystes commerciaux de plusieurs organismes gouvernementaux des États-Unis ont identifié les produits qui bénéficiaient des politiques industrielles chinoises, y compris le programme *Made in China 2025*. La liste a été précisée en supprimant des produits spécifiques identifiés par les analystes comme susceptibles de causer des perturbations à l'économie des États-Unis, ainsi que des lignes tarifaires soumises à des contraintes juridiques ou administratives. Les produits restants ont été classés en fonction de l'incidence probable sur les consommateurs des États-Unis, en se fondant sur les données commerciales disponibles concernant d'autres pays d'origine pour chaque produit. La liste proposée a ensuite été compilée en choisissant les produits de la liste classée ayant l'incidence la plus faible sur les consommateurs.

184. Les États-Unis ont adopté les mesures en cause concernant les produits de la "liste 1" à la suite d'une période pour la présentation d'avis et d'observations sur l'action tarifaire proposée dans l'avis du 6 avril. Ainsi qu'il est indiqué dans l'avis du 20 juin 2018 (pièce CHN – 2) en vertu duquel les mesures de la "liste 1" ont été mises en œuvre:

L'USTR et le Comité chargé de l'article 301 ont examiné attentivement les observations du public et les témoignages recueillis à l'audition publique de trois jours. De plus, et conformément à la directive présidentielle, l'USTR et le Comité interorganismes chargé de l'article 301 ont examiné attentivement dans quelle mesure les sous-positions tarifaires figurant dans l'avis du 6 avril 2018 comprenaient des produits contenant des technologies importantes sur le plan industriel, y compris des technologies et des produits liés au programme "Made in China 2025". Sur la base de ce processus d'examen, le Représentant pour les questions commerciales internationales a décidé de réduire la liste proposée dans l'avis du 6 avril 2018 à 818 sous-positions tarifaires, pour une valeur commerciale annuelle d'environ 34 milliards de dollars.

185. En bref, les éléments de preuve versés au dossier démontrent que 1) la Chine a adopté les actes, politiques et pratiques commerciaux déloyaux documentés dans le rapport au titre de l'article 301 pour soutenir les objectifs de politique industrielle figurant dans le programme *Made in China 2025*; 2) les produits de la "liste 1" bénéficiaient de l'initiative *Made in China 2025*; et 3) les États-Unis ont adopté les mesures de la "liste 1" parce qu'il a été constaté que les produits ainsi énumérés dans la "liste 1" bénéficiaient du programme *Made in China 2025*.

RÉSUMÉ ANALYTIQUE DES OBSERVATIONS DES ÉTATS UNIS SUR LES RÉPONSES DE LA CHINE À LA DEUXIÈME SÉRIE DE QUESTIONS DU GROUPE SPÉCIAL

À la Chine

18. Selon vous, quelle est la valeur/pertinence juridique de l'Accord économique et commercial entre les États-Unis et la Chine (Accord économique et commercial de première phase) pour le présent différend?

Observation des États-Unis sur la réponse de la Chine à la question n° 18 du Groupe spécial:

186. Dans sa réponse, la Chine ne réfute pas du tout le fait que l'Accord de première phase confirme que les parties ont réglé, au sens de l'article 12:7 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends, toutes questions relevant de l'OMC concernant les droits additionnels; et que les mesures en cause des États-Unis sont justifiées au regard de l'article XX a) du GATT de 1994.

187. En résumé, le comportement effectif des parties démontre en toute objectivité qu'elles ont trouvé leurs propres mécanismes pour remédier aux droits additionnels de chaque partie, en dehors de tout cadre de l'OMC. Cela est explicitement renforcé dans l'Accord de la première phase où, dans des cas prescrits, chaque partie peut imposer des droits additionnels sur les marchandises de l'autre partie. Dans ces circonstances, d'éventuelles constatations de l'OMC ne contribueraient en rien à promouvoir les objectifs fondamentaux du Mémoire d'accord sur le règlement des différends, tels que le fait de "régler [la question] de manière satisfaisante" ou celui d'arriver à une "solution positive [du] différend".

188. La Chine ne répond pas à ces réalités fondamentales. Au lieu de cela, elle présente la déclaration sommaire suivante:

L'Accord de première phase conclu par le biais de négociations bilatérales n'est pas juridiquement pertinent pour le règlement par le Groupe spécial du présent différend, qui concerne la question fondamentale de savoir si l'imposition unilatérale de droits discriminatoires sur les importations en provenance de Chine par les États-Unis est une violation des obligations des États-Unis dans le cadre de l'OMC.

189. Cette déclaration n'étaye en rien la position de la Chine. Elle fait l'amalgame entre deux questions distinctes: le différend concret entre les parties et une question juridique concernant l'application de l'Accord sur l'OMC à certaines mesures. Ce que l'article 12:7 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends prévoit c'est que lorsque les parties ont réglé leur différend concret, alors le Groupe spécial ne *doit pas* remettre un rapport contenant des constatations juridiques sur les questions juridiques que l'ORD lui a renvoyées. En signalant que le mandat du Groupe spécial comprend une question juridique, la Chine ne réfute en rien le fait que les parties, en toute objectivité, ont réglé en dehors du système de l'OMC toutes questions relevant de l'OMC concernant leurs droits additionnels respectifs.

190. L'argument de la Chine en l'espèce est simplement que les parties ne sont pas parvenues à un accord sur le fond des allégations juridiques de la Chine. Ainsi qu'il a été expliqué, cependant, une solution mutuellement convenue n'exige pas d'accord sur le fond des allégations juridiques. Par conséquent, la Chine n'a pas réfuté l'importance de l'Accord de première phase pour confirmer l'existence d'un accord entre les parties concernant leurs droits additionnels respectifs. Elle n'a pas non plus réfuté le fait que l'Accord de première phase confirmait que les mesures en cause des États-Unis étaient justifiées au regard de l'article XX a) du GATT de 1994. Lors de la deuxième réunion de fond, les États-Unis ont expliqué que la conclusion de l'Accord de première phase validait également leur invocation de l'article XX a) pour les raisons suivantes:

191. Premièrement, l'Accord confirme la relation entre les mesures tarifaires des États-Unis et les questions de transfert de technologie traitées par ces mesures. Il répond à certaines des préoccupations des États-Unis en matière de transfert de technologie, et les États-Unis espèrent qu'un accord de deuxième phase répondra au reste de leurs préoccupations. Deuxièmement, l'Accord de première phase confirme la nécessité des mesures tarifaires des États-Unis pour remédier aux questions de transfert de technologie déloyal identifiées dans le rapport au titre de l'article 301. Les mesures tarifaires ont conduit aux négociations et étaient le seul outil disponible qui pouvait permettre aux parties de parvenir à ce résultat positif. Troisièmement, l'Accord de première phase confirme que l'interdiction du transfert de technologie forcé est une norme fondamentale. La première phrase du chapitre sur le transfert de technologie indique que "[l]es parties affirment combien il est important de veiller à ce que le transfert de technologie s'effectue sur une base volontaire et aux conditions du marché, et reconnaissent que le transfert de technologie forcé est une question très préoccupante".

192. La réponse de la Chine à la question n° 18 est extrêmement sommaire; elle consiste en une seule phrase non étayée contenant deux arguments: " ... cependant aucun élément de preuve n'a été présenté pour étayer cette i] justification *a posteriori* et ii] aucune relation n'a été démontrée entre les mesures imposées, les produits importés et la "moralité publique" dont il est allégué qu'elle est protégée". Aucun de ces deux arguments n'est valable. S'agissant du second argument, les États-Unis ont expliqué en détail (et sans aucune réfutation de la part de la Chine) que l'article XX a) n'exigeait aucune relation particulière, et que les renseignements versés au dossier montraient un lien direct entre les politiques immorales de la Chine et les produits assujettis à des droits additionnels, y compris en ce qui concerne la mesure.

193. En fait, les États-Unis ont adopté les mesures en cause à l'issue d'une enquête publique qui a duré des mois. Ils ont publié un avis public sur les questions à l'enquête et mené une procédure complète de présentation d'avis et d'observations, y compris une audition publique à laquelle de nombreux témoins chinois ont témoigné. La phase d'établissement des faits de l'enquête s'est terminée par la publication d'un rapport détaillé et bien documenté, expliquant précisément les préoccupations des États-Unis concernant les politiques de la Chine en matière de transfert de technologie. Et l'avis imposant les mesures indique clairement que les mesures tarifaires ont été adoptées pour obtenir l'élimination des politiques déloyales identifiées dans le rapport. Ainsi, la justification des mesures des États-Unis était tout sauf "*a posteriori*".

194. Dans la mesure où la Chine présente un argument juridique selon lequel, en l'espèce, les États-Unis n'ont pas le droit d'expliquer comment leurs mesures entrent dans le cadre de l'exception de l'article XX, la Chine a tort. Comme la Chine le reconnaît elle-même, la partie affirmant qu'il y a justification au titre de l'article XX a la charge d'établir ce moyen de défense. Une partie s'acquitte de cette charge en présentant une argumentation factuelle et juridique, comme les États-Unis l'ont fait dans le présent différend. Contrairement à ce que la Chine laisse entendre, il n'existe tout simplement pas de règle ou de concept selon lequel cette argumentation est en quelque sorte "*a posteriori*" et inadmissible. Si tel était le cas, aucun Membre ne pourrait s'acquitter de la charge d'établir une justification au titre d'une quelconque exception de l'article XX.

195. Les États-Unis notent que dans des différends antérieurs le dossier montre que le Membre établissant une défense au titre de l'article XX présente des éléments de preuve et des arguments à l'appui de sa justification, et que cela n'a pas été (et ne pouvait pas être) rejeté comme étant "*a posteriori*".

ANNEXE C**ARGUMENTS DES TIERCES PARTIES**

Table des matières		Page
Annexe C-1	Résumé analytique intégré des arguments de l'Australie	47
Annexe C-2	Résumé analytique intégré des arguments du Brésil	50
Annexe C-3	Résumé analytique intégré des arguments de l'Union européenne	52
Annexe C-4	Résumé analytique intégré des arguments du Japon	55
Annexe C-5	Résumé analytique intégré des arguments de la Nouvelle-Zélande	57
Annexe C-6	Résumé analytique intégré des arguments de Singapour	58
Annexe C-7	Résumé analytique intégré des arguments du Taipei chinois	63

ANNEXE C-1**RÉSUMÉ ANALYTIQUE INTÉGRÉ DES ARGUMENTS DE L'AUSTRALIE****I. INTRODUCTION**

1. L'Australie présente ses vues sur certaines questions systémiques soulevées dans la présente procédure. Elle ne se prononce pas sur les faits particuliers en cause. Premièrement, nous formulons quelques observations générales sur l'importance des règles commerciales multilatérales; deuxièmement, nous étudions les prescriptions relatives au rapport d'un groupe spécial; troisièmement, nous examinons l'interprétation juridique de l'article XX a) du GATT de 1994; et enfin, nous donnons notre point de vue sur les mesures relevant du mandat d'un groupe spécial.

II. IMPORTANCE DES RÈGLES COMMERCIALES MULTILATÉRALES

2. L'Australie aimerait commencer par des observations générales sur l'importance des règles commerciales multilatérales, en particulier pour un pays comme le sien où un emploi sur cinq dépend du commerce.

3. L'Australie prône une économie mondiale ouverte fondée sur des règles applicables. Les règles énoncées dans le système commercial multilatéral établi dans le cadre de l'OMC revêtent une importance fondamentale. Elles ont pour objet de limiter les mesures commerciales unilatérales ou de rétorsion qui nuisent au commerce et à la croissance mondiale. Le respect des règles commerciales multilatérales assure la stabilité de l'environnement commercial, favorise la prospérité mondiale et établit des conditions égales pour tous les Membres de l'OMC.

4. L'Australie reconnaît que les États-Unis ont des préoccupations de longue date quant à certaines politiques de la Chine concernant le transfert de technologie forcé et la protection des droits de propriété intellectuelle de manière plus générale. Elle demande instamment aux États-Unis et à la Chine de trouver une solution à ce différend qui soit compatible avec les règles de l'OMC et renforce notre système commercial mondial ouvert et inclusif.

III. PRESCRIPTIONS RELATIVES AU RAPPORT D'UN GROUPE SPÉCIAL

5. Nous passons maintenant à certaines des questions juridiques systémiques soulevées dans la présente procédure. Les États-Unis font valoir que le Groupe spécial devrait "se borner[]" dans son rapport à exposer succinctement l'affaire et à faire savoir qu'une solution a été trouvée", conformément à la dernière phrase de l'article 12:7 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends.¹

6. Dans cette disposition, l'utilisation de l'auxiliaire "shall" (expression du futur) impose une prescription exigeant qu'un groupe spécial limite le contenu de son rapport, mais cette prescription s'applique seulement "dans les cas où un règlement sera intervenu entre les parties au différend". Cela est logique dans le contexte du système de règlement des différends de l'OMC, dont l'objet et le but sont le *règlement rapide des différends*.² Les rapports de groupes spéciaux devraient être limités lorsque les parties sont déjà parvenues à un règlement.

7. Selon l'Australie, la notification d'une solution convenue d'un commun accord conformément à l'article 3:6 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends est un élément de preuve

¹ La dernière phrase de l'article 12:7 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends dispose ce qui suit: "Dans les cas où un règlement sera intervenu entre les parties au différend, le groupe spécial se bornera dans son rapport à exposer succinctement l'affaire et à faire savoir qu'une solution a été trouvée."

² L'article 3:3 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends dispose ce qui suit: "Le règlement rapide de toute situation dans laquelle un Membre considère qu'un avantage résultant pour lui directement ou indirectement des accords visés se trouve compromis par des mesures prises par un autre Membre est indispensable au bon fonctionnement de l'OMC et à l'existence d'un juste équilibre entre les droits et les obligations des Membres."

manifeste montrant qu'un "règlement [est] intervenu entre les parties au différend". Ce point de vue est étayé par la pratique antérieure des groupes spéciaux.³

8. L'Australie fait valoir que, aux fins de la dernière phrase de l'article 12:7, au minimum, l'utilisation de l'expression "entre les parties" exige qu'il y ait des éléments de preuve établissant l'existence d'un point de vue *partagé à la fois* par le plaignant et le défendeur selon lequel le différend a été réglé. En pratique, elle soutient en outre que ce point de vue *partagé* peut être exprimé individuellement (par chaque partie) ou conjointement.

IV. JUSTIFICATION DES MESURES AU TITRE DE L'ARTICLE XX A) DU GATT DE 1994

9. Les États-Unis font valoir que les mesures contestées par la Chine sont justifiées en droit au titre de l'article XX a) du GATT de 1994, qui autorise les mesures "nécessaires à la protection de la moralité publique".⁴

10. L'article XX fournit une liste d'exceptions générales pour des manquements à des obligations au titre du GATT. Pour s'en prévaloir, un Membre doit d'abord établir un lien suffisant avec l'une des exceptions spécifiques à un sujet. Le Membre doit également se conformer au texte introductif de l'article XX en établissant que la mesure n'est pas appliquée de façon à constituer un moyen de discrimination arbitraire ou injustifiable entre les pays où les mêmes conditions existent, et ne crée pas une restriction déguisée au commerce international.⁵

11. L'Australie est d'accord avec les États-Unis sur le fait qu'un Membre cherchant à justifier une mesure au regard de l'article XX a) doit montrer:

que la mesure 1) protège la moralité publique; 2) est "nécessaire[]" pour atteindre cet objectif; et 3) n'est pas appliquée de façon à constituer une "discrimination arbitraire ou injustifiable" ou une "restriction déguisée au commerce international" au sens du texte introductif de l'article XX.⁶

12. L'Australie reconnaît l'importance des exceptions prévues à l'article XX pour donner aux Membres une liberté d'action dans la réglementation des questions qu'ils considèrent importantes. Elle reconnaît en outre que, dans le cas de mesures visant à protéger la moralité publique, un Membre a le droit de déterminer le niveau de protection qu'il juge approprié.⁷ Le contenu de ce qui constitue la moralité publique peut donc varier d'un Membre à l'autre, mais est quand même soumis à certaines limites. L'Australie soutient que les exceptions visant à répondre à des préoccupations légitimes relatives à la moralité publique sont fondamentales et que leur intégrité doit être préservée. À son avis, les critères juridiques permettant de justifier une exception au regard de l'article XX a) sont suffisamment robustes pour garantir que seules les mesures nécessaires sont autorisées.

V. MESURES RELEVANT DU MANDAT D'UN GROUPE SPÉCIAL

13. Les États-Unis font valoir que l'une des mesures indiquées par la Chine ne relève pas du présent différend parce qu'elle ne figure pas dans la demande d'établissement d'un groupe spécial et qu'elle a été introduite après l'établissement du Groupe spécial.⁸

14. Le domaine de compétence d'un groupe spécial est déterminé par son mandat, sur la base de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le plaignant. Cette demande d'établissement d'un groupe spécial doit inclure "les mesures spécifiques en cause", conformément à l'article 6:2 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends.

³ Parmi les affaires dans lesquelles des groupes spéciaux ont publié un "bref rapport" à la suite de la notification d'une solution convenue d'un commun accord figurent les rapports des Groupes spéciaux *CE – Pectinidés*; *CE – Produits butyreux*; *États-Unis – DRAM* (article 21:5 – Corée); et *Japon – Contingents d'importation d'algues*.

⁴ États-Unis, première communication écrite, paragraphes 63 à 91.

⁵ Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Essence*, paragraphe 6.20; raisonnement suivi dans le rapport de l'Organe d'appel *Brésil – Pneumatiques rechapés*, paragraphe 210.

⁶ États-Unis, première communication écrite, paragraphe 65. (notes de bas de page omises)

⁷ Rapport de l'Organe d'appel *CE – Produits dérivés du phoque*, paragraphe 5.199.

⁸ États-Unis, première communication écrite, paragraphes 92 à 112.

15. Par conséquent, cela signifie que les mesures doivent être énumérées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial. Ceci est important du point de vue de la régularité de la procédure, pour informer le défendeur et lui permettre de défendre adéquatement sa cause. Toutefois, il est également important d'éviter une approche trop formaliste. Le système de règlement des différends de l'OMC est mis en place pour traiter la "question" à l'examen et parvenir à un règlement entre les parties. Les procédures sont longues et exigent beaucoup de ressources. Pendant la procédure de règlement du différend, les lois et réglementations peuvent venir à expiration, être renouvelées ou être adoptées sous une forme différente. C'est pour cette raison que l'Organe d'appel a reconnu que les groupes spéciaux pouvaient examiner des lois ou réglementations qui n'étaient pas indiquées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial si, par exemple, elles modifiaient une mesure qui était indiquée dans cette demande et que la modification ne changeait pas "l'essence" de la mesure indiquée.⁹

⁹ Rapport de l'Organe d'appel *CE – Certaines questions douanières*, paragraphe 184.

ANNEXE C-2**RÉSUMÉ ANALYTIQUE INTÉGRÉ DES ARGUMENTS DU BRÉSIL****I. Introduction**

1. Le Brésil fournit le résumé analytique ci-après de sa participation à la procédure du Groupe spécial dans le présent différend.

II. Article 12:7 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends

2. Au cours de la présente procédure, en plus d'alléguer que les mesures contestées par la Chine étaient justifiées au regard de l'article XX a) du GATT (exception relative à la moralité publique), les États-Unis ont fait valoir que le Groupe spécial devrait se limiter à indiquer que les parties au différend avaient trouvé leur propre solution¹, conformément à l'article 12:7, troisième (et dernière) phrase.

3. À ce sujet, le Brésil a noté que l'article 3:6 du Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends (Mémoire d'accord sur le règlement des différends) prescrivait aux parties de notifier à l'Organe de règlement des différends (ORD) toute solution convenue d'un commun accord pour régler des questions soulevées formellement au titre des dispositions de l'accord visé relatives aux consultations et au règlement des différends. En l'absence de cette notification, c'est la première, et non la dernière, phrase de l'article 12:7 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends qui s'applique. Dans un tel scénario, le Groupe spécial a le devoir de produire un rapport écrit exposant "[ses] constatations de fait, l'applicabilité des dispositions en la matière et les justifications fondamentales de [ses] constatations et recommandations".²

III. Interprétation correcte de l'article XX a) du GATT

4. Le Brésil n'a pas formulé d'observations sur la question de savoir si les mesures des États-Unis étaient justifiées au regard de l'article XX du GATT, mais a plutôt présenté son point de vue concernant l'interprétation et l'application correctes de cet article.

5. Il a partagé l'avis des États-Unis lorsque ceux-ci ont affirmé ce qui suit:

*"Un Membre cherchant à établir qu'une mesure est justifiée au regard de l'article XX a) du GATT de 1994 doit démontrer que la mesure 1) protège la moralité publique; 2) est "nécessaire[]" pour atteindre cet objectif; et 3) n'est pas appliquée de façon à constituer une "discrimination arbitraire ou injustifiable" ou une "restriction déguisée au commerce international" au sens du texte introductif de l'article XX."*³

6. Il a noté en outre que l'Organe d'appel et plusieurs groupes spéciaux avaient clairement indiqué qu'une allégation au titre de l'article XX du GATT supposait un double critère. Dans l'affaire *États-Unis – Essence*, l'Organe d'appel a précisé ce qui suit:

*"Pour que la protection conférée par l'article XX puisse s'appliquer à elle afin de la justifier, la mesure en cause ne doit pas seulement relever de l'une ou l'autre des exceptions particulières – paragraphes a) à j) – énumérées à l'article XX; elle doit aussi satisfaire aux prescriptions établies dans les clauses introductives de l'article XX. En d'autres termes, l'analyse est double: premièrement, justification provisoire de la mesure au motif qu'elle relève de l'article XX g); deuxièmement, nouvelle évaluation de la même mesure au regard des clauses introductives de l'article XX."*⁶

¹ États-Unis, PCE, paragraphes 35, 36 et 59 à 62.

² Mémoire d'accord sur le règlement des différends, article 12:7, première phrase.

³ États-Unis, PCE, paragraphe 65, notes de bas de page omises.

7. Selon le Brésil, l'analyse d'une allégation au titre de l'article XX du GATT devrait commencer au niveau de l'alinéa et, dans le cas d'une allégation au titre de l'article XX a), devrait comporter, en premier lieu, un examen de la question de savoir si une mesure est "nécessaire[]" à la protection de la moralité publique". Cela peut également être réalisé par un processus en deux étapes, dans lequel un groupe spécial examine d'abord si une mesure est conçue pour protéger la moralité publique, puis examine ensuite si la mesure dont il est constaté qu'elle a été conçue pour protéger la moralité publique respecte également le seuil supérieur en étant nécessaire pour cet objectif.

8. Dans sa première communication écrite, et en réponse aux questions du Groupe spécial, le Brésil a précisé son point de vue concernant le critère juridique pour l'examen de chacune de ces étapes. En ce qui concerne la première étape, la position du Brésil, conformément aux indications données antérieurement par l'Organe d'appel dans l'affaire *Colombie – Textiles*⁴, est que le simple fait qu'une mesure fait expressément référence à un objectif de moralité publique ne suffit pas à satisfaire à l'"étape [de l'analyse] concernant la conception". C'est plutôt l'existence d'une relation entre la mesure et la protection de la moralité publique qui doit être évaluée, au moyen d'une enquête sur la conception de la mesure, y compris sa teneur, sa structure et son fonctionnement attendu. La tâche du Groupe spécial, selon le Brésil, est de déterminer, au moyen de cette enquête sur la conception de la mesure, y compris sa teneur, sa structure et son fonctionnement attendu, si la mesure "n'est pas inapte" à protéger la moralité publique.

9. Le Brésil a également expliqué, en réponse à une question du Groupe spécial, que, selon lui, la détermination de l'existence d'une relation n'exigeait pas nécessairement de déterminer que cette relation atteignait un degré ou un seuil minimum. Le Brésil ne retrouve pas cette exigence dans le rapport de l'Organe d'appel sur l'affaire *Colombie – Textiles*, ni dans le texte de l'article XX a).

10. En ce qui concerne la deuxième étape de l'analyse de l'alinéa a) de l'article XX, le Brésil a noté que lorsqu'il s'agissait du "critère de la nécessité", le terme "nécessaires" figurait non seulement à l'article XX a), mais aussi à l'article XX b) et XX d) du GATT. Dans des rapports antérieurs, l'Organe d'appel a interprété ce terme de la même manière dans toutes ces dispositions. Cela a conduit à l'élaboration d'un "critère de nécessité" qui, selon le Brésil, représente le critère juridique qui doit être respecté pour qu'un recours à l'article XX a) du GATT soit valable.

11. Le "critère de nécessité" au titre de l'article XX du GATT implique une analyse de trois facteurs: i) l'importance des intérêts ou des valeurs en jeu; ii) l'étendue de la contribution apportée par les mesures aux objectifs qu'elles cherchent à protéger; et iii) le niveau du caractère restrictif pour le commerce qu'elles génèrent. L'interaction de ces facteurs permettra à un groupe spécial d'évaluer si une mesure est nécessaire. Toute conclusion préliminaire résultant de cet exercice doit ensuite être comparée à des mesures de rechange possibles afin d'apprécier si les mêmes résultats pourraient être obtenus avec des mesures moins restrictives pour le commerce, ce qui signifierait que la mesure initiale n'était pas, en fait, nécessaire.

12. C'est uniquement après avoir évalué si une mesure est "nécessaire[]" pour "proté[ger] la moralité publique" conformément au "critère de nécessité" décrit plus haut, qu'un groupe spécial passerait au niveau suivant de l'analyse. À ce deuxième niveau, la tâche du Groupe spécial consiste à évaluer si la mesure, provisoirement justifiée au regard de l'alinéa "a" de l'article XX du GATT, remplit également les conditions du texte introductif. Il s'agit ensuite d'examiner si la mesure est appliquée de façon à constituer une "discrimination arbitraire ou injustifiable" ou une "restriction déguisée au commerce international".

⁴ Rapport de l'Organe d'appel *Colombie – Textiles*, paragraphes 5.67 à 5.70.

ANNEXE C-3**RÉSUMÉ ANALYTIQUE INTÉGRÉ DES ARGUMENTS DE L'UNION EUROPÉENNE****1. INTRODUCTION**

1. Les États-Unis ont expliqué que les mesures tarifaires en cause avaient été adoptées en réponse à certains actes, politiques et pratiques commerciaux déloyaux de la Chine, que les autorités des États-Unis avaient examinés dans le cadre d'une enquête au titre de l'article 301.

2. L'Union européenne souscrit à la fois aux préoccupations exprimées par les États-Unis et à la description du problème concernant les politiques de la Chine en matière de transfert de technologie. Les restrictions à la participation étrangère, les procédures administratives opaques, les règles vagues et peu claires qui laissent à l'administration des marges de manœuvre discrétionnaires, les lois et pratiques discriminatoires, le manque de transparence et de cohérence sont tous des éléments qui créent les conditions permettant aux pouvoirs publics chinois et aux acteurs influencés par l'État de faire pression sur les sociétés étrangères pour qu'elles transfèrent leur technologie à des entités chinoises. De plus, le cybervol et le cyberpiratage sont des activités que l'Union européenne condamne autant que le font les États-Unis.

3. Toutefois, il convient de répondre aux préoccupations légitimes exprimées par les États-Unis en recourant à une action dans le cadre de l'Accord sur l'OMC, y compris le règlement des différends au titre du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends, chaque fois que cela est possible. Dans la mesure où certaines de ces mesures chinoises ne relèvent pas des accords visés, il convient d'y remédier en recourant à d'autres actions disponibles qui ne sont pas incompatibles avec l'Accord sur l'OMC.

4. L'Union européenne réaffirme une fois de plus son attachement profond au système commercial multilatéral fondé sur des règles incarné par l'Accord sur l'OMC. Tous les Membres de l'OMC sont liés par ces règles, et doivent les respecter, dans l'intérêt de la sécurité et de la prévisibilité du commerce international et du développement et de la croissance économiques, ainsi que de la prospérité commune. Un Membre de l'OMC ne peut pas renoncer unilatéralement à ses propres obligations dans le cadre de l'OMC chaque fois qu'il considère qu'un autre Membre agit "d'une manière déloyale" et que l'Accord sur l'OMC ne prévoit pas de mesure corrective adéquate. Ces réponses unilatérales à des actes d'un autre Membre perçus comme déloyaux sont elles-mêmes à la fois déloyales et illicites au regard de l'Accord sur l'OMC.

2. LE GROUPE SPÉCIAL EST TENU AU TITRE DU MÉMORANDUM D'ACCORD SUR LE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS DE SE PRONONCER SUR LES ALLÉGATIONS PRÉSENTÉES PAR LA CHINE

5. L'Union européenne considère que le Groupe spécial est tenu au titre du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends de se prononcer sur les allégations formulées par la Chine dans le présent différend.

6. Premièrement, les allégations de la Chine concernent des mesures tarifaires adoptées par les États-Unis et sont fondées sur des dispositions du GATT de 1994. Il est donc évident que la "question" dont le Groupe spécial est saisi "concerne l'OMC".

7. Deuxièmement, la dernière phrase de l'article 12:7 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends s'applique lorsque les parties à un différend sont parvenues à une solution convenue d'un commun accord et soustrait le groupe spécial à son devoir de formuler des constatations de fond. Il n'y a pas d'éléments de preuve indiquant, en l'espèce, que les parties sont parvenues à une telle solution convenue d'un commun accord, et encore moins à une solution convenue d'un commun accord qui est conforme aux prescriptions de l'article 3:5 et 3:6 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends. Par conséquent, la dernière phrase de l'article 12:7 du Mémorandum d'accord est manifestement inapplicable.

8. Troisièmement, les Membres jouissent d'un pouvoir discrétionnaire considérable pour ce qui est de décider de déposer un recours. Il est interdit à un Membre d'exercer son droit d'engager un différend uniquement dans des circonstances très exceptionnelles où, ce faisant, il n'agirait pas de bonne foi. Les États-Unis n'ont pas établi que, en soumettant le présent différend, la Chine n'avait pas agi de bonne foi. En particulier, ni l'article 3:10 ni aucune autre disposition du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends ne prévoit de moyen de défense relatif aux "mains propres". Au contraire, la dernière phrase de l'article 3:10 du Mémorandum d'accord précise qu'"il est entendu que les recours et contre-recours concernant des questions distinctes ne devraient pas être liés".

9. Enfin, en se prononçant sur les allégations formulées par la Chine dans le présent différend, le Groupe spécial ne "soutiendrait" pas ni n'"encouragerait" les mesures chinoises identifiées par les États-Unis. Ces mesures ne font pas partie de la "question" dont le Groupe spécial est saisi. Quelles que soient les constatations formulées par le Groupe spécial concernant l'"objet" du présent différend, les États-Unis resteront libres de contester les mesures chinoises qu'ils remettent en cause, soit devant un autre groupe spécial de l'OMC, soit de toute autre manière compatible avec les règles de l'OMC qu'ils jugeront appropriée. En outre, les constatations du Groupe spécial concernant les mesures en cause des États-Unis ne préjugeront en aucune manière de la compatibilité des mesures chinoises identifiées par les États-Unis avec l'Accord sur l'OMC ou avec tout autre instrument juridique international applicable, ni de leur "caractère loyal".

3. IL N'APPARAÎT PAS QUE LES MESURES SONT JUSTIFIÉES AU REGARD DE L'ARTICLE XX A) DU GATT DE 1994

10. L'Union européenne ne prend pas position sur la question de savoir si les normes de comportement invoquées par les États-Unis peuvent, dans l'abstrait, être considérées comme constitutives de la "moralité publique" au sens de l'article XX a) du GATT de 1994. Néanmoins, sur la base des arguments et des éléments de preuve présentés jusqu'à maintenant par les États-Unis, l'Union européenne considère que les mesures en cause ne semblent pas "conçues" pour protéger ces normes de moralité publique.

11. Il apparaît que les mesures en cause fonctionnent de manière très différente des mesures dont il a été constaté provisoirement qu'elles étaient justifiées au regard de l'article XX a) du GATT de 1994 (ou de l'article XIV de l'AGCS) dans des affaires antérieures. Ces mesures consistaient, pour l'essentiel, en une interdiction d'importer ou de commercialiser des biens, ou de fournir des services qui, en raison de leur teneur ou de la façon dont ils avaient été obtenus ou produits, étaient considérés comme portant atteinte à la moralité par le Membre répondant. En revanche, il apparaît que les mesures en cause en l'espèce prévoient des majorations des droits de douane sur une très large catégorie de produits, indépendamment, si l'Union européenne comprend correctement les faits, de la question de savoir si les importations des produits concernés constituent, en elles-mêmes, une quelconque menace pour la moralité publique invoquée par les États-Unis. Si les mesures des États-Unis devaient cibler spécifiquement les importations de produits chinois dont la production en Chine a bénéficié des pratiques auxquelles les États-Unis s'opposent, ces mesures pourraient être évaluées différemment.

12. L'article XX a) vise à préserver l'autonomie de chaque Membre de faire respecter ses propres normes de moralité publique sur son propre territoire en restreignant, si nécessaire, le commerce des biens en provenance d'autres Membres dans les cas où la présence de ces biens sur son territoire porterait atteinte à ces normes de moralité publique. Il n'apparaît pas que les mesures en cause des États-Unis sont conçues pour protéger leur moralité publique de la manière décrite. Ces mesures semblent plutôt chercher principalement à induire un changement dans les politiques et pratiques de la Chine.

13. En outre, étant donné la large déférence accordée à chaque Membre en vue de définir ses propres normes de moralité publique, si des mesures telles que celles qui sont en cause pouvaient être justifiées au regard de l'article XX a), il deviendrait trop facile pour un Membre de restreindre les importations de tout produit en provenance de tout autre Membre en faisant simplement valoir que ce dernier Membre agit d'une manière que le premier Membre considère comme "déloyale", selon ses propres normes de moralité publique, indépendamment de la question de savoir s'il y a ou non une relation entre les actions perçues comme déloyales et les biens affectés par les restrictions à l'importation.

14. En particulier, si les mesures des États-Unis étaient jugées justifiées au regard de l'article XX a), qu'est-ce qui empêcherait la Chine de considérer, à son tour, que ces mesures sont "déloyales" et incompatibles avec sa moralité publique, ce qui justifierait au titre de l'article XX a) ses propres mesures tarifaires de rétorsion? Ainsi, l'interprétation de l'article XX a) donnée par les États-Unis, si elle était acceptée, pourrait déclencher une spirale sans fin de mesures, contre-mesures, contre-contre-mesures, etc., toutes justifiées au regard de l'article XX a), ce qui menacerait de réduire à néant les avantages découlant pour les Membres du GATT de 1994 et la valeur d'un système commercial multilatéral fondé sur des règles.

4. LE GROUPE SPÉCIAL DEVRAIT DÉTERMINER SI LA MESURE DITE "MESURE 3" MODIFIE L'ESSENCE DES MESURES INDIQUÉES DANS LA DEMANDE D'ÉTABLISSEMENT D'UN GROUPE SPÉCIAL

15. Conformément à la jurisprudence bien établie de l'Organe d'appel, la question de savoir si la Mesure 3 relève du mandat du Groupe spécial doit être tranchée en déterminant si cette mesure "change l'essence" de la Mesure 2, question sur laquelle l'Union européenne n'exprime aucun avis.

16. Les États-Unis n'ont avancé aucune raison "convaincante", et encore moins "impérieuse", à l'appui de leur demande visant à ce que le Groupe spécial s'écarte d'une interprétation antérieure et bien établie de l'Organe d'appel.

17. Premièrement, contrairement aux allégations des États-Unis, le libellé de l'article 6:2 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends n'est pas du tout déterminant. Il fait référence à des "mesures spécifiques", et non à des "instruments juridiques" spécifiques. Lorsqu'un instrument juridique modificatif ne "change [pas] l'essence" de l'instrument juridique modifié, la mesure reste essentiellement la même et, par conséquent, relève du mandat du groupe spécial.

18. Deuxièmement, l'interprétation de l'Organe d'appel est compatible avec l'objet et le but du Mémoire d'accord sur le règlement des différends, tels qu'ils sont énoncés à l'article 3:7, à savoir "arriver à une solution positive des différends". Dans le même temps, cette interprétation tient dûment compte des exigences de la régularité de la procédure. Comme l'a noté l'Organe d'appel, "une partie plaignante [ne devrait] pas [avoir] à ajuster son argumentation tout au long de la procédure de règlement des différends pour faire face à une mesure contestée en tant que "cible mobile"". L'interprétation de l'Organe d'appel empêche ce résultat en indiquant qu'une modification, quelle qu'elle soit, qui "change l'essence" d'une mesure ne relève pas du mandat du groupe spécial.

19. En revanche, la propre interprétation formaliste des États-Unis ouvrirait la voie à des pratiques abusives qui porteraient atteinte à l'objet et au but du Mémoire d'accord sur le règlement des différends. En effet, selon cette interprétation, le défendeur pourrait se soustraire à l'examen d'une mesure en remplaçant simplement de temps à autre l'instrument juridique qui prévoit cette mesure par un autre instrument juridique dont la teneur serait identique ou légèrement modifiée, et qui ne changerait pas l'essence de la mesure. Les États-Unis font valoir que le plaignant peut exercer tous les droits pertinents en ce qui concerne une mesure modifiée, par exemple en la contestant dans le cadre d'une procédure de mise en conformité. Toutefois, cet argument n'est pas convaincant, car cela exigerait l'ouverture d'une procédure de mise en conformité, ce qui entraînerait des retards et prolongerait inutilement l'existence de la mesure incompatible avec les règles de l'OMC.

20. Enfin, l'Union européenne ne souscrit pas à la lecture que font les États-Unis du rapport de l'Organe d'appel dans l'affaire *Chili – Système de fourchettes de prix*. Les États-Unis soutiennent que dans cette affaire, la modification constituait uniquement un "contexte interprétatif" pour la législation indiquée dans la demande d'établissement d'un groupe spécial de l'Argentine, mais que la modification elle-même ne relevait pas du mandat du Groupe spécial. Toutefois, cette modification n'était pas une clarification dans le sens d'un simple "contexte interprétatif", comme le soutiennent les États-Unis. La modification établissait un plafond pour le système de fourchettes de prix en cause alors qu'il n'y en avait pas auparavant, c'est-à-dire qu'elle modifiait la substance de la mesure initiale. La modification "clarifiait" donc la législation, comme le ferait par exemple un changement concernant les produits visés, les requérants admissibles ou la date d'entrée en vigueur. Toutefois, ces modifications ne peuvent pas être dûment qualifiées de simple "contexte interprétatif".

ANNEXE C-4

RÉSUMÉ ANALYTIQUE INTÉGRÉ DES ARGUMENTS DU JAPON

I. REMARQUES GÉNÉRALES

1. Le Japon note que ce différend est survenu dans un contexte économique international plus large. Il est d'avis qu'aucun pays ne devrait exiger que des entreprises étrangères transfèrent des technologies à des entreprises nationales, ou ne devrait exercer des pressions en ce sens, y compris, par exemple, en recourant à des prescriptions en matière de coentreprise, à des limitations de la participation étrangère au capital, à des processus de réexamen administratif et d'octroi de licences, ou à d'autres moyens.¹ De même, aucun gouvernement ne devrait appuyer l'intrusion non autorisée ou les vols dans les réseaux informatiques d'entreprises étrangères pour accéder à des renseignements commerciaux sensibles et à des secrets commerciaux en vue d'obtenir un bénéfice commercial. Ces politiques et pratiques créent des conditions de concurrence déloyales pour les travailleurs et les entreprises, entravent le développement et l'utilisation de technologies innovantes et nuisent au bon fonctionnement du commerce international.² Bien qu'il puisse y avoir des politiques et pratiques qui ne sont pas soumises aux règles actuelles de l'OMC, le système commercial multilatéral n'est pas censé encourager ou soutenir l'adoption ou le maintien de ces politiques et pratiques déloyales.

II. ARTICLE XX A) DU GATT DE 1994

2. Le Japon passe à présent à l'interprétation de l'article XX a) du GATT de 1994, dont l'analyse, conformément à la jurisprudence des groupes spéciaux antérieurs et de l'Organe d'appel, soulève quatre questions: Premièrement, la valeur protégée peut-elle être qualifiée de "moralité publique"? Deuxièmement, la mesure en cause est-elle "conçue pour la protection de la moralité publique"? Troisièmement, la mesure en cause est-elle "nécessaire[]" à la protection de la moralité publique? Et, quatrièmement, la mesure est-elle appliquée d'une manière compatible avec le texte introductif de l'article XX? C'est à la partie défenderesse qu'incombe la charge de présenter et d'expliquer les éléments de preuve relatifs aux quatre questions. Le Japon souhaite présenter son point de vue sur certains aspects de cette analyse.

A. "Moralité publique"

3. Dans des rapports de groupes spéciaux antérieurs et de l'Organe d'appel interprétant l'article XX a), ceux-ci se sont abstenus à juste titre d'imposer une norme globale de l'OMC concernant la moralité publique et ont laissé à chaque Membre le soin de définir sa propre "moralité publique". Pour citer des rapports antérieurs: la "moralité publique" aux fins de l'article XX a) "[peut] varier dans le temps et dans l'espace, en fonction d'une série de facteurs, y compris les valeurs sociales, culturelles, éthiques et religieuses dominantes"; "il appartient à chaque Membre de déterminer le niveau de protection qu'il juge approprié dans une situation donnée"; et "il conviendrait d'accorder aux Membres une certaine latitude pour définir et appliquer pour eux-mêmes" ces concepts "selon leurs propres systèmes et échelles de valeurs"³. Dans l'affaire *CE – Produits dérivés du phoque*, l'Organe d'appel est convenu que les Membres avaient le droit de déterminer le niveau de protection qu'ils jugeaient approprié, et a ajouté que "les Membres [pouvaient] établir des niveaux de protection différents même lorsqu'ils répond[aient] à des intérêts semblables en matière de préoccupation morale".⁴

¹ "Déclaration conjointe concernant la réunion trilatérale des Ministres du commerce des États-Unis, du Japon et de l'Union européenne", adoptée le 31 mai 2018, texte disponible à l'adresse suivante: <https://www.meti.go.jp/press/2018/05/20180531009/20180531009-2.pdf>; et "Déclaration conjointe concernant la réunion trilatérale des Ministres du commerce des États-Unis, du Japon et de l'Union européenne", adoptée le 25 septembre 2018, texte disponible à l'adresse suivante: <https://www.meti.go.jp/press/2018/09/20180925004/20180925004-2.pdf>.

² "Déclaration conjointe sur les politiques et pratiques en matière de transfert de technologie", jointe à la Déclaration conjointe du 31 mai 2018, *id.*

³ Rapport du Groupe spécial *Chine – Publications et produits audiovisuels*, paragraphe 7.759 (citant le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Jeux*, paragraphe 6.461) et paragraphe 7.819.

⁴ Rapport de l'Organe d'appel *CE – Produits dérivés du phoque*, paragraphe 5.200.

4. Les États-Unis ont fait valoir que les mesures tarifaires en cause protégeaient la "moralité publique", parce que le gouvernement chinois entreprenait des actes, politiques et pratiques que les États-Unis qualifiaient de "contraire[s] à la morale".⁵ Ils expliquent que ces actes, politiques et pratiques entrepris en Chine et sur Internet violent "les normes du bien et du mal dominantes aux États-Unis".⁶ Ils font référence à leur droit pénal interne comme étant un élément de preuve indiquant leurs propres normes de "comportement contraire à la morale".⁷ Le Japon convient que le droit pénal interne d'un Membre fournit des éléments de preuve pertinents pour évaluer ce qui pourrait constituer la "moralité publique" dans ce Membre.

B. "Conçues pour protéger la moralité publique"

5. Lorsqu'un groupe spécial analyse la "conception" d'une mesure dans le cadre de l'article XX a), il doit examiner s'il y a une relation entre une mesure par ailleurs incompatible avec le GATT et la protection de la moralité publique: c'est-à-dire, s'il existe une relation entre la mesure et la moralité publique, de telle sorte que la mesure n'est "pas inapte à protéger la moralité publique". Selon le Japon, pour qu'une mesure soit provisoirement justifiée au regard de l'article XX a) du GATT de 1994, elle doit être conçue pour répondre à l'objectif de politique générale qu'elle poursuit.⁸

6. Afin de déterminer si une telle relation existe, "un groupe spécial doit examiner des éléments de preuve concernant la conception de la mesure en cause, y compris sa teneur, sa structure et son fonctionnement attendu".⁹ Ce qui importe, ce sont les éléments de preuve et l'évaluation concernant cette relation, et non la question de savoir si la mesure désigne par son nom l'une des préoccupations habituelles concernant la "moralité publique"¹⁰, ni l'intention subjective du gouvernement du Membre qui prend la mesure.

C. Texte introductif

7. Si le Groupe spécial détermine que les surtaxes tarifaires en cause des États-Unis sont "nécessaires à la protection de la moralité publique", alors il doit également évaluer soigneusement si l'application de ces surtaxes satisfait aux prescriptions du texte introductif de l'article XX: c'est-à-dire si ces surtaxes sont appliquées de façon à constituer soit un moyen de discrimination arbitraire ou injustifiable entre les pays où les mêmes conditions existent, soit une restriction déguisée au commerce international. Toute différence de traitement ne constitue pas une telle "discrimination arbitraire ou injustifiable".

8. Le Japon prend note de l'examen dans l'affaire *États-Unis – Crevettes*, qui énumère trois éléments pertinents pour l'analyse de la conformité avec le texte introductif.¹¹ L'Organe d'appel a également constaté que lorsqu'un groupe spécial analysait la question de savoir si une discrimination était arbitraire ou injustifiable, il "devrait [mettre l'accent] sur la cause de la discrimination, ou la raison d'être avancée pour expliquer son existence";¹² cette analyse ""devrait être faite à la lumière de l'objectif de la mesure" et ... une discrimination était arbitraire ou injustifiable lorsque les raisons données quant à cette discrimination "n'[avaient] pas de lien rationnel avec l'objectif" ou "iraient à l'encontre de cet objectif".¹³ Par conséquent, "[l']un des facteurs les plus importants" pour l'évaluation d'une discrimination arbitraire ou injustifiable [était] la question de savoir si la discrimination [pouvait] être conciliée avec l'objectif de politique générale par rapport auquel la mesure [avait] été provisoirement justifiée au titre de l'un des alinéas de l'article XX, ou si elle [était] rationnellement liée à cet objectif."¹⁴

⁵ États-Unis, PCE, paragraphe 76.

⁶ États-Unis, PCE, paragraphe 74.

⁷ *Id.*, paragraphes 74 à 76.

⁸ Voir le rapport de l'Organe d'appel *Colombie – Textiles*, paragraphe 5-68, et les rapports de l'Organe d'appel *CE – Produits dérivés du phoque*, paragraphe 5.169: dans les deux cas, l'Organe d'appel a constaté que pour justifier une mesure au regard de l'article XX a), la mesure devait être conçue pour protéger la moralité publique, ainsi qu'être nécessaire à la protection de la moralité publique.

⁹ Rapport de l'Organe d'appel *Colombie – Textiles*, paragraphe 5.69.

¹⁰ *Id.*

¹¹ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Crevettes*, paragraphe 150.

¹² Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Thon II (Mexique) (article 21:5 – États-Unis / Mexique II)*, paragraphe 6.271 (citant le rapport de l'Organe d'appel *Brésil – Pneumatiques rechapés*, paragraphe 226).

¹³ *Id.* (citant le rapport de l'Organe d'appel *Brésil – Pneumatiques rechapés*, paragraphe 227).

¹⁴ *Id.* (citant les rapports de l'Organe d'appel *CE – Produits dérivés du phoque*, paragraphe 5.306).

ANNEXE C-5

RÉSUMÉ ANALYTIQUE INTÉGRÉ DES ARGUMENTS DE LA NOUVELLE-ZÉLANDE

I INTRODUCTION

1. La participation de la Nouvelle-Zélande au présent différend témoigne de son intérêt systémique pour les questions soulevées. La Nouvelle-Zélande a un intérêt notable dans la préservation du système commercial mondial multilatéral fondé sur des règles et le maintien du rôle important joué par l'OMC.

II LE SYSTÈME COMMERCIAL MULTILATÉRAL FONDÉ SUR DES RÈGLES

2. Le système commercial multilatéral fondé sur des règles régit et favorise le commerce international. Les Accords de l'OMC visés sont au cœur de ce système. Ils garantissent que tous les Membres, indépendamment de leur taille ou de leur capacité commerciale, sont assujettis aux mêmes droits et obligations de base, et ont donc une possibilité égale de participer au marché mondial.

3. En prescrivant ce que les Membres peuvent et ne peuvent pas faire, le système commercial multilatéral fondé sur des règles apporte la prévisibilité nécessaire pour garantir un commerce efficace et stable. L'existence d'un environnement commercial prévisible et stable encourage l'expansion du commerce en réduisant le degré de risque que les négociants doivent assumer. Cela favorise la croissance et, en conséquence, améliore le bien-être économique.

4. Ce système est actuellement menacé par des actions commerciales unilatérales, prises par de multiples Membres, afin d'influer sur les pratiques commerciales d'autres Membres.

III ACTIONS UNILATÉRALES

5. Les actions unilatérales, entreprises en dehors des accords visés et destinées à perturber le commerce d'un autre Membre, sont antithétiques à un système commercial stable et prévisible. Elles portent atteinte aux droits et obligations qui constituent le fondement du système, ainsi qu'au principe fondamental selon lequel ces droits et obligations s'appliquent à tous les Membres, de manière égale.

6. Le système commercial multilatéral fondé sur des règles repose sur le principe de la libéralisation du commerce. Cela est facilité par l'acceptation mutuelle de limitations concernant ce que les Membres peuvent faire. On ne peut bénéficier effectivement des avantages conférés par les accords visés que si tous les Membres se conforment à ces accords. Si un Membre s'éloigne expressément de ces engagements, cela portera atteinte à la stabilité et à la certitude sur lesquelles repose le système, et pourrait réduire l'incitation pour d'autres Membres de se conformer. Selon leur ampleur, leur nature et leur durée, les actions unilatérales de ce type peuvent menacer le système dans son ensemble.

IV CONCLUSION

7. La Nouvelle-Zélande est attachée à la préservation et au maintien du système commercial multilatéral fondé sur des règles. Ce système n'est pas parfait. Ces imperfections ne peuvent toutefois pas être utilisées pour justifier des actions qui fausseront les échanges et déstabiliseront le système dans son ensemble. Si le système est mis en péril, tous les Membres en souffriront. Sa préservation et son renforcement devraient être un impératif pour tous les Membres.

ANNEXE C-6**RÉSUMÉ ANALYTIQUE INTÉGRÉ DES ARGUMENTS DE SINGAPOUR****I. RÉSUMÉ ANALYTIQUE DE LA DÉCLARATION ORALE DE SINGAPOUR EN TANT QUE TIERCE PARTIE****A. Introduction**

1. Singapour est soucieuse de l'importance de maintenir un système commercial multilatéral fondé sur des règles, un système qui prévoit une application disciplinée des accords visés, étayé par un système de règlement des différends solide afin d'assurer la prévisibilité et la sécurité du système.

2. Elle participe à la présente procédure parce qu'elle a un intérêt systémique dans l'interprétation du libellé de l'exception relative à la "moralité publique" figurant dans les accords visés, y compris l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 ("GATT de 1994").

3. À cet égard, ses observations sont strictement limitées à la présentation de son point de vue sur l'interprétation correcte de l'article XX a) du GATT de 1994. Singapour ne cherche donc pas à faire des observations sur le fond de l'affaire. En résumé, ses principaux points sont les suivants:

- a. Tout d'abord, pour déterminer si l'objectif d'une mesure en question est un objectif de "moralité publique", il doit être ménagé aux Membres une certaine marge de manœuvre sur le plan intérieur pour déterminer leurs objectifs de moralité publique, eu égard à leurs contextes culturels, religieux et autres contextes sociaux spécifiques.
- b. Toutefois, ce pouvoir discrétionnaire n'est pas illimité. Premièrement, il doit y avoir une relation entre la mesure et la protection de la moralité publique, en ce sens que la mesure ne doit pas être inapte à protéger la moralité publique. Deuxièmement, il doit satisfaire au critère de nécessité, qui implique le soupesage et la mise en balance d'une série de facteurs, y compris: l'importance de l'objectif, la contribution de la mesure à cet objectif et le caractère restrictif pour le commerce de la mesure.
- c. Enfin, la mesure doit satisfaire aux prescriptions du texte introductif de l'article XX, en ce qu'elle ne doit pas être appliquée de façon à constituer une "discrimination arbitraire ou injustifiable" ou une "restriction déguisée au commerce international".

B. Article XX du GATT – Analyse en deux étapes

4. Conformément à la jurisprudence constante de l'Organe d'appel et de plusieurs groupes spéciaux¹, et comme l'a récemment réaffirmé l'Organe d'appel dans l'affaire *Indonésie – Régimes de licences d'importation*,² l'évaluation de la question de savoir si une mesure est justifiée au regard de l'article XX du GATT de 1994 suppose une analyse séquentielle en deux étapes:

- a. premièrement, celle de la question de savoir si la mesure en cause est provisoirement justifiée au regard de l'un des paragraphes de l'article XX; et
- b. deuxièmement, celle de la question de savoir si cette mesure respecte également les prescriptions du texte introductif de l'article XX.

5. En ce qui concerne la première étape, la justification provisoire exige qu'une mesure contestée "traite l'intérêt particulier spécifié dans ce paragraphe" et qu'"il existe un lien suffisant entre la mesure et l'intérêt protégé".³ En particulier, pour ce qui est de l'article XX a), l'Organe d'appel dans

¹ Rapport de l'Organe d'appel *Colombie – Textiles*, paragraphe 5.67 (citant une liste d'autres affaires).

² Rapport de l'Organe d'appel *Indonésie – Régimes de licences d'importation*, paragraphe 6.7.

³ Rapport de l'Organe d'appel *Colombie – Textiles*, paragraphe 5.67; rapport de l'Organe d'appel *CE – Produits dérivés du phoque*, paragraphe 5.169 (citant le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Jeux*, paragraphe 292).

l'affaire *Colombie – Textiles* a indiqué que cela signifiait, pour l'essentiel, que la mesure devait, premièrement, être "conçue" pour protéger la moralité publique et, deuxièmement, être "nécessaire" à la protection de cette moralité.⁴

C. Champ de la "moralité publique"

6. Avant d'évaluer si une mesure est "conçue" ou "nécessaire" pour protéger la moralité publique, nous devons d'abord commencer par passer l'étape de ce qui constitue la "moralité publique". À cet égard, des groupes spéciaux antérieurs de l'OMC⁵ ont adopté une approche relativement large pour définir le concept de "moralité publique". L'expression "moralité publique" a été interprétée comme désignant "les normes de bonne ou mauvaise conduite appliquées par une collectivité ou une nation ou en son nom". Des Groupes spéciaux ont également noté que sa teneur "[pouvait] varier dans le temps et dans l'espace, en fonction d'une série de facteurs, y compris les valeurs sociales, culturelles, éthiques et religieuses dominantes". En particulier, les Groupes spéciaux *Colombie – Textiles* et *CE – Produits dérivés du phoque* ont noté qu'il conviendrait d'accorder aux Membres une certaine latitude pour définir et appliquer pour eux-mêmes le concept de "moralité publique" sur leurs territoires respectifs, en fonction de "diverses valeurs qui prédomin[aient] dans leurs sociétés à un moment donné".⁶

7. Singapour souscrit de manière générale à cette analyse. À son avis, cet élément reconnaît la réalité selon laquelle il doit être ménagé aux Membres une certaine marge de manœuvre sur le plan intérieur pour définir leurs propres objectifs de moralité publique, eu égard à leurs contextes culturels, religieux et autres contextes sociaux spécifiques.

8. En même temps, ce pouvoir discrétionnaire n'est pas sans limites, étant donné que la mesure doit, comme indiqué précédemment, premièrement, être "conçue" pour protéger l'objectif déclaré de moralité publique et, deuxièmement, satisfaire à l'analyse de la "nécessité".

D. Conception de la mesure

9. Comme l'a souligné l'Organe d'appel dans l'affaire *Colombie – Textiles*, l'analyse de la "conception" d'une mesure exige d'examiner s'il existe une relation entre la mesure et la protection de la moralité publique. Cela signifie que la mesure ne doit pas être inapte à protéger la moralité publique.⁷ Cette détermination exige un examen des "éléments de preuve concernant la conception de la mesure en cause, y compris sa teneur, sa structure et son fonctionnement attendu".⁸

10. À cet égard, nous notons que la détermination ne devrait pas être axée sur de simples étiquettes. L'Organe d'appel a précisé qu'une référence expresse à la "moralité publique" n'était pas déterminante en soi de la question de savoir si la mesure avait effectivement été conçue à cette fin. D'autre part, l'absence de cette référence explicite n'est pas non plus rédhibitoire si les éléments de preuve relatifs à la teneur, à la structure et à d'autres aspects d'une mesure démontrent néanmoins objectivement que celle-ci a en fait été conçue pour protéger la moralité publique.

E. Nécessité de la mesure

11. Passant ensuite à l'analyse de la "nécessité", cela a été résumé par l'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Produits dérivés du phoque* comme impliquant un processus consistant à "soupeser et à mettre en balance" une série de facteurs, y compris: l'importance de l'objectif, la contribution de la mesure à cet objectif et le caractère restrictif pour le commerce de la mesure.⁹

12. Il s'agit d'une évaluation très factuelle à laquelle un groupe spécial devra procéder sur une base globale et qui peut comprendre à la fois des analyses qualitatives et quantitatives. Nous notons, entre autres choses, que l'Organe d'appel a indiqué ce qui suit:

⁴ Voir supra, note de bas de page 1.

⁵ Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Jeux*, paragraphes 6.465 et 6.461; rapport du Groupe spécial *Chine – Publications et produits audiovisuels*, paragraphe 7.759; rapport du Groupe spécial *CE – Produits dérivés du phoque*, paragraphes 7.380 et 7.409.

⁶ Rapport du Groupe spécial *Colombie – Textiles*, paragraphe 7.301 (citant le rapport du Groupe spécial, *CE – Produits dérivés du phoque*, paragraphes 7.380, 7.381 et 7.409).

⁷ Rapport de l'Organe d'appel *Colombie – Textiles*, paragraphe 5.68.

⁸ Rapport de l'Organe d'appel *Colombie – Textiles*, paragraphe 5.69.

⁹ Rapport de l'Organe d'appel *CE – Produits dérivés du phoque*, paragraphe 5.169.

- a. plus les valeurs qui étaient exprimées dans les objectifs de la mesure étaient vitales, plus il serait facile d'admettre la "nécessité" de la mesure;
- b. plus l'apport d'une mesure à la réalisation de l'objectif poursuivi était grand, plus la mesure était susceptible d'être qualifiée de "nécessaire"; et
- c. une mesure qui avait une incidence relativement faible ... pourrait plus facilement être considérée comme "nécessaire" qu'une mesure qui avait des effets restrictifs profonds ou plus larges,

et, en outre, un groupe spécial devait ensuite comparer la mesure contestée et les mesures de rechange possibles qui pourraient assurer le même niveau de protection tout en étant moins restrictives pour le commerce.¹⁰

F. Prescriptions du texte introductif

13. Enfin, au cas où il serait constaté qu'une mesure est provisoirement justifiée au regard du paragraphe a) de l'article XX, celle-ci doit alors encore remplir les conditions du texte introductif de l'article XX, ce qui suppose un examen de la question de savoir si la mesure est appliquée de façon à constituer une "discrimination arbitraire ou injustifiable" ou une "restriction déguisée au commerce international".

14. Toutefois, Singapour ne juge pas nécessaire d'ajouter d'autres observations en ce qui concerne le texte introductif de l'article XX, compte tenu du corpus déjà considérable de jurisprudence et d'orientations disponibles sur cet élément, qui a été exposé utilement par la délégation du Japon dans sa déclaration orale en tant que tierce partie.

II. RÉSUMÉ ANALYTIQUE DES RÉPONSES DE SINGAPOUR AUX QUESTIONS POSÉES PAR LE GROUPE SPÉCIAL AUX TIERCES PARTIES

A. Réponse à la question n° 1 (paragraphe 12 de la déclaration du Japon)

15. Dans sa déclaration orale, aux paragraphes 9 et 10, Singapour a noté ce qui suit:

"9. Comme l'a souligné l'Organe d'appel dans l'affaire *Colombie – Textiles*, l'analyse de la "conception" d'une mesure exige d'examiner s'il existe une relation entre la mesure et la protection de la moralité publique. Cela signifie que la mesure ne doit pas être inapte à protéger la moralité publique. Cette détermination exige un examen des "éléments de preuve concernant la conception de la mesure en cause, y compris sa teneur, sa structure et son fonctionnement attendu".

10. À cet égard, nous notons que la détermination ne devrait pas être axée sur de simples étiquettes. L'Organe d'appel a précisé qu'une référence expresse à la "moralité publique" n'était pas déterminante en soi de la question de savoir si la mesure avait effectivement été conçue à cette fin. D'autre part, l'absence de cette référence explicite n'est pas non plus rédhibitoire si les éléments de preuve relatifs à la teneur, à la structure et à d'autres aspects d'une mesure, démontrent néanmoins objectivement que celle-ci a en fait été conçue pour protéger la moralité publique."

16. Selon Singapour, la détermination de la question de savoir si une mesure est "conçue" pour protéger un objectif déclaré de moralité publique devrait être axée sur "les éléments de preuve concernant la conception de la mesure en cause, y compris sa teneur, sa structure et son fonctionnement attendu", plutôt que sur de simples étiquettes. Comme l'Organe d'appel l'a précisé dans l'affaire *Colombie – Textiles*, l'existence ou l'absence d'une référence expresse à l'objectif de moralité publique en question ne devrait pas être considérée comme déterminante.

17. À la lumière de la déclaration de l'Organe d'appel selon laquelle le groupe spécial "doit examiner des éléments de preuve..." et arriver à une conclusion après "une évaluation de la conception", Singapour croit comprendre que le groupe spécial doit procéder à une détermination objective sur la base des éléments de preuve et des faits dont il dispose, tout en tenant compte de

¹⁰ Rapport de l'Organe d'appel *Colombie – Textiles*, paragraphes 5.71 à 5.75.

l'observation selon laquelle l'étape de la "conception" n'est pas une étape particulièrement contraignante de l'analyse de l'article XX a). Il s'agit également d'une question distincte de celle du large pouvoir discrétionnaire et d'appréciation accordé aux Membres pour définir et appliquer pour eux-mêmes le concept de "moralité publique" sur leurs territoires respectifs, qui ne vient pas amoindrir ce pouvoir.

B. Réponse à la question n° 2 (paragraphe 10 de la déclaration de Singapour)

18. La réponse de Singapour à la question n° 1 ci-dessus s'applique également à cette question.

C. Réponse à la question n° 3 (paragraphe 13 de la déclaration de l'UE)

19. Singapour comprend le paragraphe 13 de la déclaration orale de l'UE, lorsqu'il est lu conjointement avec le paragraphe 44 de la communication écrite de l'UE, comme indiquant qu'il doit y avoir un lien raisonnablement direct entre une mesure en cause et l'objectif de moralité publique invoqué, afin de démontrer l'existence d'une relation entre l'objectif et la mesure. Elle prend note de l'observation de l'UE selon laquelle il doit y avoir une "véritable" relation pour aller au-delà de l'étape de la "conception", mais prend également acte de l'observation de l'Organe d'appel selon laquelle l'examen de la "conception" d'une mesure n'est pas une étape particulièrement contraignante de l'analyse de l'article XX a).¹¹

20. De l'avis de Singapour, l'affirmation selon laquelle "[s]i les mesures des États-Unis devaient cibler spécifiquement les importations ... dont la production a bénéficié des pratiques auxquelles les États-Unis s'opposent, ces mesures pourraient être évaluées différemment", pourrait également se prêter à l'analyse de la "nécessité", en particulier parce que l'un de ses éléments clés consiste à évaluer le niveau du caractère restrictif pour le commerce d'une mesure. Cela aurait donc probablement une incidence sur l'évaluation de sa justification provisoire au regard de l'article XX a) du GATT.

21. De plus, nous notons que le texte introductif de l'article XX exige également une analyse de la question de savoir si une mesure constitue une "restriction déguisée au commerce international". À cet égard, le degré et le caractère véritable de la relation entre une mesure et l'objectif déclaré qu'elle cherche à poursuivre pourraient être un facteur pertinent pour déterminer si une mesure est "déguisée".

D. Réponse à la question n° 4 (paragraphe 2 de la déclaration du Taipei chinois)

22. Comme il a été indiqué aux paragraphes 6 à 8 de sa déclaration, Singapour est d'accord pour dire qu'il conviendrait d'accorder aux Membres une certaine latitude pour définir et appliquer pour eux-mêmes le concept de "moralité publique" sur leurs territoires respectifs, en fonction de "diverses valeurs qui prédominent dans leurs sociétés à un moment donné".¹² En même temps, ce pouvoir discrétionnaire n'est pas sans limites, étant donné que la mesure doit, premièrement, être "conçue" pour protéger l'objectif déclaré de moralité publique et, deuxièmement, satisfaire à l'analyse de la "nécessité".

E. Réponse à la question n° 5 (caractère justifiable, ou autre, de l'effet coercitif d'une mesure sur les politiques d'un autre Membre)

23. S'inspirant des indications fournies par l'Organe d'appel dans *États-Unis – Crevettes*, Singapour reconnaît que le fait qu'une mesure exige d'un pays exportateur qu'il adopte ou respecte certaines politiques prescrites par le pays importateur n'a pas nécessairement pour résultat que la mesure n'est pas susceptible *a priori* de justification au titre de l'article XX.¹³ En fait, certains facteurs devraient être pris en compte pour déterminer si l'effet d'une mesure appliquée constitue une "discrimination injustifiable" au sens du texte introductif de l'article XX.

24. Le premier consiste à examiner si la mesure, lorsqu'elle est appliquée, est en fait un "embargo économique" qui contraint le(s) Membre(s) exportateur(s) à adopter non pas simplement une politique comparable, mais plutôt essentiellement la même politique que celle qui est appliquée au

¹¹ Rapport de l'Organe d'appel *Colombie – Textiles*, paragraphe 5.70.

¹² Rapport du Groupe spécial *Colombie – Textiles*, paragraphe 7.301 (citant le rapport du Groupe spécial *CE – Produits dérivés du phoque*, paragraphes 7.380, 7.381 et 7.409).

¹³ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Crevettes*, paragraphe 121.

sein du Membre importateur.¹⁴ À cet égard, l'Organe d'appel a en outre estimé qu'il serait inacceptable d'établir un critère "rigide et strict" régissant l'accès aux marchés du Membre importateur, selon lequel toutes autres politiques ou mesures spécifiques adoptées par le(s) Membre(s) exportateur(s) pour atteindre un objectif semblable ne seraient pas prises en compte.¹⁵

25. Un deuxième facteur consiste à considérer que, dans les relations commerciales internationales, il serait inacceptable qu'un Membre impose un embargo économique pour contraindre d'autres Membres à adopter essentiellement le même programme de réglementation afin de réaliser un objectif particulier au sein du Membre importateur, sans tenir compte des conditions différentes qui peuvent exister sur le territoire de ces autres Membres¹⁶. À cet égard, l'Organe d'appel a précisé qu'il y avait discrimination non seulement lorsque les pays où les mêmes conditions existaient étaient traités de manière différente, mais aussi lorsque l'application d'une mesure en cause ne permettait pas de s'assurer du bien-fondé du programme de réglementation au regard des conditions existant dans ces pays exportateurs.¹⁷

26. Un troisième facteur consiste à savoir si le Membre importateur a dialogué et négocié de manière adéquate avec le(s) Membre(s) exportateur(s) dans le but de poursuivre son objectif de politique générale sous-jacent, avant d'appliquer la mesure en question.¹⁸

¹⁴ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Crevettes*, paragraphe 161 lu conjointement avec le paragraphe 163.

¹⁵ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Crevettes*, paragraphe 163.

¹⁶ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Crevettes*, paragraphe 164.

¹⁷ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Crevettes*, paragraphe 165.

¹⁸ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Crevettes*, paragraphe 166.

ANNEXE C-7**RÉSUMÉ ANALYTIQUE INTÉGRÉ DES ARGUMENTS DU TAIPEI CHINOIS***

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les membres du Groupe spécial,

1. Le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu remercie le Groupe spécial de lui avoir donné l'occasion de faire une déclaration dans le présent différend. Dans notre déclaration, nous aimerions aborder deux points: premièrement, l'interprétation de l'article XX a) du GATT de 1994 et, deuxièmement, l'importance des questions soulevées dans le présent différend pour notre économie, notre commerce et notre compétitivité, et l'incidence considérable qu'elles auront sur l'économie mondiale et le système commercial multilatéral dans son ensemble.
2. Premièrement, concernant l'interprétation de l'article XX a) du GATT de 1994, nous estimons que l'incidence sur le commerce de pratiques contraires à la moralité publique ne se limite pas à une branche de production ou à un secteur particulier quel qu'il soit, mais affecte plutôt la société dans son ensemble. Par conséquent, le groupe spécial devrait veiller à ne pas utiliser une approche interprétative trop restrictive lorsqu'il examine l'invocation de l'article XX a) par un Membre.
3. Deuxièmement, la protection de la propriété intellectuelle est essentielle pour sécuriser et promouvoir le commerce international. Les Membres et leurs entreprises s'appuient sur des protections adéquates et solides de la propriété intellectuelle pour assurer leur compétitivité sur le marché mondial, et ce sont ces protections qui encouragent de nouvelles innovations ainsi que la diffusion des connaissances.
4. Le présent différend concerne les pratiques de certains Membres, qui comprennent entre autres des restrictions à la participation étrangère, des transferts de technologie forcés et le vol de secrets commerciaux. Ces pratiques peuvent porter préjudice aux Membres, à leurs entreprises, ainsi qu'à la crédibilité et au fonctionnement normal de l'OMC. Pour cette raison, nous partageons les mêmes préoccupations que les États-Unis et pensons qu'il est important que ces questions soient prises en compte par le Groupe spécial.
5. Ainsi s'achève notre déclaration aujourd'hui. Nous remercions encore une fois le Groupe spécial de l'occasion qui nous a été donnée de nous exprimer.

* Le Taipei chinois demande que sa déclaration orale soit utilisée comme résumé analytique.